



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15536 - 7 F

SAMEDI 7 JANVIER 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Inévitable Allemagne

L'enterrement de la candidature de Jacques Delors à la présidence française a remis les pendules à l'heure à Bonn. Quelques regrets que puisse avoir le chancelier Kohl de voir ses deux « compères » européens, François Mitterrand et Jacques Delors, quitter le scène, une page est tournée sur un chapitre des relations franco-allemandes. En rendant visite à Edouard Balladur, jeudi 5 janvier, à Chamonix, après avoir reçu Jacques Chirac en décembre à Bonn, Helmut Kohl en prend acte.

Réélu le 16 octobre dernier, le chancelier s'est juré, pour son dernier mandat, de poursuivre l'œuvre de Mitterrand, de rendre irréversible l'intégration européenne. Il ne lui reste d'ici à 1998, terme de la nouvelle législature allemande, que peu de temps, et il n'a pas le choix des interlocuteurs.

APRÈS l'écrasante victoire des partis de droite aux législatives françaises de 1993, le retour en force des anti-Maastricht et des néo-gaullistes avait fait craindre à Bonn une paralysie de la politique européenne de la France. Constatant dans leur vision européenne, les conservateurs allemands radicaux une France frileuse, tentée par la repli. Mais la caution de François Mitterrand, les non-dit de la cohabitation, ont commodément permis de faire comme si de rien n'était. Au risque de laisser se développer les mécontentements.

Le grand mérite du document des chrétiens-démocrates Schöbels-Lamers, préconisant une Europe fédérale animée par un noyau dur, est d'avoir lancé un débat nécessaire. Malgré les réserves émises sur les propositions allemandes pour le réajustement des institutions européennes, Jacques Chirac et Edouard Balladur ont tous deux réaffirmé leur attachement à l'exécutif franco-allemand. Il y a donc place pour la discussion.

La visite privée du chancelier à Chamonix, qui avait été arrangée dès le mois de novembre, tombe à point. Le détournement de l'Airbus d'Air France en Algérie, les menaces des terroristes contre les représentations occidentales à Alger, sont venus rappeler à l'Allemagne qu'elle ne pouvait pas uniquement se préoccuper de ses frontières orientales.

L'élargissement européen vers le Nord et l'Est n'est pas de sens que si la stabilité du Sud est préservée. L'entente franco-allemande, avec ce que cela suppose de patience et d'explicitations, est plus que jamais nécessaire. Le geste du chancelier, c'est indéniable, fera plaisir au premier ministre français, qui s'apprête à lancer sa campagne, et qui s'était trop souvent senti négligé jusqu'ici par ses interlocuteurs allemands. Les querelles sémantiques sur la nature d'une entité européenne qui s'invente au marchant ne doivent pas faire oublier que des progrès importants ont été réalisés ces dernières années. Les déclarations du nouveau commissaire français à Bruxelles, Yves-Thibaut de Silguy, un proche d'Edouard Balladur, qui a réaffirmé la 4 décembre au Parlement européen l'importance de s'attacher au calendrier de Maastricht, montrent que la marge d'entente reste large.

Pour la première fois depuis le début de la crise algérienne

Les dirigeants du FIS condamnent les violences contre les civils

Pour la première fois depuis le début de la crise algérienne, les dirigeants du Front islamique du salut (FIS) ont condamné, jeudi 5 janvier, dans un communiqué reçu à Bonn, les violences exercées à l'encontre des civils « innocents », Algériens et étrangers. On apprenait cependant, vendredi matin, l'assassinat à Alger d'un journaliste du quotidien *Liberté*, qui avait été menacé de mort par l'Armée islamique du salut. A Tunis, le ministre algérien de l'intérieur a rencontré, mercredi, un émissaire de Charles Pasqua.

Le joli « coup » des services secrets français

Quatorze minutes après le début de la prise d'otages à bord de l'Airbus d'Air France, sur l'aéroport d'Alger, samedi 24 décembre 1994, les autorités françaises, à Paris, ont été prévenues par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de la gravité des faits qui devaient se conclure, deux jours plus tard, sur les pistes de Marseille-Marseille, par un assaut du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) contre quatre membres du Groupe islamique armé (GIA).

Un mois auparavant, jour pour jour, par une note « blanche » - elle permet à ses rédacteurs de ne pas identifier l'origine de leurs renseignements - de six feuillets accompagnés de deux schémas et émanant de la DGSE, les mêmes autorités françaises avaient été averties de l'éventualité d'un détournement aérien à Alger avec, entre autres informations, des indications sur

l'existence de groupes particulièrement actifs du GIA dans le quartier des Eucalyptus, qui est proche de l'aéroport et que les avions sont amenés à survoler au moment de l'atterrissage.

Dans les deux circonstances (la note élaborée du 24 novembre et la première communication « opérationnelle » - à chaud - du 24 décembre de la DGSE au gouvernement et à Air France, puis les renseignements qui suivirent minute par minute dans le feu de l'action), les destinataires, notamment l'Elysée, Matignon, le Quai d'Orsay, la défense et l'intérieur, reconnaissent a posteriori qu'il s'est agi d'un « coup » spécialement réussi par des services secrets plus souvent décriés que glorifiés.

JACQUES ISNARD

Lire la suite page 6 et nos informations pages 5 et 6

Alors que M. Chirac dénonce une gestion « conservatrice »

M. Sarkozy propose de réduire les droits de succession

M. Sarkozy a indiqué, jeudi 5 janvier, qu'il réfléchit pour l'avenir à une réduction des droits de succession. Le ministre du budget, proche de M. Balladur, estima que les taux des droits de mutation sont « beaucoup trop élevés ». Il s'est déclaré favorable à leur réduction, sans distinction entre les biens privés et les biens professionnels. Cette proposition intervient au moment où M. Chirac, de son côté, renforce sa dénonciation d'une approche « trop financière et trop conservatrice » des problèmes du pays.



Lire nos informations page 10

Tchéchénie : les pressions se multiplient sur Moscou

A l'ouverture de la réunion du Conseil de sécurité, vendredi 6 janvier à Moscou, Boris Eltsine a demandé à son ministre de la défense, Pavel Gratchev, de s'expliquer sur la poursuite de bombardements aériens en Tchétchénie. Quelques heures après l'annonce par le président Eltsine d'un arrêt des frappes aériennes, Grozny avait en effet été bombardée, jeudi, à Moscou, le député Sergueï Kovalov a dénoncé la propagande gouvernementale et estimé que la Tchétchénie « ne fera plus partie de la Russie ». Les pressions internationales sur le Kremlin se sont accrues. Ainel la Commission européenne a annoncé le report du projet de partenariat commercial avec la Russie tandis que l'OSCE, l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe, a demandé des consultations avec Moscou.

pages 3 et 4

Le CSA suspend pour vingt-quatre heures la radio Skyrock

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décidé, jeudi 5 janvier, de suspendre pour vingt-quatre heures, le 9 janvier, le réseau radiophonique Skyrock. Cette décision fait suite aux déclarations d'un animateur de la radio musicale « jeune » qui avait qualifié de « bonne nouvelle », en direct à l'antenne le mardi 3 janvier, le mort, à Nice, d'un policier.

page 11

Michel Rocard soutient Lionel Jospin

Lionel Jospin a reçu, vendredi 6 janvier, le soutien de Michel Rocard dans sa « candidature à la candidature » socialiste à l'élection présidentielle. Dans un entretien accordé au *Parisien*, l'ancien premier ministre qualifie M. Jospin de « socialiste intègre et authentique, capable de rassembler les socialistes ».

page 10

La peseta et la lire au plus bas

Les crises politiques en Espagne et en Italie ébranlent depuis plusieurs semaines une défense des marchés financiers à l'égard de la lire et de la peseta, qui ont atteint jeudi 5 et vendredi 6 janvier leur plus bas niveau face au deutschemark.

page 20

La mort de Francis Lopez

Le plus célèbre des compositeurs français d'opérettes est mort alors qu'il s'apprêtait à fêter ses cinquante ans de carrière. Le Chanteur de Mexico, Méditerranée ou la Belle de Cadix, cocktail de bonne humeur, d'exotisme romantique et de mélodies faciles, ont séduit la France des années 50 et 60.

page 18

Les musées, cap au Nord

Avec un investissement de plus de 660 millions de francs, le Nord et le Pas-de-Calais conduisent une rénovation sans égale dans les autres régions françaises

NORD ET PAS-DE-CALAIS

de notre envoyé spécial

A Valenciennes, au coin du boulevard Watteau et de la rue des Incas, l'énorme soufflé de pierre et de brique flotte sur une océan de gadoue. Tout autour, on s'affaire à découper des arbres à la tronçonneuse. Le chantier du Musée des beaux-arts semble installé pour l'éternité. A l'intérieur, pourtant, on achève les finitions d'une rénovation entreprise il y a quatre ans.

Cette patisserie académique, conçue par Paul Dussart en 1909, a été revue avec discrétion par Christian Germann. Après 30 millions de francs de travaux, celui-ci a conservé les structures et restitué les volumes. Mais en ouvrant le rez-de-jardin, par le biais d'un escalier en colimaçon, il a doublé les surfaces. Le nouveau

conservateur, Patrick Ramade, va pouvoir étaler ses collections sur 4 000 mètres carrés. On reverra avec plaisir, en avril, le *Martyre de saint Etienne*, l'énorme triptyque de Rubens, mais aussi le *Portrait du sculpteur Pater*, du Valenciennais Watteau, ou l'*Ugolin et ses enfants*, le célèbre groupe de Jean-Baptiste Carpeaux, autre enfant du pays, qui a laissé à sa ville natale nombre de sculptures, peintures et dessins.

A Lille, le chantier est moins avancé, tout aussi boueux, mais encore plus impressionnant. L'imposant Palais des beaux-arts (15 000 mètres carrés) est fermé depuis mai 1991 et n'ouvrira pas ses portes avant 1996. Avec, il est vrai, 7 000 mètres carrés supplémentaires. Le coût de la rénovation, signée Jean-Marc Ibois et Myrto Vitart, est à la mesure du « deuxième musée de France » :

170 millions de francs. Le conservateur, Amand Bignon de Laverrière, logé dans un baraquement Algéro, range son frein. Il achète, récupère des œuvres démembrées, obtient des dépôts, restaure, fait voyager ses collections à Courmayeur, à New-York, Londres ou Paris, prépare un catalogue du musée et peaufine la muséographie.

A Douai, une nouvelle présentation met en valeur quelques belles pièces de ce musée méconnu, installé dans une ancienne Chartreuse du dix-septième siècle : les polychromes de Jean Bellegambe ou de Jan van Scorel, la *Flagellation*, du Carache, une *Vénitienne*, de Veronese... Reste l'église attenante : une quasi-ruine dont les voûtes se sont effondrées et qui doit accueillir les collections de sculptures et d'objets d'art.

EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 19

Pierre-Gilles de Gennes
Jacques Badoz



Stimulant
Brillant
Iconoclaste

"Pierre-Gilles de Gennes est un conteur avant d'être un physicien."

JEAN-FRANÇOIS ALGIER - LE MONDE

PLON



A L'ÉTRANGER: Allemagne, 9 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Côte d'Ivoire, 700 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 95 p.; Grèce, 300 DR; Irlande, 130 L; Italie, 2400 L; Liban, 120 US\$; Luxembourg, 48 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 240 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 700 F CFA; Suède, 15 KR; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 880 m; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 \$).

L'AVIS DU MÉDIATEUR

Au risque de choquer

C'ÉTAIT dans le numéro du 27 décembre : Bernard Tapie signait un Point de vue, intitulé La voix des exclus, en première page du Monde. Certains lecteurs ne s'en remettent pas : certains redoutent non plus, bien que ce ne soit pas exactement pour les mêmes raisons. Les premiers nous font part de leur surprise, ou de leur indignation, de voir la « une » de leur journal offerte à un personnage si contesté et si contestable et, de surcroît, pour le laisser s'exprimer au nom des exclus. Les seconds contestent la place qui lui est faite et la présentation de l'article, au regard de l'actualité du jour et du sujet traité. On trouve ci-dessous quelques-unes des réactions de nos lecteurs, choisies parmi les plus virulentes.

Il ne s'agit pas, en les publiant, de faire amende honorable mais de faire le débat sur une conception de l'information à la fois assumée et contestée. Trois remarques pour commencer : ce n'est pas la première fois qu'une contribution extérieure paraissant en première page choque une partie de nos lecteurs ; les auteurs de ce genre d'articles ne sont pas rémunérés et leur publication n'est pas payée au Monde ; enfin, il n'est pas prévu que Bernard Tapie devienne actionnaire du journal.

Si l'apparition en première page de cette signature avait été une provocation, elle aurait donc été gratuite ; mais ce n'était pas une provocation et, pas davantage, un geste gratuit. Elle avait, à nos yeux, un sens, sur lequel nous sommes disposés à nous expliquer.

Le Monde n'a pas inventé Bernard Tapie et n'est pas suspect de complaisance à son égard. Cette attitude, notre souci d'informer la

plus complètement possible nos lecteurs sur les diverses facettes de cette personnalité aminerment médiatique, nous a même valu, il y a quelques mois, un courrier abondant nous reprochant de mener campagne contre un homme jugé apte à renouveler le discours et l'action politiques. Nous étions alors accusés de rejeter, au nom de l'establishment que nous incarnions, une forme de contestation populiste de l'élite technocratique dominante.

Depuis, il est apparu que notre effort d'information reposait sur des bases sérieuses, sur lesquelles la justice s'est prononcée, mais, parallèlement, Bernard Tapie a fait la preuve de son existence politique, ne serait-ce que par les résultats obtenus par la liste qu'il conduisait aux élections européennes de juin 1994 (12 %). C'est un fait que nous ne saurions occulter. Il est vrai que Bernard Tapie est menacé d'inéligibilité à terme, mais ce n'est pas tant parce qu'il est toujours député des Bouches-du-Rhône, député européen, candidat à la mairie de Marseille et acteur de la campagne pour l'élection présidentielle, que nous lui avons ouvert nos colonnes ; nous avions deux autres préoccupations en tête.

La première procède d'une appréciation politique : ou l'on considère que Bernard Tapie est, indépendamment de ses démêlés avec la justice, un simple effet des médias, qu'il a utilisés avec beaucoup de talent, ou l'on estime que son habileté n'a pu se déployer que parce qu'elle correspondait à une attente, ou à un vide, dans l'opinion. De même que le représentant Tapie a, dans un premier temps, trouvé sa marque sur le terrain de la crise économique, il a, ensuite, dans sa reconversion politique, exploité une autre

forme du malaise social. Il le fait avec les moyens qui sont les siens, tantôt positifs (simplicité du langage, dynamisme, créativité, charisme), tantôt négatifs (démagogie, bluff, fuite en avant). Le rejet sans autre forme de procès, c'est aussi ignorer ceux qui, à tort ou à raison, s'identifient à ce personnage et voient en lui une raison d'espérer. Il mérite d'être entendu pour ce qu'il représente, au-delà de lui.

Motivation d'ordre professionnel

Notre seconde motivation est d'ordre professionnel. La volonté d'informer la plus complètement possible suppose, lorsqu'il y a débat, interprétation et commentaire, de donner directement la parole aux parties en présence. Comme d'autres organes de la presse écrite, chaque fois que nous avons mis en cause Bernard Tapie nous avons, quoi qu'il en ait dit, cherché à obtenir son point de vue. Le plus souvent, l'intéressé a préféré répondre sur d'autres médias, audiovisuels notamment, ou à nos lecteurs, un exemple : une référence à un discours global que le Monde a eu, maintes fois, l'occasion de reproduire, en empruntant à d'autres sources, et de critiquer. Nous ne devions rien à Bernard Tapie, mais nous devions à ceux qui nous lisent, et à notre conception de l'information, de lui offrir, comme aux autres acteurs politiques, cet accès à l'expression originale dans nos colonnes.

Le Monde a toujours été, en même temps qu'un instrument d'observation de la société, le lieu de débats nationaux, internationaux, intellectuels, moraux, sociaux et politiques. Il entend la rester et reconquérir la

part que l'attrait de la télévision lui a empruntée. Les critères de participation varient suivant les cas et, du point de vue de la démocratie, celui de la représentativité entre naturellement en ligne de compte. Même si le contenu du discours déçoit, dérange ou choque.

Cette tribune a été, et sera, offerte aux principaux acteurs du débat public, qu'il ne nous appartient pas de choisir, quelles que soient nos préférences. Elle est ouverte à des idées auxquelles nous n'adhérons pas forcément. Par rapport aux prétentions de Bernard Tapie, celles qui promettent le réformisme, l'innovation, la rupture avec la gestion dominante, le refus de l'exclusion ou la fin du magistère de l'expertise et de la compétence technocratique, peuvent, tout autant, surprendre et laisser révéler ! Si Bernard Tapie se distingue et choque, c'est parce qu'il en rajoute beaucoup plus dans la confusion : fait-il censurer, parce qu'elle serait incongrue ou mensongère, cette réalité du débat ? politique, qui trouvera toujours un moyen de s'exprimer au risque, alors, de prendre plus d'ampleur qu'elle n'en a en l'état actuel des choses ?

Ce ne peut être la fonction d'un journal d'information. Dans tous les cas, nos lecteurs sont en mesure de juger par eux-mêmes. Ajoutons que la tradition veut que nous ne commentions pas sur-le-champ, et quoi que nous en pensions, les textes des auteurs que nous accueillons.

ANDRÉ LAURENS

BERNARD TAPIE DANS « LE MONDE »

Imposture

Vous nous avez rendu compte, très exactement je pense, de l'interminable et rocambolesque roman de Bernard Tapie. L'histoire en vaille la peine et vous avez bien mis en relief, au cours de tous ces épisodes, le double phénomène que présente cette affaire : l'extraordinaire et mystérieuse fascination, d'une part, que cet homme a exercée sur bien des esprits, et parmi les plus fins et les plus avertis, phénomène de toujours, et, d'autre part, l'incroyable tintamarre que cette histoire a rebondissements à su engendrer par elle-même, avec les innombrables ressorts de la scène moderne. Phénomène bien d'aujourd'hui s'il en est.

Je ne suis pas de ceux qui pouvaient croire le rideau tombé et la comédie finie : l'homme est plus résistant, et c'est en définitive un heureux témoignage sur le vivacité de l'espèce humaine.

Mais la très large hospitalité que vous venez d'offrir dans vos colonnes au « Point de vue » de Bernard Tapie, et qu'aucun souci d'impartialité ou même d'information objective ne pouvait vous commander d'offrir, vient changer la nature du problème. Vous êtes passés, me semble-t-il, du simple devoir d'information à la participation active à la plus noire des impostures (...).

La thèse du complot généralisé contre lui, qui, selon ses dires, aurait rassemblé dans une étrange coalition l'administration des douanes, la COB, la Ligue française de football, le tribunal de commerce et toutes les autres instances judiciaires de ce pays, n'est qu'une de ces aimables galéjades qui n'aurait jamais dû sortir des arrière-salles de débit de boisson, et à vous le savez mieux que moi. Se fonder sur cette thèse pour devenir « la voix des exclus », c'est beaucoup plus qu'un mensonge (un : de plus), c'est une imposture et une perversion qui fait insulte à la vérité et aux exclus eux-mêmes (...).

Même si nous sommes dans une époque de grande confusion (et vous l'avez écrit vous-même à propos de cette affaire), la vérité existe, et il y a des cas où on lui fait une telle offense qu'elle devrait avoir un droit de réponse.

Quelle grande et forte voix (et pourquoi pas le votre) s'élève pour dire haut et clair des choses simples : que le premier devoir d'un homme est de tenir ses engagements, que le premier devoir du citoyen est de payer ses impôts, que le premier devoir d'un homme politique est de ne pas tricher et que faute de tout cela on ne mérite que le mépris de ses concitoyens et sûrement pas leurs suffrages. Si on laisse pleustronner ce genre de « références », que deviendront les règles les plus élémentaires de la vie sociale, que deviendront les plus faibles de nos compatriotes que l'on égare si facilement ?

Vous comprendrez comme moi, je l'espère, que nous sommes bien au-delà des problèmes politiques, ou plutôt nous sommes au cœur de ce qui devrait être le vrai politique. Un journal comme le votre a lui aussi des devoirs civiques à remplir.

PAUL ROQUES (Paris)

Trop, c'est trop !

Marseille de naissance et non de circonstance, je tiens à faire connaître que de nombreux Marseillais de souche sont indignés par l'image de Marseille portée par celui qui se présente, avec sa discrétion coutumière, comme un sauveur suprême. Non, Bernard Tapie ne ressemble pas à Marseille, pas plus que Chirac à la France.

Ses fanfaronnades annonçant pour Marseille de brillants sauveurs-investisseurs « de haut niveau international », dans le Monde du 21, réveillent un écho d'entre autres fenteronnades. Entre autres, je pense aux promesses de création de 900 emplois dans le quartier de Sainte-Marguerite par Adidas défunt (préente comme « l'affaire de sa vie »), aux promesses de réussite et d'opulence d'un OM en ques-

faillite, et à de perpétuelles manœuvres de séduction qui visent à mener l'opinion en bateau...

Tapie, stimulé par ses frégantes petites affaires et son appétit boulimique du pouvoir, a un besoin irrésistible de médias. Il les provoque pour mieux s'en plaindre aussitôt après. Une telle utilisation des médias constitue une menace pour la vie démocratique.

FRANCINE ORSINI-BOUCHOU (Marseille)

Une perversion

Que le Monde soit un « endroit » où vous acceptiez tous les points de vue politiques, cela est sa tradition et son honneur.

Que cela soit utilisé pour un plaidoyer pro domo d'un personnage plus que contestable, et déjà en déchéance de ses mandats (auxquels la Monde fait pourtant référence sans aucune autre indication), fait penser à une perversion de cette tradition et de cet honneur.

Un article de l'intérieur du journal et avec un minimum de commentaire explicatif sur la situation judiciaire de l'intéressé aurait paru plus adapté.

NICOLAS COULON (Paris)

Intolérable

Il est intolérable que le Monde cautionne ce tour de passe-passe transformant sous sa responsabilité un plaidoyer contre l'exclusion en un plaidoyer pro domo.

Il est honteux de justifier la cause d'un homme sous le couvert de se pencher sur le sort de ceux qui ont été marginalisés. Ou le Monde ouvre une colonne en faveur des « prévenus », ou il ouvre ses colonnes au traitement de l'exclusion. A confondre les deux, on perd sa dignité et ses lecteurs.

BERNARD RAISON (Paris)

La voix des exclus

Je fais partie de ces « millions de Français anonymes qui vous montrent l'exemple du courage et de la combativité », et je suis un exclu, un exclu de la SCAIME (Groupe Bernard Tapie).

Après avoir vu disparaître successivement, sur le site d'Annamasse, les sociétés Terrailon, la FGM, la Savoisienne d'injection, j'ai dû lutter âprement contre ma propre exclusion de cette « soupe » où il m'était en quelque sorte reproché d'avoir craché.

Le combat était inégal et malgré ma combativité, j'ai dû céder enfin et rejoindre mes collègues de Terrailon, FGM, et Savoisienne dans le cortège des exclus du groupe.

J'ai assisté ensuite au développement du cocon SCAIME que je venais de quitter. La chrysalide a donné naissance à un beau papillon : la société SCAIME Iik, qui voit par magie son capital augmenté notablement, sans apport de numéraire et se trouve au passage dépourvue de ses actifs (terrains, locaux). M. Tapie, qui se dit être « entré dans le monde des dirigeants d'entreprise et des décideurs économiques », n'a été en fait qu'un négociant en entreprises et un « décideur » de licenciements économiques.

M. Tapie déclare qu'il a su à cœur de sauvegarder des entreprises industrielles de « son groupe qui continuent de fonctionner ». Mais hélas, combien en reste-t-il ? Et dans quel état ? A-t-il eu le cœur de sauver Terrailon quand il a dépourvu de son activité en France pour transférer la fabrication en Asie du Sud-Est ?

Ce n'est pas la politique qui l'a ruiné, ce sont ses mauvaises affaires. Il a pressuré ses entreprises, les a rendues exsangues.

La politique n'a été pour lui qu'une fuite en avant et une voie pour échapper, enfin, à la catastrophe financière de son groupe.

M. Tapie homme de gauche ? J'ai honte de cette gauche qui l'a utilisé, nous l'a donné en exemple comme créateur d'entreprises.

SERGE EGO (Poissy (Hauts-Savoie))

TRAIT LIBRE

IL NE CONTRÔLE PAS TRÈS BIEN LA MARCHE ARRIÈRE !



PRISES D'OTAGES

Questions en suspens

Comment ne pas se féliciter, malgré l'horreur de ses morts, de la conclusion inespérée du détournement de l'Airbus Alger-Paris, mais cette relative satisfaction se mêle d'un trouble que je ne dois pas être le seul à éprouver devant cet « exploit unique », selon l'expression du journal El Watan.

La version qu'on nous propose racole des otacurités, lacunes, invraisemblances et des questions viennent à l'esprit, qu'il est difficile d'éluder.

Pourquoi l'avion, amené dans un deuxième temps à Marseille, s'est-il, de surcroît, rapproché des installations de l'aéroport, comme pour offrir une représentation plus convaincante ?

Comment imaginer que les pirates de l'air n'aient pas verrouillé les portes de l'appareil à l'approche des gendarmes ?

On nous décrit une fusillade longue et nourrie et finalement le notre grand soulagement, hormis

les pirates eux-mêmes et des blessés légers, dont on ne saura pas grand-chose, les deux principales victimes de l'assaut seront un gendarme blessé par sa propre grenade et la copilote fracturée à la suite d'une chute. Tout cela ne peut manquer d'étonner de le pert d'un commando résolu, prêt à tout, jusqu'à faire d'écarter l'événement dynamique sur l'écran. Je veux croire que ce sont de nouvelles questions appelant de bonnes réponses, mais à quelle source s'adresser, sinon au Monde pour être mieux éclairé et rassuré ?

Dr FRANÇOIS HAYEM (Paris)

L'ÉGLISE ET L'ISLAM

Signes

A la fin d'un article sur les récents événements d'Algérie, Henri Tincq évoque les efforts faits, ces dernières années, par l'Eglise catholique, en faveur du dialogue avec l'islam, et à propos de ces efforts, il demande : « Pour quels résultats ? » (le Monde du 29 décembre 1994). Cette ques-

tion, nombreux, sans doute, sont ceux qui se la posent. Mais pour un croyant, elle n'appelle qu'une réponse : le Royaume de Dieu ne se mesure pas à des résultats visibles. Il peut seulement être reconnu à travers des « signes ».

Ces signes, ils existent, bien plus nombreux qu'on ne le pense parfois. En maintes régions du monde, y compris en Maghreb et dans nos villes et banlieues de France, des relations d'amitié, de confiance, de coopération féconde se sont établies entre des chrétiens et des musulmans. Il n'est donc pas étonnant que ces jours-ci, au nord et au sud de la Méditerranée, les Pères blancs aient reçu d'innombrables messages de sympathie venant d'amis musulmans, parmi lesquels les responsables des mosquées et des associations islamiques.

Bien des pas restent encore à faire sur le long et difficile chemin de la réconciliation islamo-chrétienne. Mais, à travers les épreuves et au-delà d'elles, cette réconciliation devient chaque jour davantage une réalité. Autant qu'une exigence apin-

tuelle, elle est une absolue nécessité pour l'avenir de la paix entre les peuples.

Père MICHEL LELONG
Coprésident du Groupe d'amitié islamo-chrétienne

MANDATS ELECTORAUX

Inéligibilité des hauts fonctionnaires

Suite à l'article de Claude Allègre sur la politique française et le rôle prééminent qu'y joue la haute fonction publique, avec les conséquences que l'on sait (le Monde du 16 décembre), je suggère une solution qui me semble d'une simplicité biblique : « Rendre inéligible tout fonctionnaire de haut niveau ».

Cette solution n'est rien de scandaleux. Elle est déjà appliquée pour les militaires en activité, les fonctionnaires des finances, etc. Elle est d'ailleurs appliquée dans de nombreux pays.

PIERRE FOYER
Luz-Saint-Seigneur (Hautes-Pyrénées)

مكتبة الأمل

INTERNATIONAL

L'intervention militaire russe en Tchétchénie

Une armée divisée et embourbée

Le fiasco militaire en Tchétchénie a accentué la démoralisation d'une armée russe en pleine décomposition

MOSCOU

de nos envoyés spéciaux

En 1991, Boris Eltsine était debout sur un char. Il s'opposait à un coup d'Etat politico-militaire destiné à sauver l'Union soviétique. En 1993, sur ordre du président russe, les chars tiraient sur un Parlement hostile. En 1994, le président russe est caricaturé dans la presse aux commandes d'un blindé, qui fonce sur Grozny. A trois moments-clés de sa carrière, le « premier président démocratiquement élu » de Russie a dû s'appuyer sur une armée indécise et divisée. Une armée elle-même traumatisée par son retrait d'Afghanistan, humiliée par son retrait (sans même tirer un coup de feu, d'un général) de toute l'Europe centrale et des pays baltes. Une armée qui, aujourd'hui, est mise en échec par une poignée d'hommes en Tchétchénie. La guerre éclair annoncée s'est transformée en un prévisible bourbier.

Le conflit a mis à nu les faiblesses de ce monstre hésitant, asphyxié par les coupes budgétaires, rongée par la corruption. Mais aussi une de ses principales qualités : l'armée veut le moins possible se mêler de politique. « Les hommes politiques n'ont qu'à se tenir à l'écart », déclarait, jeudi 5 janvier, en grand uniforme et sans enlaidir les caméras de la télévision, le commandant des forces aéroportées, Evgueni Podkovzine, qui venait d'assister aux obsèques de l'un de ses hommes. Il refusait que l'on fasse porter aux militaires la responsabilité d'une opération qui leur a été imposée.

Enracinée par la conscription dans la société, l'armée n'a pas, dans ses traditions, le goût du putsch et de l'aventure. Elle est aussi contaminée par le virus démocratique. « L'armée pourrait refuser d'obéir », estime un expert militaire russe. Certains commandants l'ont d'ailleurs déjà fait. Mais cette « rébellion » est, comme souvent, passive. Cependant, les « opérations de police » pour « restaurer l'ordre constitutionnel » dans la petite République indépendante du Caucase sont un tel désastre militaire

et politique qu'il semble presque impossible à ses commanditaires et ses exécutants de faire marche arrière, militairement à Grozny, politiquement à Moscou.

Boris Eltsine, en demandant d'en finir « le plus vite possible » avec Grozny, a envoyé son armée à l'échec, en utilisant pour cela l'homme qui avait promis de « régler tous les problèmes de la Tchétchénie en deux heures avec un régiment de parachutistes », c'est-à-dire son ministre de la Défense, Pavel Gratchev, sauveur du président lors de la lutte contre le Parlement en octobre 1993 et lui-même sauvé par Boris Eltsine en octobre 1994 alors qu'il était accusé de corruption, voire d'avoir fait assassiner au collespié un journaliste qui le dénonçait.

« Le summum de l'amateurisme »

Malgré ce passé, qui lie deux hommes plus que leurs institutions, quelqu'un semble devoir payer les pots politiques et les chars cassés à Grozny. Les militaires vont-ils punir les politiques, ou les politiques, les militaires ? La logique voudrait que le ministre de la Défense soit sacrifié. Mais pas tout de suite.

Appliquant le précepte de ne pas changer de cheval au milieu du gué, il semble que Boris Eltsine attende un second assaut contre Grozny pour sacrifier Gratchev, estime le député libéral et démocrate Alexis Arbatov, membre de la commission de Défense du Parlement. Certains observateurs pensent même que Boris Eltsine a sauvé la tête de Pavel Gratchev en octobre 1994 pour, mieux qu'il ne le méritait, le « sale boulot » avant de s'en débarrasser. La presse concentre de nouveaux ses tirs sur le ministre de la Défense plus que sur le président. Elle rappelle que Pavel Gratchev (impopulaire dans l'armée comme Boris Eltsine), qui a lancé un assaut de blindés désastreux dans Grozny la veille de son anniversaire, le 1^{er} janvier, avait déclaré en novembre : « Je n'aurais jamais autorisé l'utilisation de

tanks et d'artillerie dans une ville. C'est le summum de l'amateurisme ».

Signe que Pavel Gratchev n'a pas gagné la partie, l'oukase présidentiel « en préparation » pour limoger les trois vice-ministres de la Défense qui s'opposaient à lui – et pas seulement sur l'intervention militaire en Tchétchénie – n'a pas été publié et, peut-être, pas même été signé par Boris Eltsine. Le président russe a aussi évoqué un retrait de l'armée des opérations en Tchétchénie au profit des unités spéciales du ministère de l'Intérieur, avant d'appeler les militaires à se battre. Peu de mesures ont été prises comme ceux qui ont refusé d'exécuter des ordres d'ail-lours vagues. Quo ce soit celui de tirer ou d'arrêter de tirer.

Une partie des « dérapages » en Tchétchénie, notamment la poursuite des bombardements aériens malgré les « ordres » présidentiels, s'explique sans aucun doute par le double langage du pouvoir russe, qui promet une solution politique en ne préparant que l'option militaire. L'autre est peut-être due à ce qu'un observateur appelle « l'autonomie des commandants » sur le terrain. Ceux-ci semblent en faire à peu près à leur tête, dans des directions opposées.

La responsabilité des ratages

« L'armée maîtrise depuis longtemps deux méthodes pour se débarrasser des chefs militaires qu'elle n'aime pas. La première est de ne pas exécuter les ordres. La seconde, de les suivre bêtement. Ces deux méthodes sont utilisées en Tchétchénie », estime le vice-premier ministre, Sergueï Chakhrat, lui-même va-t-en-guerre. Jugant « inconstitutionnel » les ordres reçus, le général Ivan Babitchev a refusé de faire avancer ses chars en tirant sur les civils. Selon des témoignages, il aurait lui-même suggéré à la foule de se mettre devant sa colonne.

Après une victoire coûteuse et provisoire à Grozny, destinée à sauver la face, Boris Eltsine pour-

rait être tenté de faire endosser à ceux qui ont plus ou moins bien exécuté ses ordres la responsabilité des ratages. « Si Eltsine tente de se débarrasser d'eux, il est possible qu'ils tentent d'organiser quelque chose contre lui, mais cela ne fonctionnera pas », estime un expert militaire russe. Mais Boris Eltsine aura du mal à trouver un remplaçant crédible à Pavel Gratchev.

« Suivez cette ambulance ! »

Les successeurs ayant la carrure nécessaire sont presque tous entrés en dissidence « pacifiste » ou de « mauvais esprit ». Le général Boris Gromov, vice-ministre de la Défense, dénonce publiquement une « tromperie », un « second Afghanistan », où il avait dû diriger la retraite. Alexandre Lebed, le très populaire commandant de la XIV^e armée, basée en Moldavie, se dit prêt à aller commander en Tchétchénie, mais seulement un retrait ou un assaut avec... des enfants des dignitaires du régime. Tous restent, pour le moment du moins, en fonctions.

L'autre hypothèse est donc que le Kremlin, et plus particulièrement le budget de l'Etat, devra récompenser, sinon Pavel Gratchev lui-même, du moins les unités et les chefs militaires des régions qui auront accepté de sauver la situation. Ce qui pourrait bien remettre en question une indispensable rigueur monétaire. Depuis longtemps, le ministère de la Défense se plaint de son budget. Certains pensent même que Pavel Gratchev s'est lancé à l'eau en Tchétchénie (ou y a poussé Boris Eltsine) pour pouvoir obtenir des crédits ou pour éviter que les autres « ministères de l'ordre » (Intérieur, Services secrets) ne les ramassent.

La guerre, en Tchétchénie, aura aussi montré que la crise budgétaire se double d'une crise morale dans une armée abandonnée par ses officiers les plus prometteurs, en proie à des déceptions massives, à un taux de suicide chez les appelés particulièrement élevé.

L'usure morale des hommes est aggravée par la crise de la technologie militaire. Les frappes aériennes « chirurgicales » annoncées en Tchétchénie ont viré à la boucherie, malgré la totale absence de DCA. Seules 30 % des armes équipant les forces armées répondraient aux standards technologiques modernes. Plus simplement, un soldat russe prisonnier des Tchétchènes a expliqué qu'on l'avait lancé dans la ville avec un char dont la tourelle était bloquée, et sans lui dire autre chose que : « Suivez cette ambulance ! »

Toujours pas convertie ou modernisée, l'industrie militaire russe, désorganisée par l'effacement de l'URSS et la baisse des crédits, serait, aujourd'hui, incapable de produire les armes qu'elle fabriquait il y a cinq ans. Certaines sources affirment que les missiles guidés au laser, qui devaient « éviter les pertes civiles » en Tchétchénie, n'ont pas été utilisés car ils sont trop chers ou indisponibles.

L'incapacité de l'armée russe à mener une guerre limitée, si ce n'est « propre », exigée par le nouveau cadre « démocratique » fait craindre l'émergence d'un régime militaire-policiériste en cas de prolongation du conflit. Mais, comme le souligne le député de la commission de la Défense de la Douma Alexis Arbatov, la seule possibilité est que Boris Eltsine établisse lui-même ce régime, « car seuls les gens qui ont voulu la guerre [en Tchétchénie] peuvent vouloir tenter cela ».

Le « précédent » d'octobre 1993

Le « précédent » d'octobre 1993 est en tout cas à méditer. L'armée, à l'époque, avait fait preuve de plus grandes résistances à s'engager dans un conflit politique. Le général Gratchev lui-même avait exigé un ordre écrit, et plusieurs membres du haut commandement – ce sont souvent les mêmes qui, aujourd'hui, traînent des pieds – avaient refusé de tremper dans cette affaire, ou ne l'avaient fait que contraints et forcés. Après l'assaut contre le Parlement, beaucoup d'officiers confiaient, la rage au ventre, que l'armée avait été déshonorée, et plusieurs refusèrent les décorations que le président leur offrait.

Après quoi, tout est rentré dans l'ordre – ou le désordre – habituel. Avec, simplement, un président plus fort, qui commence à constater les démocrates qui l'avaient tant soutenu et à s'appuyer toujours plus ostensiblement sur les « ministres de force » et autres gardes du corps-confidents qui avaient sauvé son pouvoir.

JAN KRAUZE
et JEAN-BAPTISTE NAUDE

Washington met en garde contre les risques d'une déstabilisation de Boris Eltsine

WASHINGTON

de notre correspondant

Les institutions démocratiques de la Russie sont fragiles et la « stabilité politique » n'est pas assurée dans ce pays : des lors, toute action inconsiderée des Occidentaux qui déstabiliserait Boris Eltsine en condamnant trop nuvernement l'intervention militaire des troupes russes en Tchétchénie est à proscrire. Telle est, résumée à grands traits, la position des autorités américaines. C'est ce constat de Realpolitik qui explique le silence des Etats-Unis face au drame de Grozny. Le secrétaire à la Défense, William Perry, qui était l'hôte à déjeuner, jeudi 5 janvier, du Club national de la presse, a réaffirmé cette ligne, tout en appuyant un peu plus les critiques de l'administration démocrate face aux conditions dans lesquelles s'effectue la « mise au pas » de la République rebelle.

La position de principe de Washington n'a pas changé : la Tchétchénie fait partie intégrante de la fédération de Russie et le conflit doit être résolu « entre Russes et Tchétchènes ». Les Etats-Unis sont certes de plus en plus « préoccupés » par cette « terrible tragédie » et par les « tactiques » qu'utilise l'armée russe, qui se traduisent par de nombreuses pertes civiles. Washington souhaite donc que le conflit soit résolu d'une « manière compatible avec les principes internationaux », a ajouté M. Perry, afin de mettre fin au « bain de sang ». Mais, au-delà, l'objectif premier de l'administration Clinton est de tout faire pour éviter une remise en cause du processus de réformes engagé en Russie, sous la houlette de Boris Eltsine.

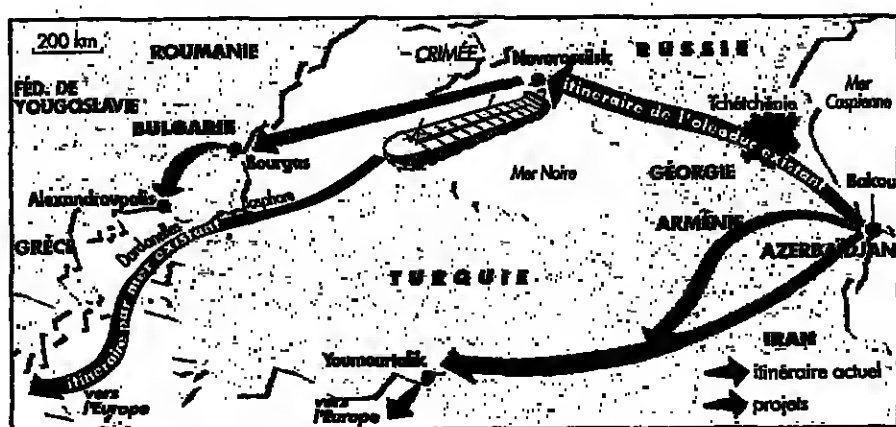
La voie des négociations

Si une telle perspective devait se produire, le danger serait grand de favoriser le retour d'un régime « autoritaire, militariste et hostile à l'Occident ». Or la Russie possède toujours « 25 000 armes nucléaires », a rappelé William Perry. A condition que chacun conserve ce risque présent à l'esprit, les Etats-Unis ne sont pas hostiles aux efforts entrepris par les Européens pour obtenir des « explications » de Moscou sur la situation en Tchétchénie.

Les Américains appuieraient donc toute initiative qui favoriserait la voie des négociations entre les autorités russes et le régime du général Doudaev, celle-ci constituant, à leurs yeux, la meilleure solution pour mettre fin au conflit. Mais il est désormais clair que les Etats-Unis privilégient le « partenariat pragmatique » qui lie à la Russie de Boris Eltsine, ce qui signifie, dans les faits, qu'ils prennent quelque distance avec le drame tchétchène.

LAURENT ZECCHINI

L'enjeu pétrolier



Si l'acharnement manifesté aujourd'hui par la Russie pour « rétablir l'ordre constitutionnel » en Tchétchénie semble, avant tout, guidé par des motifs politiques, le Kremlin n'acharnant pas plus aujourd'hui qu'hier une quelconque spécificité tchétchène, les motivations économiques, et notamment l'enjeu pétrolier, ne sont toutefois pas négligeables.

Certes, les spéculations des médias russes sur les « pétrodollars » amassés par le général Doudaev et par la redoutable « mafia tchétchène » sont bien exagérées quand on compare les 2,6 millions de tonnes de pétrole produites en 1993 par la Tchétchénie aux 354 millions de tonnes extraites par la Russie dans la même année. Salimbek Khadjiev, ancien ministre du pétrole de l'URSS et opposant à Doudaev choyé par Moscou, affirmait ainsi que le président tchétchène avait « exagéré ses revenus pétroliers ». Cet ancien directeur de l'Institut du pétrole de Grozny rappelle que si « au bon temps », la Tchétchénie raffinait entre 12 et 13 millions de tonnes de brut, elle n'a jamais produit plus de 3 à 4 millions de tonnes.

En 1994, la République indépendante a extrait, tant bien que mal, 1,2 million de tonnes dont 200 000 ont pu être exportées, avec l'assentiment de Moscou, par voie ferrée. Le 3 septembre 1994, perachavant sa politique d'étranglement de la République, l'administration russe ordonnait le blocus ferroviaire de Grozny, mettant un terme à cette manœuvre.

L'intérêt stratégique de la Tchétchénie n'est donc pas dans

cette maigre production pétrolière mais dans le fait que cette République, traversée de part en part par des oléoducs, dont celui qui relie la mer Noire à la Caspienne et par lequel transite le pétrole de Bakou, est un point de passage obligé.

« Le pompage pratiqué par des voleurs »

Le 20 septembre 1994, l'Azerbaïdjan signait avec un consortium de compagnies occidentales un important contrat pétrolier. Le trajet qu'emprunteront les 511 millions de tonnes extraites annuellement des gisements de Günechli, Téhéran et Azeri n'a pas encore été défini.

Plusieurs variantes sont à l'étude. L'Azerbaïdjan, favorable au transit de son pétrole par la Turquie, jusqu'au terminal pétrolier de Youmouroulik sur la Méditerranée, peut cependant difficilement accepter que le futur oléoduc traverse l'Arménie quand 20 % du territoire azéri est

occupé par les Arméniens. L'autre éventualité consisterait à faire passer l'oléoduc par l'Iran mais les Américains, partie prenante du « contrat du siècle », n'y sont guère favorables. Dans ces deux cas de figure, l'oléoduc traverserait l'est anatolien, théâtre d'affrontements incessants entre l'armée turque et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lequel s'est empressé de faire savoir qu'il s'opposait à ce tracé.

Les Russes, frustrés de n'avoir reçu que 10 % des parts du contrat signé le 20 septembre, sont soucieux de garder la main sur le transit des matières énergétiques des anciennes Républiques soviétiques. Afin que le pétrole ne passe ni par la Turquie ni par l'Iran, ils privilégient donc le tracé Bakou-Novorossiisk, un terminal pétrolier sur la mer Noire, lequel passe par la Tchétchénie. L'oléoduc existe déjà, mais il a été rendu « inexploitable par le pompage pratiqué par des voleurs », comme la

déplorait récemment le premier vice-ministre russe de l'énergie, Vladimir Kostouline.

En juillet 1994, la Turquie fixait des règles plus rigides du passage des tankers par les détroits du Bosphore et des Dardanelles, où les accidents étaient fréquents. Dès septembre 1994, la Russie donnait la chape au projet d'oléoduc qui, contournant la Turquie, rallierait le port de Bourges à la ville d'Alexandroupolis.

Depuis l'intervention russe en Tchétchénie, le contrôle de l'oléoduc semble bien compromis et les « voleurs » devraient continuer à se servir tranquillement. Quella que soit l'issue des combats actuels, les Russes devront affronter la querelle tchétchène, tout comme leurs rivaux turcs sont aux prises avec les attaques du PKK. Ankara et Moscou pourraient, alors, perdre le contrôle de l'acheminement du pétrole de Bakou.

MARIE JÉGO

DEMAIN

smalto

SOLDE

DE 30 % A 50 %

ainsi que collections précédentes : costumes à partir

de 1900 F et vestes à partir de 1200 F.

de 10 h à 19 h 30

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1er

HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO

EUROPE

L'intervention militaire russe en Tchétchénie

Les Occidentaux demandent des « explications » à Moscou et l'UE suspend la signature d'un accord commercial

La communauté internationale a mal réagi, jeudi 5 janvier, les interventions pour demander à la Russie une solution négociée au conflit tchétchène. Les Occidentaux envisagent, d'une part, une initiative de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui a succédé à la CSCE, tandis que les Européens menacent, d'autre part, de revoir leur partenariat avec Moscou.

Soumis à une forte pression de l'opinion publique et des parlementaires, le chancelier allemand, Helmut Kohl, a indiqué qu'il avait téléphoné personnellement la veille à Boris Eltsine pour lui faire part de son inquiétude. « Les dirigeants et le Parlement russe sont tenus de trouver une solution en commun accord avec la Tchétchénie pour mettre un terme aux effusions de sang », a déclaré le chancelier dans un communiqué, alors qu'il se trouvait au domicile privé d'Edouard Balladur à Chamonix. Dans un texte au ton peu diplomatique, M. Kohl se dit « profondément inquiet de l'ampleur de l'usage de la force », estimant que les moyens employés sont disproportionnés.

De son côté, la Hongrie, en tant que président en exercice de l'OSCE, devait faire une déclaration officielle sur la question tchét-

chène. Cette déclaration devait être appuyée par un émissaire téléphonique entre le ministre hongrois des affaires étrangères, László Kovács, et son homologue russe, Andreï Kozirev.

La « troïka » de l'OSCE (Hongrie, Italie, Suisse) et celle de l'Union européenne (Allemagne, France, Espagne) ont rencontré jeudi soir les autorités russes pour leur demander des éclaircissements concernant le respect des droits de l'homme dans ce conflit. Selon une source diplomatique à Moscou, la Russie a accepté le principe de consultations sur un règlement du conflit en Tchétchénie dans le cadre de l'OSCE, mais les autorités russes ont refusé de commencer dès la semaine prochaine. Les ambassadeurs des six pays de la troïka de l'UE et de celle de l'OSCE avaient présenté une « requête » en ce sens auprès du ministre russe des affaires étrangères. A la suite de leurs entretiens, ils ont réaffirmé « l'importance de préserver l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie ». Mais les engagements russes sont restés extrêmement vagues.

Au cours d'une conversation téléphonique avec M. Kozirev, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a eu la même

impression de flou dans la réponse russe. Selon son porte-parole, M. Christopher a renouvelé « le profond désir (de Washington) de voir ce conflit se régler par la négociation ». Il s'est ensuite entretenu, toujours au téléphone, avec M. Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères.

La charte de l'OSCE et le « code de bonne conduite » auquel le président Boris Eltsine a formellement souscrit lors du sommet de Budapest en décembre, donne aux pays membres un droit de regard en matière de respect des droits de l'homme. Aucun des Etats membres de l'Organisation (cinquante-deux, sans la Yougoslavie, qui en a été exclue) ne peut s'y soustraire.

« Guerre insensée et fratricide »

Le commissaire européen pour les affaires extérieures, Hans van den Broek, a annoncé, jeudi, que la Commission européenne avait décidé de reporter la signature du traité provisoire de partenariat commercial. Cet accord devait permettre d'attendre la conclusion d'un véritable traité entre l'Union européenne et la Russie, qui contient un passage sur les droits de l'homme. M. Van den Broek a

ajouté que la Commission éprouvait « de graves inquiétudes et même de l'indignation » de voir la question tchétchène, « un problème politique », « abordée avec des moyens militaires ». Il a demandé une réunion des représentants des quinze Etats membres de l'UE pour discuter des actions à mener.

Par ailleurs, les dirigeants de plusieurs Républiques de la Fédération de Russie se sont réunis jeudi à Tchekobsk, capitale de la République de Tchouvachie, pour exiger qu'un terme soit mis à « la guerre insensée et fratricide » en Tchétchénie, a annoncé la présidence tchouvachie.

La Tchouvachie, le Bachkortstan, la République de Mari-El, la Mordovie, l'Oudmourtie, le Tatarstan, et la Carélie « catégoriquement les actions militaires sur le territoire tchétchène », selon un document signé lors de cette réunion. « Il s'agit d'une tragédie pour le peuple tchétchène, mais aussi pour tout le peuple multinational de Russie ». Avec celle de Jakoutie, ces Républiques revendiquent depuis longtemps un statut particulier au sein de la Fédération. Le Tatarstan a, quant à lui, obtenu plus d'autonomie au sein de la Fédération. — (AFP, Reuters)

La conscience meurtrie de la Russie

Le responsable de la commission de défense des droits de l'homme, Sergueï Kovalev, après un mois passé à Grozny, est rentré à Moscou pour dénoncer le « bain de sang »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Il suffit parfois d'une voix ferme, insolente, pour changer la face d'une guerre. Et l'image que la Russie donne d'elle-même. La cohue qui a accueilli, jeudi 5 janvier à Moscou, Sergueï Kovalev, l'empressemment avec lequel les télévisions russes, officielles ou pas, ont diffusé ses paroles, montrent combien cet homme est aujourd'hui nécessaire. Sakharov est mort. Soljenitsyne se tait depuis trois semaines. C'est donc lui, petit, déprimé, myope, qui parle. Clairement, brutalement. Il s'est résolu, à contre-cœur, à quitter Grozny pour Moscou, « parce que c'est la dernière chance d'arrêter le massacre », parce qu'il faut empêcher « qu'un bain de sang recouvre un énorme mensonge, selon la logique qui veut qu'un ne juge pas les vainqueurs ». Et aussi parce qu'« on ne peut pas accepter de vivre dans un pays dirigé par des ordures ».

L'homme qui assène ces mots a demandé — « exigé » — d'être reçu par Boris Eltsine. Après tout, c'est le président qui l'avait nommé à la tête de la commission de défense des droits de l'homme. Au prix d'un pénible entretien avec le bras droit de Boris Eltsine, Viktor

Iliouchine, qui lui a longuement expliqué comment il convenait « de s'adresser au président », il a fini par obtenir une audience, au principe pour vendredi 6 janvier à 13 heures, à moins que, devant tant d'insolence, Boris Eltsine ne se ravise. « Je veux le regarder dans les yeux ». « Je suis à peu près convaincu qu'on lui présente une version mensongère des faits, au moins en partie. Mais cela ne lui enlève pas sa responsabilité. »

Les bobards de la propagande officielle

Où lui pose des questions, sur les « mercenaires islamistes », le sort des prisonniers russes, les « bandits tchétchènes », et il démonte tranquillement, un à un, les bobards de la propagande officielle « plus invraisemblables que ce que nous avons connu ici depuis soixante-dix ans ». Il décrit Grozny, qui ressemble par endroits « au quartier de Stalingrad qu'on avait laissé à l'état de ruines, comme un monument ». Il n'hésite pas, non plus, à tirer quelques conclusions politiques, à rebrousse-poil. « Mon pronostic, c'est que la Tchétchénie ne fera

plus partie de la Russie. » Avant l'assaut et les bombardements, une autre issue aurait été possible. « Plus maintenant. » Ou encore : « Vous croyez vraiment que c'est comme ça qu'on dissuade les pays d'Europe orientale de faire partie de l'OTAN. Si j'étais à Varsovie, aujourd'hui, je me dépêcherais d'adhérer. »

Au fond de la salle, on reconnaît le maréchal Tchoupachnikov, dernier ministre de la défense de l'URSS, et ensuite commandant en chef des forces de la CEI qui, après tant d'autres, s'est éloigné de Boris Eltsine. Nous lui demandons de confirmer l'évidence : s'il est veu, c'est qu'il approuve Sergueï Kovalev ? C'est « oui », sans la moindre hésitation. Car Sergueï Kovalev n'est pas, d'est plus seul. Derrière lui, l'ancien premier ministre, Egor Gaidar. Dans l'assistance, des députés qui ont bon espoir, cette fois, d'obtenir une réunion extraordinaire de la Douma, malgré le peu d'empressement de son président, Ivan Rybkine.

Tout cela n'est pas très dangereux, avec cette Constitution en béton mais le pouvoir et, en son sein le « parti de la guerre », de toute évidence, s'impénitent, s'inquiète. Le Conseil de sécurité

devait se réunir à nouveau, vendredi. On s'attendait, entre autres, à ce qu'il prenne des sanctions contre les responsables des télévisions ; qui ont laissé une partie au moins de la vérité éclater au visage du public.

Et puis il y a ces esquisses de pression de l'Occident. Sergueï Kovalev a balayé d'une phrase l'argument de « l'affaire intérieure de la Russie » : « le sang, le feu, la souffrance humaine, ce n'est pas une affaire intérieure ». Il y a ces républicains de « l'étranger proche » qui sortent, à leur tour, de leur silence.

Et puis, il y a ces troupes qui arrivent toujours pas à prendre Grozny, malgré l'afflux de renforts. Le vice-premier ministre, Nikolai Egorov, représentant de Boris Eltsine pour la Tchétchénie, qui s'était vanté, la veille, de prendre Grozny « sans combats », dès jeudi 5 janvier, parle désormais de « casser la psychologie de la population tchétchène ». Quant à Sergueï Stepanov, chef du « service de contre-espionnage » (l'ancien KGB), il voit déjà plus loin : « Il n'y aura pas de guerre de partisans à grande échelle en Tchétchénie. Ceux qui essaieront de résister seront détruits ».

J. K.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La paix vue par les Serbes

Déterminé à tirer profit de l'accalmie sur le terrain, le « groupe de contact » des grandes puissances s'est réuni, jeudi 5 janvier à Bonn, au niveau des experts, pour examiner les possibilités de relancer le processus de paix en Bosnie sur la base du plan international, présenté en juillet 1994 et accepté par toutes les parties, à l'exception des Serbes bosniaques. De son côté, le patron des « casques bleus » en Bosnie, le général Michael Rose, a mis en garde, jeudi, contre les risques de voir voler en éclats l'ensemble de l'accord sur la cessation des hostilités si les combats se poursuivaient dans la poche de Bihać.

PALE

de notre envoyé spécial

Les Serbes bosniaques n'apprêtent à célébrer le Noël orthodoxe. Dans leur fief de Pale, la neige des jardins est ensanglantée : les hommes découpant les moutons qui les fâmes commencent à cuire. Devant les portes, on dispose la traditionnelle branche de chêne qui apportera bonheur et prospérité à la maison. Ce troisième Noël de guerre sera le premier où la plupart des soldats seront au coin du feu, et non sur les positions qui dominent Sarajevo, la capitale bosniaque qu'ils assiègent.

Le cessez-le-feu est respecté dans la secteur, et les Serbes aimeraient qu'il se transforme en une paix solide. Depuis la venue de l'ancien président américain Jimmy Carter il y a deux semaines, les Serbes de Pale se permettent à espérer que la communauté internationale va changer d'attitude à leur égard, laissant leur État, dans la cadre d'une confédération avec la Serbie. Ils espèrent ne pas avoir à rendre une partie des 70 % de territoire qu'ils ont conquis. C'est pourquoi l'actuelle « cessation des hostilités » leur paraît, parce qu'elle contribue à geler les lignes d'affrontement.

« Nous ne refusons pas le plan de paix du « groupe de contact » mais nous ne l'acceptons pas non plus. Comme il est stipulé dans l'accord signé avec M. Carter, ce plan doit servir de base aux futures négociations », déclare Aleksa Buha, « ministre » des affaires étrangères de la « République serbe » autoproclamée en Bosnie. Le « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne), lorsqu'il a présenté ce plan de paix en juillet 1994, avait sommé les belligères de l'accepter avant l'ouverture de nouvelles discussions, ce qui fut fait à Sarajevo, Zagreb et Belgrade. Seuls les séparatistes serbes de Bosnie l'ont rejeté, fermement et à plusieurs reprises.

« Nous pensons que grâce à la venue de M. Carter et à cet accord de cessation des hostilités,

tés, nous avons franchi une étape essentielle vers la paix », poursuit Aleksa Buha. « Le problème, c'est que le « groupe de contact » ne fait pas son travail. Depuis le mois de juillet 1994, nous n'avons eu aucun contact avec ces diplomates. Je ne sais pas pourquoi ils sont payés depuis six mois à ne rien faire. »

Le message des Serbes de Bosnie est clair : ils veulent renégocier le plan de paix, confortés dans leur intransigence par les déclarations russes et françaises sur une éventuelle confédération avec la Serbie et la Monténégro. Ils réclament depuis longtemps une « cessation des hostilités » accompagnée d'un déploiement des « casques bleus » sur les lignes de front, de façon à protéger leurs terres d'une reconquête de l'armée gouvernementale bosniaque, plus forte de jour en jour.

Jimmy Carter et la FOR-PRONU servant implicitement leurs objectifs, et les Serbes voudraient que la « groupe de contact » se joigne à eux. « Dans l'accord signé sous l'égide de M. Carter, il est dit que toutes les parties en conflit doivent être traitées sur un pied d'égalité », précise encore Aleksa Buha. « Il faut travailler à partir de ce point. Reconnaître que les Serbes ont le même droit à la souveraineté que la fédération croato-musulmane. » Afin de continuer à travailler dans ce sens, le « ministre » des affaires étrangères confie que Pale espère le retour de Jimmy Carter. « Je le trouve très sympathique », explique-t-il. « J'aime sa manière d'écouter les gens. Nous n'avons encore reçu aucune confirmation, mais M. Carter pourrait revenir ici avant le 15 janvier. » Bien que cette visite n'ait pas été annoncée, ni par Jimmy Carter ni par d'autres, les Serbes en rêvent déjà. L'ancien président américain est devenu leur héros occidental.

La carresse et la menace

« Soyons clairs, conclut M. Buha. Notre dessein est entre les mains des Américains. La France, la Grande-Bretagne et même la Russie sont des pays qui diront « oui ». Ce sont les Etats-Unis qui décident. Et j'ai peur que la majorité républicaine au Congrès soutienne les Musulmans, ce qui les encouragera à poursuivre la guerre. Si l'embargo sur les ventes d'armes est levé, alors la guerre sera plus dure et plus sanglante. »

Aleksa Buha marie successivement la carresse et la menace. Son « gouvernement » compte sur l'application de l'accord récemment conclu pour entrainer les conquêtes de l'armée, enterrer le plan de paix et forcer l'Occident à reconnaître qu'en Bosnie-Herzégovine, les Serbes ont définitivement gagné une guerre et attendent désormais de récolter les fruits de leur victoire.

RÉMY OURDAN

POINT DE VUE

Pour l'honneur de Sergueï Kovalev

par Michel Broué, Henri Cartan, Tania Mathon et Laurent Schwartz

Nous sommes de ceux qui, dans les années 70 et 80, se sont attachés à défendre contre la répression les dissidents soviétiques et à faire connaître leur cause dans l'opinion publique. Il y avait parmi eux Sergueï Kovalev, résistant de la première heure, défenseur des droits de l'homme, auquel son action valut de longues années de détention.

Aujourd'hui, M. Kovalev est député à la Douma, la Chambre basse du Parlement, et responsable du Comité des droits de l'homme auprès du président russe, Boris Eltsine. A ce titre, il s'est rendu en Tchétchénie où il a dénoncé « la véritable catastrophe » qu'est l'intervention armée russe, avec sa violence et sa bar-

berie. Qu'un peuple ait pu se tromper, dit-il, n'autorise pas qu'on le bombarde. Ses messages au président russe restent sans réponse.

Nous tanons, comme jadis, à affirmer notre entière solidarité avec Sergueï Kovalev et à saluer son courage. La même devoir d'immixtion qui nous faisait agir nous interdit aujourd'hui de garder le silence et de considérer comme une affaire intérieure russe la guerre qui se déroule en Tchétchénie. Elle rétablit, en effet, la règle de l'arbitraire qui a duré pendant de nombreux siècles et que nous espérons révoquer. Cette répression nous paraît lourde de menaces, très au-delà des frontières de la Russie.

► Michel Broué est mathématicien, professeur à l'université Paris-VII ; Henri Cartan et Laurent Schwartz sont mathématiciens, membres de l'Institut ; Tania Mathon est chercheur.

Les conséquences de l'élargissement de l'Union européenne

Les consommateurs autrichiens se ruent sur les magasins

VIENNE

de notre correspondant

« Une famille avec deux enfants peut s'attendre à faire 1 000 schillings (500 francs) d'économie par mois à la suite de la baisse des prix, notamment pour les produits alimentaires », avait promis M^{me} Brigitte Ederer, secrétaire aux affaires européennes, à la veille de l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne, le 1^{er} janvier. Le 2 janvier, les Autrichiens se sont rués sur les magasins d'alimentation pour vérifier les premiers effets tangibles de ce que les dirigeants politiques leur ont présenté comme le « début d'une ère nouvelle ».

Cette ruée a pris au dépourvu les grandes chaînes d'alimentation, qui avaient fait depuis des semaines de la publicité pour leurs « prix européens ». « Certains clients ont quitté notre magasin avec 15 kilos de farine », s'est

étonnée une caissière d'un supermarché à Vienne.

Avec l'ouverture à la concurrence internationale du marché autrichien, notamment des puissantes chaînes d'alimentation et de mode, les experts ont prévu une baisse durable des prix. Elle pourrait aller jusqu'à 50 % pour les produits laitiers, 70 % pour la farine et les produits céréaliers et 10 % pour le prêt-à-porter.

M^{me} Ederer a annoncé que les autorités surveilleraient de près les prix pour garantir que les commerçants ne réduiraient pas les baisses prévues de l'augmentation de leurs marges. Dans les régions frontalières avec l'Allemagne, les consommateurs autrichiens bénéficient d'ores et déjà de la suppression des douanes douanières pour aller faire leurs emplettes au-delà de la frontière. Les prix y sont plus avantageux en raison d'un taux de TVA de 15 % contre 20 % en Autriche.

Les plus inquiets de la nouvelle situation sont les agriculteurs, qui continueront pourtant à être subventionnés comme par le passé. Leurs espoirs se portent sur le représentant de l'Autriche au sein de la Commission européenne, Franz Fischler, jusqu'à la fin de l'année, et qui aura précisément à Bruxelles la charge du secteur agricole. L'heure de vérité sonnera assez rapidement pour les viticulteurs. Les importations de vins étrangers passeraient, selon certaines estimations, de 230 000 hectolitres à 500 000 en 1996.

Dans les milieux d'affaires, l'entrée dans l'UE est considérée comme une chance. Les investissements étrangers ont fait un bond depuis le référendum européen de juin 1994. Les experts s'attendent à une augmentation annuelle de 1,5 % des exportations et à la création de 30 000 à 55 000 emplois dans les cinq ans.

Sur le plan politique, l'Autriche ne sans aucun doute au-devant d'un débat sur la neutralité. Le chancelier Franz Vranitzky, chef du Parti social-démocrate, souhaite maintenir la politique de neutralité, à son avis compatible avec une future politique commune de sécurité, ce que mettent en doute de nombreux experts de droit international.

Pour le moment, l'Autriche se contentera de signer prochainement le Traité de paix. Mais, au sein de la coalition gouvernementale, le ministre de la défense, Werner Fasslabend, membre du Parti conservateur, s'est prononcé pour l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne de défense (UEO), tandis que Jörg Haider, chef du Parti libéral et champion de la droite nationaliste, souhaite une adhésion à l'OTAN.

WALTRAUD BARYLI

INTERNATIONAL

REPÈRES

CHINE
Interdiction de séjour
pour les dissidents
en exil

Quarante-neuf dissidents chinois qui vivent à l'étranger figurant sur une « liste noire » du gouvernement qui les interdit de séjour dans leur propre pays en raison de leurs opinions politiques, selon un document publié, vendredi 6 janvier, par deux organisations humanitaires américaines, Human Rights Watch Asia et Human Rights in China. Cette liste secrète aurait été dressée, en mai 1994, par le ministère de la sécurité publique. Aucun des quarante-neuf dissidents n'a jamais été officiellement informé de cette mesure de bannissement, illimitée pour les uns ou limitée à cinq ans pour les autres. Cependant, les passeports d'un certain nombre d'entre eux ont été invalidés par Pékin ou confisqués par des consuls chinois. Tous les noms des principaux chefs étudiants du mouvement démocratique de juin 1989 figurant sur la liste, qui distingue trois catégories de dissidents en exil : ceux qui ont fui le pays sans papiers, ceux qui se livrent à l'activisme politique à l'étranger et ceux qui varient leur cas examiné « selon la situation ». (AFP)

ETATS-UNIS

Michael McCurry
nouveau porte-parole
de la Maison Blanche

Michael McCurry, quarante ans, a été nommé par Bill Clinton, jeudi 5 janvier, porte-parole de la Maison Blanche. Natif de Charleston (Caroline du Sud), ce diplômé de Princeton, généralement décrit comme intelligent et placide, était jusqu'à ces derniers jours le porte-parole du département d'Etat (il était entré en fonctions en avril 1993). Il avait été auparavant le « M. Communication » de la présidence de George H.W. Bush, puis gouverneur de l'Etat de New York, et avait également travaillé à la chaîne de télévision musicale pour jeunes MTV. Il succède à M. Dee Dee Myers, qui semblait peu à l'aise dans cet emploi délicat. Michael McCurry cumule compétences professionnelles et de communication. Il avait ouvert récemment le point de presse quotidien du département d'Etat déguisé en Père Noël. Il avait également expliqué un jour qu'il avait « plié le téléphone portable » de son patron Warren Christopher pour qu'il passe des vacances tranquilles. (AFP)

ITALIE

Démissions en chaîne
au Comité de bioéthique

Rita Levi Montalcini, prix Nobel de médecine, et plusieurs autres membres du Comité italien de bioéthique ont démissionné au cours de la semaine pour protester contre la nomination à ce Comité de plusieurs catholiques conservateurs. Cet organe consultatif est chargé de conseiller le gouvernement et le Parlement sur les questions de bioéthique. Lors du dernier conseil des ministres eurent sa démission, le 22 décembre, M. Berlusconi avait remplacé le président et le vice-président du comité et nommé neuf nouveaux membres sur quarante-deux. Rita Levi Montalcini a expliqué dans une lettre à M. Berlusconi qu'elle n'était plus prête à « collaborer à un comité où un groupe idéologique prévaut sur un autre ». Adriano Ossicini, un catholique de gauche qui présidait cet organisme, a été remplacé par Francesco D'Agostino, un professeur de philosophie du droit proche du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation vaticane pour la doctrine de la foi. (AFP)

IRAN

Le chef de l'armée
dans un accident d'avion

Six officiers supérieurs de l'armée de l'air, dont son chef, le général Mansour Satri, ont été tués, jeudi 5 janvier, dans un accident d'avion, dans la région d'Isfahan (centre de l'Iran), a annoncé l'agence officielle IRNA, qui s'est bornée à indiquer que les victimes étaient « en mission ». L'agence n'a pas non plus

précisé les circonstances dans lesquelles l'accident s'est produit. Le général Satri, âgé d'une cinquantaine d'années, avait été formé aux Etats-Unis. Nommé par le Guide la République islamique et chef suprême de l'armée iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, il était considéré comme l'architecte de la reconstruction et de la modernisation de l'armée de l'air, qui avait été en partie détruite au cours de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988). (AFP)

LIBERIA

Charles Taylor
a fait exécuter six dirigeants
de son mouvement

Six dirigeants du Front national patriotique du Libéria (NPFL), l'une des principales factions armées du pays, ont été exécutés en décembre 1994, sur ordre de leur chef, Charles Taylor, a annoncé, jeudi 5 janvier, le journal New Patriot, organe officiel du Front. Dans un entretien, Charles Taylor explique que les six hommes - Cassius, Jacobs, Otis Clay, Ojukwu Larry, Michael Slabu, Junior Goll et « RPG Junior » - étaient responsables de la chute de Gbenge, villa située à 160 kilomètres de Monrovia et quartier général du NPFL, qui était tombée aux mains du Mouvement uni de libération (ULIMO) en septembre 1994. Jeudi, les représentants des Nations unies ont annoncé que la NPFL venait de reprendre le contrôle total de Gbenge après de durs combats avec l'ULIMO, et ce malgré l'accord de cessez-le-feu signé à Accra le 21 décembre. (AFP, AP)

MALAWI

Prochaine inculpation
de l'ex-président
Kamuzu Banda

Assigné à résidence, jeudi 5 janvier, l'ex-président Kamuzu Banda devrait être inculpé dans les prochains jours de complicité dans le meurtre de quatre ministres assassinés par la police en 1983. L'émigration grise de l'ancien régime, John Dembo, a été également arrêté et incarcéré à la prison de Blantyre. Dans cette ville, capitale économique du pays, où réside M. Banda, des manifestants ont attaqué et pillé des bureaux du Parti du congrès du Malawi (MCP), la formation de M. Banda. Celui-ci, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans, a dirigé le pays de 1964 jusqu'aux premières élections pluripartites organisées en mai 1993. Bakili Muluzi, dirigeant du Front démocratique unifié (UDF), avait alors été élu président de la République. (AFP, Reuters)

MEXIQUE

Manifestation
contre le plan
anti-crise

Plusieurs milliers de militants de gauche - 6500 selon la police, 20 000 selon les organisateurs - ont manifesté, jeudi 5 janvier à Mexico, contre le plan d'urgence présenté mardi par le président Ernesto Zedillo après la dévaluation de fait de la monnaie nationale. Par ailleurs, le ministre des finances, Guillermo Ortiz, qui devait rencontrer le directeur général du FMI, vendredi 6 janvier à New-York, a précisé certaines des hypothèses de base du plan de redressement mexicain : une stabilisation de la monnaie à 4,5 pesos pour un dollar (jeudi, le peso s'échangeait à 5,35 pour un dollar, contre 5,57 mercredi). Il compte sur 14,5 milliards de dollars de recettes des privatisations (77,7 milliards de francs), espère remener les taux d'intérêt à court terme à 24 % et prévoit un taux d'inflation de 19 % en 1995. (AFP)

Le 9 janvier,
vous découvrirez
le nouveau Monde.

Le Monde

AFRIQUE

ALGÉRIE

Les responsables du FIS se démarquent des extrémistes du GIA

En condamnant explicitement « tout acte qui vise les innocents, quelle que soit l'urgence ou leur religion, et ceux qui sont les auteurs de ces actes », les dirigeants de l'ex-FIS ont opéré un tournant, au moins symbolique. Ce communiqué, parvenu, jeudi 5 janvier, au bureau de l'AFP à Bonn, porte la signature de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, présidée par Rabah Kébir. Ses prises de position ont été jamais été désavouées par les deux chefs historiques du mouvement islamiste, Abassi Madani et Ali Benhadj (en résidence surveillée, dans la région d'Alger, depuis le 13 septembre). Il n'y a donc guère de risque qu'il puisse s'agir d'un faux.

Politiquement, cette dénonciation inédite de la violence « aveugle », exercée à l'encontre de civils « innocents », représente, à elle seule, une manière d'événement. Jusqu'à ce jour, les dirigeants de l'ex-FIS se sont toujours contentés de rejeter la responsabilité des assassinats de civils et autres actes par trop barbares sur la « junte militaire » (le gouvernement) et ses « escadrons de la mort ». Manière hypocrite - mais fort commode - de se « blanchir », aux yeux de l'opinion, sans s'attarder sur la vindicte des troupes islamistes.

Les autorités gouvernementales utilisent une méthode similaire, ramenant les violations des droits de l'homme perpétrées par les

forces de sécurité à de simples « bavures » et allant jusqu'à affirmer que certains assassinats ou exactions, attribués à l'armée, sont le fait de « terroristes, déguisés en militaires ».

Aujourd'hui - et pour la première fois depuis trois ans que dure le conflit algérien - les dirigeants de l'ex-FIS se démarquent ouvertement de la stratégie terroriste, prônée par les extrémistes du Groupe islamique armé (GIA). Dénonçant la « campagne médiatique », destinée à lui « nuire », le « parti de Dieu » dément la paternité des récents communiqués, attribués à sa branche militaire, l'Armée islamique du salut (AIS), qui menaçaient de porter la guerre sainte (djihad) sur le sol français.

Alliés objectifs

« Ni le FIS, ni l'AIS n'ont publié de communiqués en ce sens », assure-t-il. Et, pour faire bonne mesure, l'ex-FIS qualifie de « douteuses » les menaces « tendant à accréditer l'idée que le conflit se déroulerait entre les musulmans et les adeptes d'autres religions » - désavouant ainsi, clairement, les attentats commis contre les étrangers, et notamment contre les chrétiens.

A en croire l'ex-FIS, le conflit doit se limiter à un affrontement « entre le peuple algérien, d'un côté, et la dictature militaire, de l'autre ». Pas question de laisser cette « joute algéro-algérienne »

déborder les frontières : l'option djazariste (nationaliste) se trouve ainsi réaffirmée, au détriment de l'option salafite, défendue par le GIA, et qui prône, elle, l'embrasement de toute la communauté musulmane (Ouma).

Mieux - ou pis -, ce communiqué de l'ex-FIS laisse entendre qu'il y aurait collusion entre les jusqu'au-boutistes du GIA, partisans de la « guerre totale », et les militaires, dépeints comme des « alliés objectifs » dans la stratégie de violence à l'œuvre en Algérie. Evoquant les récentes lettres de menaces, attribuées au GIA et sommant plusieurs pays occidentaux de fermer leurs ambassades, l'instance exécutive du FIS à l'étranger estime que ces exigences, à l'authenticité « douteuse », « convergent avec les intérêts de la junte militaire ».

Dans la foulée, l'ex-FIS accuse « certains généraux » d'avoir « haïté », « dès le mois de novembre », le départ des représentations diplomatiques, afin de procéder « à la liquidation de l'opposition populaire, dans un silence médiatique, et sans témoins étrangers gênants ». Est-ce là une façon d'enfoncer le coin au sein de l'Etat-major, entre la tendance « dure » conduite par le général Lamari et un président zéronal crédité d'une plus grande disponibilité au compromis ? Sans aller jusqu'à la presse algéroise avait déjà évoqué, à demi-mot, cette « convergence » supposée.

« Les observateurs s'interrogent sur les raisons qui pousseraient le GIA à menacer des pays qui, tous comptes faits, soutiennent son action de déstabilisation de l'Algérie », s'était notamment étonné, jeudi, le quotidien francophone El Watan.

Quoi qu'il en soit, cette prise de position de l'ex-FIS semble présager, au sein de la mouvance islamiste, de nouvelles fissures. Il y aurait le « bon grain » - à savoir les « politiques » de l'ex-FIS - et l'« ivraie » - les « militaires » du GIA.

Cette évolution, si tant est qu'elle se confirme, renforcerait la position de ceux que l'on appelle, en Algérie, les « réconciliateurs », favorables à une solution négociée, incluant la participation de l'opposition islamiste. Cette thèse est communément défendue par le FLN, l'ancien parti unique, présent, aux côtés du Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ait Ahmed, et de certains représentants de l'ex-FIS à l'étranger, au « colloque sur l'Algérie », organisé à Rome, le 21 novembre.

Faut-il y voir, de la part de l'ex-FIS, une manœuvre politicienne pour tenter de récupérer une partie de son électorat - exaspéré par les violences ? Ou un réel engagement vers ce « SMIC démocratique », posé comme préalable à tout dialogue par certaines formations démocrates ? On le saura peut-être, à l'occasion du « Congrès de réconciliation » activement préparé par le FLN et prévu pour le courant janvier.

CATHERINE SIMON

PROCHE-ORIENT

IRAK

La France doit ouvrir une « section d'intérêts » à Bagdad

Avec retard sur les Etats-Unis, qui sont pourtant les plus insistent, la France va ouvrir une « section d'intérêts » à Bagdad. Le projet était à l'étude depuis plusieurs mois déjà, mais l'annonce n'en avait jamais été faite en raison d'une certaine « frilosité », déplorent certains diplomates. Elle devait être à l'occasion de la visite en France du vice-président irakien Tarek Aziz, qui s'en est petit déjeuner de travail, vendredi 6 janvier, avec le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé (le Monde du 6 janvier).

L'Irak, qui avait pris l'initiative de rompre les relations diplomatiques avec les principaux pays de la coalition occidentale lors de la

guerre du Golfe, dispose d'une « section d'intérêts » en France depuis l'automne 1993. Anticipant les critiques de ses principaux partenaires occidentaux et de certains pays de la région du Golfe, la France les « a informés » de la visite du vice-président irakien, a déclaré jeudi le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Dufé. Les Etats-Unis ont déjà une « section d'intérêts » dans la capitale irakienne.

Mais, au moment où l'Irak commence à normaliser quelque peu ses relations internationales, le président Saddam Hussein s'est encore livré, jeudi, à de nouvelles rodomontades qui ne peuvent qu'aggraver son cas. « Il est du droit de la nation de demander qu'il

tire la quarantième missile » contre Israël, les 39 autres ayant été tirés par l'armée irakienne lors de la guerre du Golfe en janvier et février 1991 -, a déclaré Saddam Hussein.

Même s'ils relèvent de la pure rhétorique, dans la mesure où ils ont été tenus lors d'une réception à l'occasion du soixante-quatrième anniversaire de l'armée, ces propos seront retenus contre lui. De même que tous ces messages qui lui ont été adressés, selon la presse officielle, par de hauts responsables de l'armée affirmant que celle-ci « est aujourd'hui plus puissante que jamais et plus prête au sacrifice et à la défense de l'Irak et de la nation arabe ».

M. Na.

Près de 500 morts dans les combats entre Kurdes

Les affrontements qui opposent dans le nord de l'Irak, depuis une dizaine de jours, les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ont fait entre 450 et 500 morts, a confirmé, mercredi 4 janvier, un représentant du PDK en Turquie (le Monde du 5 janvier). Erbil et Souleimanich, deux des principales villes du Kurdistan d'Irak, sont tombées aux mains de l'UPK, ont indiqué des habitants du Kurdistan irakien arrivés, mercredi, à Téhéran, qui ont ajouté que, « pour la première fois, les forces de M. Talabani ont utilisé des blindés lourds dans les combats à Erbil ». Cependant l'UPK, selon l'un de ses dirigeants, M. Fouad Maasoum, a proposé un retour sur les positions tenues par les deux camps avant les derniers combats. Ce dernier a déclaré que cette proposition avait été communiquée à un médiateur. Jeudi, un porte-parole du PDK, Sami Abderrahman, a affirmé que son parti acceptait « entièrement » cette proposition, qui n'avait toutefois pas encore été avalisée officiellement. (AFP)

JORDANIE : Zaid Ben Chaker nommé premier ministre. - Le roi Hussein a désigné, jeudi 5 janvier, son cousin et chef de cabinet royal, Zaid Ben Chaker, pour former un nouveau gouvernement, après la démission du cabinet d'Abdel Salam Majali. (AFP)

“Notre descente sur les prix
va vous faire décoller...”

280 F*

Paris-Toulouse
Aller-Retour pour tous

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter
(à Paris : 45.46.90.00) ou 3615/3616 AIRINTER.
*Sur vols désignés jusqu'au 1^{er} février 1995.

AIR INTER
Pourquoi vivre sans ailes !

AFRIQUE

Les suites du détournement de l'Airbus d'Air-France sur l'aéroport d'Alger

Le récit d'une catastrophe évitée in extremis

La détournement de l'Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger, le 24 décembre, n'a pas fini d'être analysé par les ministères et les professionnels concernés tant il contient de leçons. On commence à mieux connaître les circonstances du drame : un numéro spécial du bimensuel interne d'Air France, *Aviation*, paru vendredi 6 janvier, donne des détails sur ce détournement : les témoignages d'autres acteurs de la crise font apparaître que l'un a frôlé une catastrophe, le soir de Noël, en raison de l'intransigence et des querelles intestines de certains responsables algériens.

Nombreuses sont les personnes à penser que le commandement a bénéficié de complicités. Omar, un passager de l'Airbus, fait partie de ceux-ci : « Nous sommes passés trop vite aux contrôles, raconte-t-il. D'habitude, les accompagnants des passagers n'avaient pas le droit de pénétrer dans la zone d'enregistrement ; là si. D'habitude, les bagages étaient passés aux rayons X, puis fouillés manuellement ; là, il n'y avait que les rayons X et lorsque la valise est restée coincée dans le caisson, c'est moi qui ai dû aller le garde qui, théoriquement, l'inspecteur sur son écran... D'habitude, la carte d'embarquement est vérifiée et scannée deux fois ; là, il n'y a eu qu'un contrôle au pied de l'avion ».

Deuxième élément de suspicion : un car de police a stationné sous l'Airbus jusqu'à ce qu'une alerte à la bombe l'oblige à se rendre auprès d'un autre appareil. Il n'est resté que quatre hommes armés qui n'ont pas pu faire grand-chose quand ils ont été mis en joue.

Les propos des terroristes eux-mêmes n'ont pas été clairs. Ils se sont moqués devant les passagers de la sécurité médiocre assurée par le gouvernement : « Regardez notre arsenal. Eh bien, nous avons pris un café à la cafétéria avec un commissaire de police, équipés comme ça. Et

nous sommes passés par l'entrée normale des équipages ! » Selon les premiers éléments de l'enquête, ils auraient emprunté une porte latérale de l'aéroport réservée aux vols intérieurs, profitant du camouflage de leurs uniformes et de leurs badges d'Air Algérie... et du fait que les gards s'abritaient de la pluie.

C'est un commandant de fanatisme qui monte à bord du vol AF 8969. Il oblige les femmes à se couvrir la tête et tous les passagers à ne pas boire d'alcool et à ne pas fumer. Ils sont frustes, sauf en matière d'armes qu'ils adorent. Ils tiennent bien, et dans les positions les plus acrobatiques, sur les fausses embanques blindées des forces de sécurité lorsqu'elles s'approchent par trop. Ils font émettre leurs revolvers à leurs atouts. En revanche, ils sont totalement ignorants des choses aéronautiques. Le commandant de bord doit leur expliquer pourquoi la passerelle avait empêché tout départ et il leur apprend pourquoi un avion ne peut reculer. Il leur fait un cours sur le fonctionnement du générateur d'énergie qui fournit l'électricité à bord. Il leur démontre qu'il a tout de deux jours de fonctionnement, il ne reste que 9 tonnes de carburant dans les réservoirs et que ce n'est plus suffisant pour se rendre à Paris ou à Tripoli.

Les réseaux de Charles Pasqua

Les quatre terroristes ne s'appellent jamais autrement que « Mobile deux, trois, quatre ou six ». Les deux plus excités sont « Lotti » et le « maboul », ainsi baptisés par les passagers. Les deux plus souriants sont les deux chefs, Yehia et « Abdellah ». Ce sont ces derniers qui gèrent le temps avec un art consommé, selon un négociateur. Ils tiennent d'entrée de jeu un policier algérien (après lui avoir serré la main comme un ami au revoir) et un diplomate vietnamien (après lui avoir fait croire

qu'il a le libéralisme). Abdellah, l'exécuteur, tue sans qu'un s'en aperçoive.

La but du commandement est simple : faire savoir au monde entier la vérité sur l'islam et la situation en Algérie. Leurs revendications en découlent : dans les premières minutes de la prise d'otages, ils demandent à recevoir un journaliste algérien et un journaliste français. Puis, ils exigent de pouvoir décoller pour Paris où ils veulent tenir une conférence de presse. Le dimanche 25 décembre, ils ajoutent à leurs demandes la libération de deux dirigeants du FIS, Ali Benhadj et Abassi Madani, et de deux dirigeants du GIA, notamment de Abdelhak Layada. Voulait-ils en guise d'apothéose, comme le croient les autorités françaises, faire sauter l'avion au-dessus de Paris ? Militent en faveur de cette thèse leurs déclarations enflammées où ils promettaient aux otages une mort glorieuse et les trois sortes d'explosifs (dynamite, semtex, plastique) qu'ils disaient détenir et qu'ils manipulaient au moment de l'assaut du GIGN. Ils voulaient bricoler une minute avec une montre à gousset qu'ils avaient empruntée à un passager. D'autres témoins font état de leurs promesses répétées de ne pas attenter à la vie des passagers et de l'équipage.

Celui-ci a été remarquable. Le commandant Bernard Dhellennin, le commandant de bord en bout. Lorsqu'il apprend que les islamistes font partie du GIA, il dit : « Cette organisation étant en guerre avec le gouvernement algérien, ma décision est prise. Il faudra quitter ce territoire avec le commando à bord si l'on veut assurer la sécurité des passagers et de l'équipage. » Il n'a jamais fait capoter les négociations. Il a tenté de mettre un de ses moteurs en marche, comme l'accuse le ministre de l'Intérieur algérien. Il a, avec obstination, réclamé qu'on le laisse décoller. Selon un spécialiste de la sécurité, il a ainsi rempli sa mis-

sion puisqu'il a conservé le contrôle de son avion et qu'il n'y a jamais eu d'ambiguïté.

Quant au reste de l'équipage, une partie a succombé au syndrome de Stockholm, cette réaction psycho-pathologique qui pousse certaines victimes de prises d'otages à passer dans le camp de leurs bourreaux (le Monde du 5 janvier). On a vu une hémisse prendre la tension d'un pirate, une autre recommander à un terroriste de s'abriter des tirs éventuels des forces de l'ordre lorsqu'ils ouvraient la porte et une troisième renfermer les explosifs ! En échange, les otages ont subi de brimades et ils n'ont fait l'objet d'aucune représaille au moment de l'assaut à Marseille.

Le trio des durs

Du côté des autorités compétentes, les positions se cristallisent assez rapidement. Aux deux extrêmes, le gouvernement algérien et Air France. Le premier ne veut pas laisser partir l'avion et entend que ce soit ses troupes d'assaut, les « Ninjas », qui règlent leur compte aux pirates. Christian Blanc, président d'Air France, et son état-major se trouvent dès le début à l'opposé : « Notre unique but : dégager l'avion d'Alger », écrit Christian Blanc dans *France Aviation*. « Quelle que soit la qualité des unités d'intervention algériennes, les particularités d'un essai nous laissent redouter des pertes considérables en vies humaines ».

Entre les deux, le gouvernement français. Le plus sensible aux arguments algériens est le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, qui croit longtemps pouvoir agir par « ses » « réseaux », algériens proches du FIS. Le plus en phase avec Air France est le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé. Ce n'est que dans l'après-midi du Noël qu'Édouard Belledur commence à pencher pour la solution Juppé-Blanc.

Il faut un drame et une quasi-catastrophe pour imposer celle-ci. Le drame, on le sent venir quand les autorités finissent d'accepter de retirer le passager avant et de libérer Layada sous la pression des terroristes qui menacent de tuer après 21 h 30 les deux membres de l'embassade de France présents à bord, le secrétaire de l'ambassadeur et un cuisinier, Yannick Beugnet. Celui-ci demande à la tour de contrôle qu'on se dépêche de satisfaire les terroristes. Lorsqu'ils entendent la voix de Layada, ceux-ci sont d'abord ravis puis ils se mettent en colère parce qu'ils croient qu'il s'agit d'un enregistrement de 1993. Ils demandent à parler au représentant d'Air France : « Vous avez assez joué avec nous. Retirez le passager. » « Vous avez la garantie des gouvernements français et algériens que vous serez le vie sauve si vous libérez les passagers et les familles de l'équipage. » « Écoutez, Monsieur, on ne lâche plus personne. Regardez bien la porte avant de l'avion : tu comprendras notre détermination. » Abdellah tue Yannick Beugnet et jette son corps sur la piste par la porte avant.

Arrive la presque-catastrophe : Édouard Belledur et le président Zerouel tombent d'accord sur le retrait de la passerelle sans conditions. Le représentant d'Air France se précipite pour l'annoncer au commandant. L'accès de la tour de contrôle lui est interdit par le ministre de l'Intérieur qui lui dit que c'est faux. Les « Ninjas » se mettent en position. La tension est à son comble et l'assaut peut être donné d'un moment à l'autre.

Il faudra que M. Belledur mette tout son poids dans la balance pour que le président Zerouel parvienne à faire entendre raison au trio des durs : le ministre de l'Intérieur Abderrahmane Meziane, le général-major Mohamed Lameli, commandant du Groupe d'intervention spécial

(GIS) et le général Mohamed Belkheir, chef de la sécurité militaire, qui révisent d'en découdre.

En comparaison, l'épisode de l'aéroport de Mersaïe est simple. La négociation porte sur le remplissage des réservoirs de l'Airbus pour lui permettre de gagner Paris. Les autorités sont décidées à ne pas laisser repartir l'avion. Tout le travail du préfet délégué à la sécurité, Alain Gehin, consiste à temporiser. Il dit que les chauffeurs de camions-citernes ont peur d'approcher l'avion. Il règle dans les moindres détails avec les pirates une conférence de presse qui n'aura jamais lieu.

Lassés de ces stermoiements, les pirates donnent l'ordre au commandant de rapprocher l'Airbus de la tour de contrôle. Ils tirent sur celle-ci et sur un autre Airbus en stationnement. Dans l'un, ils ratent de peu Christian Blanc et, dans l'autre, Philippe Legorjus, conseiller d'Air France en matière de sécurité.

L'assaut des quatorze-deux membres du GIGN est donné à 17 h 15. Les quatre terroristes sont à l'avant de l'appareil et s'apprêtent à confectionner une bombe. Trois sont dans le poste de pilotage et ripostent aux tirs des gendarmes. Dès que le copilote saute par son hublot, deux d'entre eux sont abattus derrière le siège du commandant par les tireurs d'élite postés dans la tour de contrôle et équipés de lunettes à amplificateur de lumière. Les deux derniers résistent quelques minutes de plus, mais à aucun moment ils ne tentent de se venger sur le commandant et l'officier mécanicien qui se tassent dans leur coin respectif.

Au bout de onze minutes de mitraille et d'explosions, le commandant dit au micro : « Cessez le feu, j'ai tous morts ». Le GIGN, qui compte neuf blessés et deux prisonniers, vient de réussir l'une de ses interventions les plus périlleuses.

ALAIN FAUJAS

Le joli « coup » des services secrets français

Suite de la première page

La note du 24 novembre, d'abord. Après toute une série de considérations sur le GIA, en particulier son recrutement, son implantation et ses modes d'action, il était indiqué que la France devait s'attendre à un détournement d'avion à Alger - compte-tenu de l'insuffisance notoire des contrôles ou de l'existence de complicités avérées sur l'aéroport - par des commandos du GIA qui pourraient placer de la dynamite à bord. Il était aussi envisagé l'hypothèse selon laquelle un appareil français à l'atterrissage puisse être pris pour objectif par des tireurs dans certains des faubourgs survoltés, tels celui du quartier des Eucalyptus, en possession de missiles RPG7.

Dans le descriptif de l'armement décerné par le GIA et acquis pour partie à l'étranger grâce à des subsides venus notamment de riches hommes d'affaires saoudiens ou de collectes forcées au sein de la communauté maghrébine en Europe, il était fait état d'équipements prélevés sur l'armée régulière et les unités spéciales de sécurité en Algérie même. Au cours des multiples embuscades sanglantes qui les opposent aux forces algériennes, les maquisards islamistes récupèrent du matériel ex-soviétique dont elles sont dotées en quasi-majorité. En témoignent le fait que les quatre preneurs d'otages de l'Airbus d'Air France disposaient d'armes dont l'immatriculation montre qu'elles avaient appartenu à des gendarmes et des policiers.

Cette même note recensait sept zones à « haute insécurité » qui ceinturaient Alger et l'aéroport Houari-Boumediène et d'où pourraient partir les attaques. Parmi elles, le quartier des Eucalyptus. A l'aéroport même, la corruption est décrite comme étant généralisée et les fonctionnaires algériens, chargés des contrôles, sont à irrégulièrement, voire à mal, rétribués qu'ils peuvent être « achetés ». Pour autant, si les

menaces les plus probables étaient énumérées, il n'était pas fait mention, par le détail, de l'origine exacte et de la qualité des hommes susceptibles de les exercer depuis cette zone.

Les renseignements du 24 décembre sur le piratage à Alger, ensuite. Là aussi, les administrations « clientes » de la « production » de la DGSE admettent aujourd'hui avoir reçu des renseignements adéquats. Quatorze minutes après le début de l'opération du GIA contre l'Airbus d'Air France, un premier message des agents français sur place a alerté les autorités à Paris. Il est vrai que, depuis dix-huit mois en particulier, les services spéciaux français ont beaucoup investi en Algérie - au point de rédiger une « note de situation » quotidienne - et qu'ils sont « au parfum » selon l'expression consacrée.

Un réseau d'informateurs a été déployé, à partir de moyens techniques (les interceptions de communications étrangères en tout genre, par le biais de centres d'écoute propres à la DGSE qui occupent quelque mille quatre cents experts), de « moyens humains » et - probablement le plus important - de « moyens opérationnels » qui, dans le langage des services secrets, désignent les clandestins (européens et nationaux) vivant dans le pays et ayant accepté de travailler pour eux.

Double jeu

Dans le cas présent, sur l'aéroport Houari-Boumediène, les discussions entre les pirates et la cellule dite de « crise » algérienne, dont des responsables étaient installés dans la tour de contrôle, ont été capotées durant tout le week-end par des éléments de la DGSE et aussitôt retransmises minute par minute à Paris. A un détail près : avec, parfois, un décalage de dix à vingt minutes lié à la nécessité de la traduction, pirates et officiels algériens s'exprimaient naturellement en arabe.

C'est ce travail-là, ingrat, difficile et oppressant, qui a permis au gouvernement français d'acquiescer à la conviction - preuves techniques à l'appui - que les propos officiels des autorités algériennes tenus à son endroit n'étaient plus « les bons », selon l'expression d'un analyste, dans l'après-midi du 25 décembre et qu'il pouvait y avoir « double jeu » à Alger.

Un exemple de cette distorsion : à leurs interlocuteurs français, les Algériens ont longtemps affirmé qu'ils n'avaient pas d'indications sur l'identité des pirates de l'air et ils ont continué à le prétendre jusqu'au moment même où ils purent annoncer, à la tour de contrôle, la mise du chef du commando, Abdellah Yehia, puis l'épouse de l'un des trois autres pirates pour qu'ils mettent rapidement un terme à leur opération.

Les événements se sont précipités à Alger après l'assassinat du cuisinier de l'ambassade de France. Mais les relations avec Paris se sont plus particulièrement envenimées lorsque, à deux reprises, les informateurs de la DGSE sur le terrain eurent acquis l'assurance qu'une attaque de l'avion était imminente : huit ambulances ou se camouflaient des « ninjas », les forces spéciales de sécurité algériennes connues pour leurs interventions « musclées » et sanglantes, avaient été rassemblées et se préparaient à donner l'assaut. Le premier ministre français a pris l'initiative d'entrer en rapport avec le chef de l'Etat algérien pour le mettre en garde contre de possibles « bavures » au nom de l'absolu impératif, pour la France, de préserver la vie des otages à bord de l'appareil.

Cette crainte d'une action de vive force, qui causerait des victimes nombreuses, a été d'autant plus forte que, tant à la DGSE qu'à la Direction du renseignement militaire (DRM) en France, on n'ignore apparemment rien des méfaits de l'armée algérienne en réplique à la crainte des exactions du GIA.

Depuis novembre 1994, les autorités algériennes ont informé leurs interlocuteurs français qu'elles avaient besoin de cinq mois - jusqu'à mars prochain - pour venir à bout des maquis du GIA et qu'il fal-



lait donc leur laisser ce délai pour réussir, de leur point de vue, à « éradiquer » le mal, puis à entamer un processus démocratique. L'hiver venait, et avec lui la transhumance des maquisards depuis la montagne jusque dans les quartiers délaissés des grandes villes, les responsables algériens pourrissent à affirmer qu'ils ont tenu leur engagement. Mais ce ne devait être que partie remise, une pause liée en quelque sorte aux circonstances climatiques et au reflux des intégristes armés dans les principales agglomérations.

Car le GIA est « pénétré » par l'omniprésente et efficace Sécurité militaire algérienne qui tient à jour l'organigramme des groupes islamiques qu'elle a infiltrés et qui s'arrange pour en éliminer les « têtes » selon des méthodes violentes.

En attendant, l'armée algérienne et les forces spéciales du régime n'y vont pas avec modération. Il s'en faut de beaucoup, à en croire les rapports des services de renseignement qui font état de centaines de morts, de part et d'autre, au cours des confrontations entre le GIA et les forces régulières.

De la brutalité des militaires algériens, face à la barbarie des islamistes, on retiendra deux exemples.

Le premier a trait à une « loi », non écrite, et donc nîée par les instances officielles, selon laquelle la mort d'un officier à quelque corps régulier qu'il appartienne, est sanctionnée par quarante exécutions sommaires. Il s'est fallu toute l'autorité du président Liamine Zerouel pour que cette loi du Tallon trouve d'autres accommodements. Le second exemple se rapporte à une politique de « la terre brûlée » qui est pratiquée loin des observateurs internationaux et qui consiste - sur le modèle des Américains au Vietnam - à mettre le feu systématiquement aux massifs forestiers où se cachent les maquisards : des milliers d'hectares ont été incendiés dans le sud du pays et à la frontière avec la Tunisie, où l'armée algérienne s'est attribuée un « droit de suite » sur les éléments infiltrés.

Les agents français relatent que, dans ces conditions, il n'est pas anormal que le GIA recrute parmi les plus jeunes, ceux-là mêmes que la misère, l'analphabétisme, le chômage (y compris chez les diplômés), l'exclusion dans les bidonvilles et l'absence d'usages démocratiques incitent à se radicaliser. Il existe même des familles où - c'est indubitablement leur assurance-vie ou une façon de donner des gages aux deux

campes - un fils sert dans l'armée algérienne et un autre est au GIA.

Après la prise d'otages du 24 décembre, les services secrets disent s'attendre à de nouveaux « coups » des islamistes pour qui, à l'instar des Etats-Unis pour les Iraniens, la France représente en quelque sorte un « Grand Satan ». Les rapports font état d'un double phénomène inquiétant : l'exaspération extrême des maquisards contre la France, condamnée pour avoir liquidé quatre héros de la cause islamiste, et l'acrimonie des milieux gouvernementaux algériens, dont la responsabilité nationale, ont été pris à contre-pied par les dirigeants français durant le week-end de la Noël.

Aussi la crainte n'est pas négligeable que, dans leur stratégie d'un isolement diplomatique de l'extrémisme algérien, les éléments les plus radicaux du GIA tentent de nouvelles opérations contre des symboles de l'Etat français - des avions le sont - à l'étranger, à partir de pays où diverses factions islamistes estiment pouvoir se comporter en toute impunité comme « un poisson dans l'eau ». Cela rappelle, dit un agent français, les débuts, à l'époque du terrorisme palestinien.

JACQUES ISNARD

جڙي ٿو ٿو

(Publicité)

• Le Monde • Samedi 7 janvier 1995 7

ERICSSON EST DANS L'UNION EUROPÉENNE DEPUIS DES ANNÉES.



ET LE RESTE DE LA SUÈDE VIENT DE NOUS Y REJOINDRE!

Plus d'un million d'Européens ont choisi les téléphones mobiles numériques Ericsson en 1994. Plus de 50% des mobiles en Europe jouissent du soutien technologique Ericsson.

Avec le dernier né, le GH 337 - poids plume de 193 grammes, vous pouvez garder le contact avec le monde entier pendant 20 heures sans avoir à le recharger.

Si vous n'êtes pas encore l'heureux propriétaire d'un téléphone mobile GSM en 1994, vous avez la chance de pouvoir le devenir en 1995.

Bonne année!

*Téléphones portatifs

3615 Ericsson 0,99 F/mm

MOBILE PHONES BY* **ERICSSON** 

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

HERVE DE CHARETTE

MINISTRE DU LOGEMENT

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
GILLES PARIS - LE MONDE

ET
RICHARD ARZT - RTL

DIMANCHE
18H30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoyez par courriel ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Le 9 janvier,
vous découvrirez
les pages « Horizons »
du nouveau Monde.

« Expliquer, débattre, prendre position. Le Monde reste au cœur des mouvements d'idées en France et à l'étranger. Chaque jour, retrouvez une grande enquête, les points de vue et les éditos des spécialistes sur l'actualité française et internationale. »

Luc Rosenzweig
responsable de la séquence
« Horizons »

Le Monde

INTERNATIONAL

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Joe Slovo, ministre du logement et dirigeant communiste, est mort

Le ministre du logement et dirigeant communiste, Joe Slovo, est mort, vendredi 6 janvier, d'un cancer de la moelle osseuse. Il avait soixante-huit ans. Dans un communiqué de la présidence de la République, lu à la télévision en pleine nuit, Nelson Mandela a déclaré : « La nation pleure la décès d'un grand patriote sud-africain. »

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Cela se passait quelques mois avant les premières élections multiraciales, dans l'une de ces petites salles du World Trade Centre où se négociait l'avenir du pays. Ce jour-là, le chef de la police du Kwazulu, un général blanc, « planchait » devant les futurs dirigeants du pays.

Joe Slovo menait l'attaque avec une instance courtoise et glacée. Mal à l'aise, le chef de la police du Kwazulu finit par lui lancer : « Colonel, vous ne savez pas ce que vous dites ! » Ce grade de colonel, lancé comme une injure, était l'un des fantasmes favoris des services de sécurité sud-africains. Pour ces derniers, Joe Slovo, dirigeant communiste, qui avait fait plusieurs séjours en URSS en même temps qu'il dirigeait la branche armée du Congrès national africain (ANC), était nécessairement un officier du KGB. Quelle autre raison que la « complot communiste international » pouvait-il y avoir derrière son engagement à lutter contre l'apartheid ?

Pour les Sud-Africains puritains et calvinistes, ce juif athée avait tout du traître : cosmopolite, communiste et, surtout, blanc ayant pris fait et cause pour la dignité des Noirs. Il était à peine mieux connu de ses partisans. Beaucoup d'entre eux furent surpris à son retour au pays, après un exil de près de trente ans, de voir apparaître un blanc sous ce nom de Slovo à la consonance vaguement africaine.

Joe Slovo était né en 1926, dans une modeste famille juive de Lituanie. Il arrive en Afrique du Sud à l'âge de neuf ans. Étudiant en droit, puis avocat, il adhère au Parti communiste dès les années 40, après un bref détour par l'armée sud-africaine qui lutte en Afrique du Nord contre les troupes de l'Axe. De retour à Johannesburg, il épouse, en 1949, Ruth First, fille du trésorier du Parti communiste sud-africain (SACP).

La bête noire des services secrets

L'Etat n'est guère tendre pour ceux qui s'opposent à la mise en place de l'apartheid, politique officielle de l'Afrique du Sud depuis la victoire du Parti national (NP) aux élections de 1948. Joe Slovo court de procès en procès, comme avocat, et bientôt comme inculpé, membre dirigeant du parti communiste, puis des organisations qui lui et ses amis animaient pour résister à l'étouffement politique qui gagne le pays.

En 1960, les émeutes de Sharpeville marquent le tournant vers la

lutte armée. Dans son autobiographie (1), Nelson Mandela révèle que le Parti communiste interdit n'y était pas favorable, persuadé que la « voie démocratique » n'était pas encore totalement bouchée. Quoi qu'il en soit, l'organisation militaire de l'ANC, *Umkhonto we Sizwe* (le Fer de lance de la nation), est fondée. Joe Slovo, aux côtés de Nelson Mandela, en est l'un des dirigeants. Ce dernier sera arrêté en juillet 1962 au retour d'un voyage en Algérie où il a reçu une courte formation militaire : le premier qui est totalement passé dans la clandestinité quitte le pays en juin 1963.

Le parcours de Joe Slovo est alors peu connu. On le revera dans plusieurs capitales d'Afrique où il dirige les activités militaires de l'ANC et où le traquent les services sud-africains. En 1982, à Maputo, sa femme, Ruth First, est tuée par l'explosion d'un colis piégé qui lui était destiné.

En 1985, Joe Slovo devient le premier blanc à faire partie de la direction nationale de l'ANC, poste qu'il cumule alors avec celui de chef d'état-major d'*Umkhonto we Sizwe* et celui de membre du conseil politico-militaire. Un an plus tard, il devient secrétaire général du Parti communiste.

Cette période marque le début des tractions secrètes entre l'organisation nationaliste et les émissaires les plus éclairés de l'Afrique du Sud blanche. Là encore, le rôle exact de Joe Slovo reste à établir. Mais cet ancien soviétique fut parmi les premiers à comprendre la nouvelle donne internationale issue des

craquements du monde communiste. Revenu d'exil en 1990, membre de la délégation qui négocie avec le gouvernement, il est celui qui, à Durban, un an plus tard, au congrès de l'ANC, propose un partage du pouvoir avec la minorité blanche. Il y a moins d'un mois, durant le 49^e congrès de l'ANC à Bloemfontein, Nelson Mandela, rendant hommage à la « clairvoyance » de Joe Slovo, avait laissé entendre que cette perspective n'avait pas été facilement acceptée.

Amigri, profondément marqué par le cancer, celui qui, entretemps, était devenu ministre du logement du premier gouvernement multiracial reçoit l'ovation émue des congressistes. « Jamais je n'ai regretté d'avoir pris le chemin de la lutte », déclare-t-il simplement.

GEORGES MARION

(1) *The Long Walk to Freedom*, éd. Mc Donald Purnell, Johannesburg, 1994.

Suspension de la nomination d'Allan Boesak. - Le vice-président de la République, Thabo Mbeki, a annoncé, jeudi 5 janvier, que la nomination du pasteur Allan Boesak au poste d'ambassadeur auprès des Nations unies à Genève était suspendue en attendant les résultats de l'enquête sur les dévouements de fonds dont est accusé ce dernier. Il est reproché à l'ancien dirigeant du Congrès national africain pour la province du Cap occidental et à ses collaborateurs de la Fondation pour la paix et la justice d'avoir détourné 29 millions de rands (4,5 millions de francs) de dons. - (AFP)

EN BREF

CORÉE DU NORD : l'armée jurée fidèle à Kim Jong-il. - Les forces armées ont juré fidélité au nouveau dirigeant du pays, Kim Jong-il, lors d'un rassemblement, mercredi 4 janvier, a rapporté l'agence de presse coréenne KCNA. Le chef d'état-major général Choe Kwang et les autres orateurs ont promis de « renforcer l'unité de l'armée autour du Grand Dirigeant, le camarade Kim Jong-il ». Celui-ci, fils et dauphin désigné de Kim Il-sung, mort en juillet 1994, n'a toujours pas été nommé officiellement à la tête de l'Etat et du Parti communiste. - (Reuters)

ESPAGNE : plan d'urgence contre la sécheresse dans le Sud. - Le gouvernement a annoncé, jeudi 5 janvier, un plan d'urgence pour venir en aide aux six millions d'Espagnols victimes de la sécheresse dans le sud du pays. Près de 10 milliards de pesetas (400 millions de francs) vont être débloqués, essentiellement pour le creusement de nouveaux puits. Dans la Manche, la nappe phréatique a baissé de 20 mètres et le fleuve Guadalquivir, qui approvisionne Séville et Cadix, n'est plus qu'à 10 % de son débit normal. Les autorités espagnoles ont déjà dépensé 37 milliards de pesetas (1,4 milliard de francs) pour pallier la sécheresse qui sévit depuis cinq ans dans la Péninsule. - (AFP)

ÉTATS-UNIS : le numéro deux de la CIA est nommé directeur par intérim. - William Studeman, qui était depuis 1992 directeur adjoint de la CIA, a été nommé, jeudi 5 janvier, par le président Clinton, directeur intérimaire de cette agence, a indiqué un responsable américain. L'amiral Studeman, âgé de cinquante-quatre ans, remplacera le directeur sortant de la CIA, James Woolsey, qui a démissionné le 28 décembre 1994. - (AFP)

Le loup sera réintroduit dans le parc de Yellowstone. - Un juge de l'Etat du Wyoming a rejeté les recours déposés par des associations d'agriculteurs et de chasseurs contre le projet du gouvernement fédéral de réintroduire des loups dans le parc national de Yellowstone. Les quinze premiers loups, en provenance du Canada, vont être lâchés dans les prochaines semaines. Les derniers spécimens de *Canis lupus* du parc de Yellowstone avaient été exterminés dans les années 30, pour protéger le bétail. - (AP)

GRANDE-BRETAGNE : les protecteurs des animaux attaquent des

camionneurs. - Pour la quatrième nuit consécutive, jeudi 5 janvier à Sharnham (port de la Manche), plusieurs centaines de militants des droits de l'animal ont attaqué des camionneurs transportant des vaches et des montons à destination de la France. Ces militants entendent ainsi dénoncer la « cruauté » des transports d'animaux vivants et demandent leur interruption. Comme la veille, où trois personnes avaient été blessées, les manifestants ont lancé des pierres, arachés des rétroviseurs et cassés des pare-brise. Dix-sept d'entre eux ont été arrêtés. Les embarquements de camions, chaque fois retardés, n'ont pu avoir lieu que sous la protection d'un millier de policiers. Les organisations agricoles du pays de Galles ont demandé au gouvernement de sévir contre ces groupes qui paralysent les échanges entre la Grande-Bretagne et le reste de l'Europe. - (AFP)

INDE : New-Delhi a acheté de l'uranium enrichi à la Chine. - L'Inde a acheté à la Chine de l'uranium enrichi destiné au fonctionnement de la centrale nucléaire de Tarapur, située près de Bombay, a indiqué, jeudi 5 janvier, le département de l'énergie atomique. Celui-ci n'a pas précisé la quantité de combustible qui doit être fournie à l'Inde, mais il a déclaré que cette vente avait été approuvée par l'Agence internationale de l'énergie atomique. - (AFP)

NIJER : les élections législatives reportées au 12 janvier. - Se rendant aux arguments de la commission nationale électorale, le président Mahamad Ousmane a annoncé, jeudi 5 janvier, que les élections législatives anticipées, prévues pour le 7 janvier, seraient reportées au 12. Le chef de l'Etat a expliqué cette décision en soulignant le « manque de moyens

financiers, matériels et logistiques » et le « défilé trop court pour l'acheminement des bulletins et autres documents électoraux ». - (AFP)

ROUMANIE : quatre morts et cinquante disparus lors du naufrage de deux cargos. - Deux cargos, le *You Xiu*, sous pavillon de Hong-kong, et le *Paris*, battant pavillon maltais, ont coulé, dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 janvier, après avoir, en raison du mauvais temps, heurté la digue du port roumain de Constantza. Quatre personnes ont trouvé la mort au cours de ces naufrages et les services de secours roumains estiment qu'il n'y a aucun espoir de retrouver des survivants parmi la cinquantaine de marins portés disparus. - (AFP)

SÉNÉGAL : le président Diouf a reçu Abdoulaye Wade. - Le président Abdou Diouf s'est entretenu, jeudi 5 janvier, à Dakar, avec le principal dirigeant de l'opposition sénégalaise, Abdoulaye Wade, secrétaire général du Parti démocratique sénégalais (PDS). C'est la première rencontre entre les deux hommes depuis que le PDS a quitté, en août 1992, le gouvernement. Après les émeutes de février 1994, il avait été incarcéré jusqu'en juillet. - (AFP)

SRI-LANKA : signature du cessez-le-feu avec les rebelles tamouls. - La présidente du Sri-Lanka, M Chandrika Kumaratunga, a formellement annoncé, vendredi 6 janvier, devant le Parlement, la cessation, à compter du dimanche 8 janvier, des hostilités entre les forces gouvernementales et les Tigres libérateurs de l'Elam tamoul (LTTE) (le Monde du 5 janvier). M^{me} Kumaratunga a signé l'accord de cessez-le-feu après le chef du LTTE, Velupillai Prabhakaran. - (AFP)

THAÏLANDE : un Français incarcéré pour « lèse-majesté ». - Un bonhomme d'affaires français a été incarcéré pour avoir proféré des remarques désobligeantes envers la famille royale, à bord d'un avion de la compagnie Thai International. Volant travailler pendant un vol de nuit Londres-Bangkok, Lech Thomaz Kissilewicz, quarante-cinq ans, avait refusé d'éteindre la lumière, qui incommodait la princesse Soamsa-wali et sa fille, la princesse Bhaj-rakityabha, assises en face de lui. Libéré contre paiement d'une caution, il a été réincarcéré, mercredi 4 janvier, en attendant d'avoir versé la totalité de la somme de

16.000 dollars. M. Kissilewicz doit comparaître, le 15 février, devant la justice. - (AFP)

ZAMBIE : présidence et gouvernement s'opposent pour le contrôle de la banque centrale. - Le contrôle effectif de la banque centrale, réclamé par le premier ministre Kengo Wa Dondo, est à l'origine du premier conflit entre la présidence de la République et le gouvernement, nommé au mois de juillet 1994. Vundawo le Pema-kole, directeur du cabinet du président Mobutu Sesse Seko, a signifié dans une lettre adressée au premier ministre que la procédure engagée pour interdire d'activité l'actuel vice-gouverneur - le gouverneur accusé de « mauvaise gestion » a déjà été révoqué - n'avait pas l'agrément du chef de l'Etat. Le contrôle de la banque centrale est primordial pour Kengo Wa Dondo, qui semble décidé à remettre de l'ordre dans les finances de l'Etat. Jusqu'à présent, le maréchal Mobutu contrôlait, par l'intermédiaire de gouverneurs à sa dévotion, la banque et était soupçonné de puiser à l'enlèvement dans les caisses de l'Etat. - (AFP)

Remise du prix Adenauer-de Gaulle à deux personnalités du monde scientifique. - Le prix Adenauer-de Gaulle 1994 a été décerné, jeudi 5 janvier, au professeur Reimar Lust, président de la Fondation Alexander von Humboldt, qui a longtemps dirigé l'agence spatiale européenne, et au sénateur Pierre Laffitte, président du Conseil culturel franco-allemand et de l'Association franco-allemande pour la science et la technologie. Créé en 1986 par les ministères des affaires étrangères allemand et français, ce prix est attribué au titre de la contribution à la compréhension franco-allemande. - (AFP)

Espaceco

Annonces optimisées
vos achats d'espace :
- par le 36 17 Espaceco
- par l'audit « Pascal »
- par la formation
à la loi Sapin

Tél. 48 75 44 78
Fax 48 75 48 55

John Baillie

1883 - 1993

Tailleur de père en fils

SOLDES
comme traditionnels

1, rue Auber - 5 place de l'Opéra
Paris 9^e - Tél. 47.42.49.17
47.42.49.24

مكتبة الجليل

En 1995... La reprise ?

Comme beaucoup de Français, nous en avons assez des surenchères démagogiques et des querelles de chapelle qui paralysent notre société. Face aux défis culturels et technologiques qui bousculent leur environnement et leurs métiers, les Français sont lucides. Ils sont prêts à toutes les réformes pour garantir la survie de leur sécurité sociale, des régimes de retraite, ou du système d'éducation. Qu'on arrête donc de leur faire de faux procès ! Les Français ne sont pas conservateurs, ce sont les lobbies et les castes... qui s'opposent égoïstement au changement.

Car enfin, pourquoi entretenir cette léthargie ? Notre pays a les atouts pour réussir ! Notre industrie le démontre par ses performances à l'exportation. En France, des centaines de milliards de francs dorment dans des comptes inactifs alors qu'ils pourraient être mobilisés dans une politique d'investissement et de consommation. Pour cela, il faut un discours public qui ait du souffle, de la chaleur, et qui valorise les efforts d'adaptation et d'innovation des producteurs et des distributeurs français.

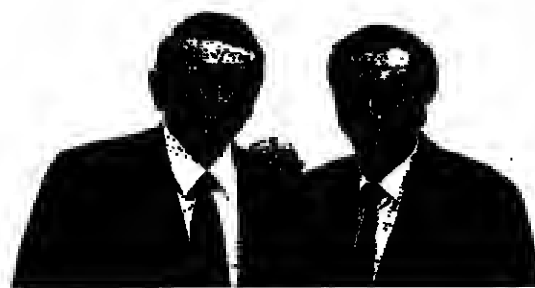
La confiance, clef de la reprise, naîtra d'un nouvel élan. C'est l'affaire de tous les acteurs économiques. Parallèlement à l'obligation qui incombe à nos représentants politiques de définir un projet ambitieux pour les Français, celle des chefs d'entreprise est tout aussi claire. Il s'agit d'investir, de soutenir l'activité économique par un dynamisme commercial conquérant.

Là est notre rôle, notre utilité sociale. A cette condition, les Français comprendront que la compétitivité ne nuit pas à l'exercice de la solidarité.

Les 500 chefs d'entreprise qui composent le mouvement associatif des centres E. Leclerc ont conscience de leurs responsabilités. Leur défi, c'est de se battre pour le pouvoir d'achat. C'est de permettre à nos 6 000 fournisseurs d'utiliser la crédibilité de notre enseigne pour valoriser leurs efforts de qualité et de prix. C'est aussi de confirmer aux 120 000 jeunes actuellement en formation dans les écoles de commerce, les I.U.T. et les sections commerciales de nos lycées, qu'ils peuvent compter sur la distribution moderne pour leurs emplois de demain.

En 1994, des millions de consommateurs, comme jamais dans l'histoire des centres E. Leclerc, nous ont accordé leur confiance. C'est la raison pour laquelle en tant que chefs d'entreprise et citoyens, nous leur confirmons pour 1995 notre détermination à œuvrer pour que la reprise profite au plus grand nombre.

Nous vous souhaitons une année 1995 plus souriante et porteuse d'espérance.



Edouard et Michel-Edouard LECLERC

E. LECLERC 

POLITIQUE

présidentielle

Edouard Balladur reçoit son « ami » Helmut Kohl

CHAMONIX

de notre envoyé spécial

Pour une rencontre, annoncée comme devant être « privée » et « familiale », Helmut Kohl et Edouard Balladur avaient choisi un lieu hautement symbolique, le massif du Mont-Blanc et son point culminant, le « toit de l'Europe ». Après avoir été convié, il y a un an, dans la résidence personnelle du chancelier allemand, dans le Palaisin, il était naturel que le premier ministre français fût découvert à son tour au lieu privilégié de ses vacances. Jeudi 5 janvier, la vallée de Chamonix s'était fort heureusement parée de ses plus beaux atours : une neige resplendissante, un ciel d'azur et des sapins croulant sous le poids des flocons fraîchement tombés. Bref, un paysage de « carte postale », selon Edouard Balladur qui accueillit le chancelier, à sa descente d'hélicoptère, par un sonore : « Bonjour mon ami ».

Une journée de vacances

Guide prévenant, le premier ministre aurait bien aimé emmener aussi M. Kohl vers l'un des sommets qu'il affectionne, mais le chancelier se fit prier. Il expliqua à son hôte qu'il avait « prudemment » abandonné, aussitôt passé l'âge de cinquante ans, la pratique de cette discipline. La corde prit donc, par la route, la direction du chalet que possède le premier ministre au cœur de la capitale de l'alpinisme.

Cette journée de « vacances », selon M. Balladur, commença ainsi par trois heures d'entretiens studieux entre les deux chefs de gouvernement. Par la suite, ni l'un

ni l'autre ne laissa transparaître la moindre information sur le contenu de ces discussions. En fait, celles-ci ont porté, principalement, sur l'Europe et l'Algérie. Mais selon l'entourage de M. Kohl, ce dernier eût, à l'occasion de son bref séjour chamonixien, « de clarifier les intentions de M. Balladur sur l'Allemagne et l'Europe ».

Si le premier ministre s'est efforcé de qualifier ces entretiens d'« amicaux et détendus », le chancelier allemand a manifesté une certaine réserve en cours de la balade médiatico-touristique que lui a proposée le premier ministre à l'issue du repas familial servi dans son chalet. Helmut Kohl aurait en effet préféré que l'ascension mécanisée du Brévent, qui culmine à 2 525 mètres d'altitude, soit plus discrète. Mais le premier ministre avait tenu à ce que les caméras et les photographes l'accompagnent et immortalisent leur rencontre devant le « toit de l'Europe ».

Les deux hommes s'installèrent sur la terrasse panoramique du Brévent pour discuter des bienfaits, mais aussi du coût, selon eux élevé, des sports d'hiver. M. Kohl commanda un *glühwein* — un vin chaud épicé — qu'il accompagna d'un café au lait tandis que son hôte se contentait d'un simple café. « Beaucoup de choses séparent ces deux hommes, observa un journaliste allemand. Helmut Kohl recherche les relations amicales avec ses interlocuteurs. Avec Edouard Balladur, le courant ne passe pas. Ce n'est pas avec cet homme-là qu'il ira prendre une bonne bière dans un bar à l'issue d'une longue conférence ».

CLAUDE FRANCHILLON



Devant l'état-major français

M. Mitterrand se refuse à étendre à l'Europe la dissuasion nucléaire de la France

A moins de cinq mois de son départ de l'Élysée, François Mitterrand a réaffirmé, jeudi 5 janvier, devant l'état-major français au grand complet, venu lui présenter ses vœux de Noël, sa doctrine de défense de la France, fondée sur la dissuasion nucléaire qui « est difficilement partageable par nature ».

« La stratégie dissuasive reste au centre de notre système de défense. Il n'est pas question de changer de stratégie. Il n'est pas question non plus, dans l'immédiat, d'étendre à l'Europe cette stratégie dissuasive », a déclaré M. Mitterrand.

« Pour parler de dissuasion européenne, il faut que des intérêts communs soient identifiés. Pour l'instant, c'est encore trop flou, c'est un travail pour le siècle prochain », a-t-il expliqué. Le chef de l'État n'en a pas moins insisté sur les progrès de la défense européenne.

« L'Europe de la défense est en marche, on est allé de progrès en progrès », a-t-il dit, citant les réalisations en cours : corps européen, Euroforce aéromaritime franco-italo-espagnole, Euro-air groupe franco-britannique, agence franco-allemande de l'armement.

A propos de l'Alliance atlantique, M. Mitterrand a rappelé que la France en fait partie. « Même si certains feignent de l'oublier », mais qu'elle n'est pas, pour autant, « le cœur de nos décisions militaires », sauf, a-t-il dit, « au cas par cas, lorsque nos forces sont engagées ». « Les Américains, a ajouté le président de la

République, ont longtemps redouté la perspective d'une défense européenne, mais ils ont compris que nous étions de bonne foi. Nous pouvons construire l'Europe de la défense sans desserrer nos liens avec l'Alliance. » J. L.

M. Mitterrand devant le Parlement de Strasbourg le 17 janvier. — François Mitterrand exposa, le 17 janvier, à Strasbourg, à l'occasion d'un discours devant le Parlement européen, le programme de la présidence française de l'Union européenne, a annoncé Jean Musitelli, porte-parole de l'Élysée, jeudi 5 janvier. En outre, le chef de l'État reçut à Paris, le 3 février, le nouveau président de la Commission européenne, Jacques Santer, et l'ensemble des commissaires.

M. Emmanuel souhaite que l'Europe sociale soit une « initiative prioritaire ». — Le premier secrétaire du Parti socialiste, Henri Emmanuel, a adressé, jeudi 5 janvier, une lettre au premier ministre, dans laquelle il lui demande de faire de l'Europe sociale une « initiative prioritaire ». M. Emmanuel observe que « certains gouvernements, sous prétexte que la concurrence mondiale se fait plus vive, vont jusqu'à envisager un possible recul de notre protection sociale et de notre droit au travail », et ajoute que « la France doit prendre le contrepied de cette attitude ».

COMMUNICATION

Pour avoir ironisé sur la mort d'un policier

La radio Skyrock est suspendue pour 24 heures par le CSA

Skyrock, 3 janvier, 6 heures. Comme chaque matin, « Les Monstres » — Maître Lévy, ancien complice de l'animateur Arthur sur Europe 1, et Jicé, son acolyte — tiennent l'antenne, pendant trois heures. A 6 h 30, un flash annonce la mort du policier Georges Janvier, tué la veille à Nice (le Monde du 5 janvier). « Ah ! y'a un flic qui est mort ? Ah, ben c'est plutôt une bonne nouvelle », lance Jicé. Rires dans le studio. La présentatrice s'essaye à d'autres sujets. Mais, à chaque fois, elle est interrompue par l'animateur, qui relance, provocateur : « Ceci dit, y'a un flic qui est mort, et ça, c'est plutôt une bonne nouvelle... » A 7 heures, lors du flash suivant, il réitère son « bon mot ».

Avant par la préfecture de police

de Paris, indignée des propos tenus à l'antenne du réseau musical national, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décidé, jeudi 5 janvier, en séance plénière et après audition de l'extrait incriminé, la suspension de Skyrock, pendant 24 heures, pour « s'être réjouie de la mort d'un policier lors de la fusillade de Nice ». Lundi 9 janvier, le réseau musical, qui compte, avec cent émetteurs, quelque 1,9 million d'auditeurs, devra se taire. Cette décision est une « première » pour l'instance de régulation.

Les excuses de Pierre Bellanger

Aussitôt après que cette décision a été rendue publique, le réseau musical, dont l'auditoire est composé à 60 % de moins de ving-

cinq ans, commente, par la voix de ses divers animateurs (Maurice, notamment), la décision du CSA. « Dérèglement », « pas acceptable », « Faute de goût ». Dès le flash de 7 heures, le 3 janvier, Maître Lévy avait fait remarquer « qu'on ne plaisante pas avec une mort d'homme ». La radio présente ses excuses à ses auditeurs, comme l'a fait Pierre Bellanger, le président et fondateur de ce réseau de la FM, à l'instance de régulation, à la famille, et au syndicat des policiers.

Dans un communiqué diffusé à l'antenne, vendredi 6 janvier, la radio demande pourtant au CSA de « revenir sur cette décision ». Constatant que la sanction du CSA est « sans commune mesure avec la faute », Pierre Bellanger juge la décision des « sages » « aussi su-

perflante que disproportionnée », et n'hésite pas à parler de « censure ». « J'ai suspendu l'émission vendredi 6 janvier : je vais recevoir l'animateur, qui a été mis à pied pour faute lourde », commente Pierre Bellanger.

Les sages sont unanimes : « Sur un crime aussi crapuleux, il y a des choses qui ne se font pas », commente l'un d'eux. Parmi la batterie de mesures qui émanent à sa disposition, Jacques Boutet, le président symbolique. La procédure engagée il y a plus d'un an devant le Conseil d'État à l'encontre de la FM parisienne ici et maintenant pour diffusion de « propos racistes et antisémites », il y a plus d'un an, est toujours en cours.

ARIANE CHEMIN

Une décision surprenante du CSA

La CLT n'est pas autorisée à reprendre le réseau M40

Le CSA a refusé jeudi 5 janvier la reprise de 100 % du réseau FM de radio musicale M40 par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) qui contrôle en France RTL et Fun radio.

Le CSA a affirmé dans un communiqué que « la cession de la totalité du capital à la CLT, qui contrôle déjà par ailleurs deux réseaux nationaux, constituerait un changement substantiel de nature à remettre en cause l'appréciation qui a conduit à délivrer des autorisations d'émettre à M40 lors de la planification des fréquences, au regard de l'impératif législatif de pluralisme des opérateurs, tant au niveau national que local ».

Après avis du Conseil de la concurrence, le ministre de

l'économie, Edmond Alphandéry, avait, lui, conclu « qu'il n'y avait pas lieu d'interdire les concentrations résultant de la prise de contrôle par la CLT des stations Fun et M40 » (le Monde des 24 et 27 décembre).

La décision inattendue du CSA suscite la surprise de la CLT : « Le gouvernement et le Parlement ont décidé d'encourager la constitution de grands groupes radiophoniques. Ni le conseil de la concurrence, ni les ministres compétents n'ont fait obstacle à cette prise de contrôle à 100 %. La CLT va procéder à une analyse juridique approfondie de cette décision surprenante. La CLT étudiera parallèlement l'ouverture du capital à d'autres porteurs ».

En association avec Sun Microsystems

Thomson Consumer Electronics a mis au point le premier système de télévision interactive

Thomson Consumer Electronics (TCE) et Sun Microsystems ont présenté, jeudi 5 janvier, à Las Vegas (États-Unis) une solution « clé en main » de télévision interactive. Cela consacre l'avancée de Thomson dans la course engagée par les grandes compagnies informatiques et les grands groupes d'électronique domestique dans le secteur de la télévision numérique.

Thomson enfonce le clou : après avoir mis au point et commercialisé avec succès aux États-Unis le premier décodeur de télévision numérique, le groupe français, associé avec l'entreprise américaine d'informatique Sun Microsystems, propose un complément logique, un système complet de télévision interactive. Cet ensemble baptisé « Open TV » a été spécialement conçu par Thomson pour convaincre les diffuseurs de développer des applications interactives. L'innovation a été présentée, jeudi 5 janvier, au Consumer Electronics Show, qui rassemble actuellement à Las Vegas (Nevada) le grain de l'électronique mondiale.

Sur les récepteurs actuels

L'objet est invisible. Il s'agit d'une solution informatique présente à la fois dans le serveur situé chez le diffuseur et dans le décodeur loué ou acheté par les particuliers. De leur domicile, à l'aide de leur seule télécommande, les téléspectateurs pourront choisir une émission de télévision au sein d'une bibliothèque de programmes numérisés et prévoir la diffusion de cette émission à l'heure qui leur convient. Ils pourront également commander un billet de train ou d'avion sur un canal adéquat ou acheter une robe et un autocollant sur le canal du téléachat. Le tout sans quitter leur fauteuil. C'est la première fois qu'une solution clé en main qui

couvre l'ensemble du problème est offerte aux opérateurs de réseaux et aux diffuseurs. Désormais, nous avons une longueur d'avance sur Sony », a affirmé Alain Prestat, président de Thomson Consumer Electronics. Il estime que la crédibilité acquise par Thomson sur les nouveaux marchés du numérique ne peut qu'en sortir renforcée.

Ce système de télévision interactive utilise la norme de compression MPEG2, celle sur laquelle sont basés actuellement tous les travaux du numérique. Il est compatible avec les récepteurs de télévision actuels, affirme Thomson, et aura pour réseaux de prédilection le câble et le satellite. Les serveurs seront fabriqués par Sun et les décodeurs par Thomson.

Prix encore inconnu

Des équipes commerciales seraient dès aujourd'hui en place « dans le monde entier » pour proposer ces systèmes interactifs, a indiqué Thomson. Alain Prestat n'a pas voulu préciser quel serait son premier client, le prix auquel serait proposé ce nouveau système, ni ses objectifs de ventes.

Le développement de ce produit est la seconde étape de l'intervention du groupe français dans la télévision numérique. TCE est en effet le premier fournisseur aux États-Unis de systèmes de réception du réseau mondial de télévision numérique par satellite DSS (Digital Satellite System). A ce jour, le groupe y a vendu plus de 600 000 kits de réception, « ce qui dépasse les prévisions ». Alain Prestat estime que les ventes atteindront le million et demi dans le courant de l'année 1995. TCE a par ailleurs été retenu, avec quatre autres industriels, pour fabriquer les futurs décodeurs numériques de Canal Plus.

YVES MAMOU

COMMENTAIRE

Le moustique et le marteau

La décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de suspendre pour vingt-quatre heures, lundi 9 janvier, les émissions du réseau FM Skyrock est une première. Aucune autre radio ou télévision n'a jusqu'ici été sanctionnée de cette manière, ni aussi vite. Elle risque toutefois de placer les « sages » au porte-à-faux avec la loi et d'apparaître pour ce qu'elle est : un acte de censure dont le caractère est une commune mesure avec le délit constaté.

L'article premier de la loi relative à la liberté de la communication du 30 septembre 1986 stipule en substance que la CSA peut intervenir quand « la sauvegarde de l'ordre public » est menacée et quand le « respect de la dignité de la personne humaine » est bafoué, la suspension pouvant aller jusqu'à un mois.

Mais la sanction de Skyrock aurait dû être précédée d'une « mise en demeure ». Or, jusqu'à maintenant, cette « mise en demeure » n'a été que la loi de 1986 — qu'avait choisie la CSA, notamment pour tenter d'endiguer les « excès » de l'émission « Love in Fun », l'émission de Fun Radio animée par le Doc et Difool. Le CSA a également mis en

demeure deux fois Skyrock, mais c'était en 1992 et en 1993, et pour des motifs différents (diffusion d'un numéro de téléphone de commissariat et apologie de viol).

Plusieurs émissions provocatrices de Skyrock (comme celle de la star du porno Tabatha Castell) ont heurté les oreilles des « sages ». La phrase sur la mort du policier de Nice fut le goutte d'eau de trop. L'aspect expéditif de la sanction est vraisemblablement lié à la colère de Charles Pasqua mais aussi au prochain départ de Jacques Boutet, président du CSA, le 24 janvier. Histoire d'éviter à son successeur d'avoir à régler un dossier complexe allant de la mise en demeure classique à la transmission du dossier au Conseil d'État ou au procureur de la République.

Il reste qu'une nouvelle fois le CSA risque de se mettre à dos le public des jeunes auditeurs qui forme le noyau dur de Skyrock, comme ce fut le cas lorsqu'il tenta de « censurer » au printemps 1994, l'émission « Love in Fun ». Et d'avoir utilisé une mesure pour écarter un moustique, ces propos d'un autre âge où la haine du flic servait de pensée politique.

YVES-MARIE LABÉ

DANS LA PRESSE

Veillée d'armes avant la présidentielle

La Tribune-Desfossés (Didier Pourquery) : « Dans les opérettes de Francis Lopez, il y avait toujours un héros aux dents blanches qui s'aventurait tranquillement vers son destin. (...) Le héros fait l'union et promet déjà des lendemains qui chantent, qui peuvent même faire rêver. Après les élections, « tout changera, tout deviendra possible », assure Edouard Balladur. Pendant l'opérette, il ne se passe pas grand chose, c'est vrai, mais à la fin le héros — et l'héroïne — partent vers des horizons radieux. On n'a pas vu passer la soirée... comme on dit. »

Le Figaro (Franz-Olivier Giesbert) : « Helmut Kohl serait-il devenu le nouveau « faiseur de roi » ? De nos jours, pour être sûr d'arriver à l'Élysée, il n'est pas inconvenant de se parer de l'option du chancelier allemand. (...) Déclarés ou potentiels, tous les candidats ou presque l'ont compris : M. Balladur, Chirac, Barre, Giscard d'Estaing ou Jospin. De l'Allemagne et de la France, ils pourraient presque dire, comme la poétesse : « Ni l'une sans l'autre, ni l'autre sans l'une... »

L'Humanité (José Port) : « Helmut Kohl s'intéresse de très près à la prochaine élection présidentielle française. On ne peut reprocher à un responsable étranger de s'informer sur les possibles développements politiques dans un pays proche. Mais à partir de quel moment le mot « intérêt » doit-il faire place à celui d'« ingérence » ? »

InfoMatin (Philippe Cohen) : « La catastrophe électorale qu'annoncent les salades socialistes ne fera pas que des malheureux. Elle servirait le destin d'un Barre, homme apprécié à l'Élysée, qui pourrait devenir plus crédible que Chirac face à Balladur. On peut même supposer qu'une telle éventualité ne serait pas forcément fortuite. Qu'importe le flic... »

Le Télégramme (Hubert Coudurier) : « En se forgeant une image sur mesure d'homme de bien, pétri d'une humilité un peu forcée, compte tenu de l'impuissance des politiques face au chômage, en évitant soigneusement tout conflit avec le président de la République et en gommant ce volontarisme réformateur, dont Chirac fut la victime, Edouard Balladur a su échapper aux pièges de la cohabitation et profiter pleinement de la légitimité que confère Matignon. »

La Charente libre (André Mazzières) : « Quand M. Chirac souligne qu'il y a en ce moment et depuis des années rupture du « pacte républicain », il n'a pas tort. De même, quand M. Jospin estime que la gauche doit réagir pour remplir le vide par lequel elle se laisse envahir, il n'a pas tort non plus. Mais les Français n'aiment pas qu'on les brusque et, s'ils ne sont pas contents de leur situation, ils ont une sainte frousse d'en changer par des réformes trop hardies. »

France-Libre (Jérôme Dorville) : « Après la veillée d'armes, partis du premier ministre et fidèles de Jacques Chirac vont pouvoir s'écarter à loisir. L'authentique reprend le dessus. C'est le retour de la droite à l'état de nature. (...) Ainsi se dessine le paysage avant la bataille : le brouillard se lève, extérieur jour, moteur. »

La catastrophe de Furiani devant le tribunal correctionnel de Bastia

L'inéluctable effondrement

Le procès de la catastrophe de Furiani a véritablement commencé jeudi 5 janvier, devant le tribunal correctionnel de Bastia, avec l'arrivée à la barre des experts chargés d'examiner les restes de la tribune qui s'est effondrée le 5 mai 1992 faisant 17 morts et 2 357 blessés.

« Ja n'ai plus grand-chose à ajouter... », grommelle l'expert judiciaire Michel Brisse, alors que le président vient de terminer le lecture d'un texte censé rappeler les faits, mais qui ressemble à un réquisitoire prononcé avant l'heure. Certes, le magistrat avait annoncé en préambule qu'il ne s'agissait pas de l'opinion du tribunal, mais l'énumération par un président, au début d'un procès, d'une série de circonstances préétablies comme établies alors qu'elles seront abondamment discutées, énumération assortie de la lecture presque intégrale des rapports, des experts avant leur audition, est quelque chose d'insolite.

Meie le débat contradictoire reprend ses droits quand les experts s'expriment et M. Brisse a manifestement le sens de la pédagogie. Mieux qu'un dessin maladroite ou qu'une démonstration à partir de la minuscule maquette placée au pied du tribunal, l'expert résume la principale faute commise dans la construction de la tribune par ce postulat : « Un rectangle est déformable, un triangle ne l'est pas ».

Or la partie arrière de la tribune qui s'est effondrée était constituée de tubes montés entre eux pour former une série de rectangles ne comportant pas de diagonales de renfort. « Nous avons reconstitué la structure avec ce qui restait et à partir de nos entretiens avec le constructeur », ajoute M. Brisse, car il n'existait aucun plan, tout juste quelques croquis.

« L'effondrement était iné-

luctable », concluent les experts, en notant que le constructeur « n'avait tenu aucun compte des efforts horizontaux ». Il semble d'ailleurs que ce soit à l'instant où les spectateurs se sont tous tournés dans la même direction pour regarder l'équipe de Bastia rejoindre la vestiaire, après la séance d'échauffement, que l'effondrement de la tribune s'est produit.

Le rapport est donc éccablant pour Jean-Marie Boimond, ingénieur de la société Sud-Tribune. En revanche, les experts considèrent que l'utilisation de tubes de marques différentes n'a pas eu de conséquences sur la catastrophe. De la même manière, les tubes de bois et les parpaings placés à la base des tubes verticaux pour compenser les irrégularités du sol sont d'un usage courant et n'ont joué aucun rôle dans l'effondrement.

L'hypothèse selon laquelle les défauts du montage étaient immédiatement visibles pour un non-spécialiste est également écartée. « Il faut être initié, il ne suffisait pas d'être ingénieur, il fallait être ingénieur qualifié en charpente métallique. Je ne pense pas qu'il y en ait dans les commissions de sécurité », estime M. Brisse.

« Un aspect extérieur tout à fait rassurant »

La réponse ne satisfait pas M. Paul Lombard : « Tout cela a été fait et le veu comme je te pousse. Quand le préfet Henri Hurend est rendu sur le stade, n'aurait-il pas été opportun qu'il se fasse accompagner d'un technicien ? » Derrière la vitre blindée, M. Hurend a, lui, répondu : « Je me suis rendu le 4 mai à Furiani uniquement pour regarder l'ensemble du stade où devaient se tenir deux ministres. J'ai vu la tribune, son aspect extérieur était tout à fait rassurant ».

Derrière l'apparente banalité de son propos, les derniers mots sont cependant inéconcomptables pour les victimes présentes dans la salle, qui protestent bruyamment. Le calme à peine revenu, M. Henri Juramy soufflé sur le braise en demandant : « Le constructeur, qui savait forcément que cette tribune allait s'effondrer, a-t-il eu les moyens de faire en sorte que la tribune ne s'effondre pas. On l'a compris, je pense à la non-assistance à personne en danger ».

« Experts assassins ! »

Sans voir le piège, un expert répond : « Le constructeur a réalisé cet ouvrage avec sincérité. Il ne pouvait pas savoir que c'était dangereux ». Aussitôt la foule des victimes explose, des injures fusent : « Experts assassins ! » M. Brisse retrace la phrase maladroite de son confrère pour dire plus simplement : « L'homme qui l'a construit n'avait manifestement pas conscience que cette tribune allait s'effondrer ». Satisfait, M. Juramy conclut : « Ces gens-là ne sont peut-être pas des assassins, mais ce sont des gourgandins ! ».

Après les techniques de l'échafaudage, la tribune pénètre dans le meuble de la réglementation administrative. Daniel Limodin, inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, connaît si bien ce sujet que son discours donne la vertige. Sans reprendre sa respiration, ce fonctionnaire cite une longue rafale de textes si denses qu'il est difficile de le suivre.

De son propos, il est cependant possible d'extraire quelques affirmations : « Les commissions de sécurité n'ont aucun pouvoir de décision. Elles sont purement consultatives et fon-

ctionnant de manière très bizarre. Le mode de convocation de leurs membres, écrit ou verbal, n'est pas prévu, pas plus que les modalités de vote, ni la présence obligatoire de certains d'entre eux ». Sur le plan technique, l'inspecteur général ajoute : « Dans l'état actuel du droit, il n'y avait aucune obligation de contrôle de solidité ou de stabilité de la part de cette commission ».

Le président aimerait donc savoir quel a le pouvoir de décision sur l'ouverture au public après une telle construction. « Je ne voudrais pas remettre en cause une décision judiciaire antérieure, assure M. Limodin, mais sur le plan administratif, c'est le maire ». Or le maire de Furiani, Eugène Bertucci, a bénéficié d'un non-lieu rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia.

Un regain de tension

Le débat s'achève d'une d'une certaine confusion, chacun interprétant dans le sens qui l'arrange une foule de textes administratifs qui semblent se contredire. En cette matière, le législateur paraît bien, lui aussi, avoir fait preuve d'imprudence et de négligence. Quoi qu'il en soit, cette seconde journée de l'audience a connu un regain de tension. Malgré les avertissements formulés la veille, il apparaît difficile qu'un débat véritablement contradictoire puisse se dérouler dans le calme. Plusieurs incidents l'ont révélés : face à la douleur des victimes, une défense véritablement libre risque d'être perçue dans la salle comme une injure intolérable. Une telle défense sans contrainte est pourtant inséparable de cette justice que les victimes et leur familles ont tant réclamée, tant attendue.

MAURICE PEYROT

Jugé à Grenoble après l'accident survenu à un élève

Le proviseur d'un lycée est condamné à 10 000 francs d'amende avec sursis

GRENOBLE

de notre bureau régional Francis Gibello, proviseur du lycée technique et d'enseignement professionnel Vaucaumont de Grenoble, a été condamné, jeudi 5 janvier, par le tribunal correctionnel de cette ville à 10 000 francs d'amende avec sursis pour blessures involontaires. Sa responsabilité dans l'accident dont a été victime un élève de quatorze ans, le 30 septembre 1992, qui avait été gravement blessé au bras alors qu'il travaillait sur une fraiseuse dépourvue de sécurité, a été retenue par le tribunal (Le Monde du 19 novembre 1994). Il a par ailleurs été condamné à verser 2 000 francs à la victime au titre du remboursement de ses frais.

Ce verdict intervient quelques semaines après le jugement de l'ancien proviseur du lycée Paul-Eluard à Saint-Denis, condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour homicide involontaire (Le Monde du 23 novembre 1994). Le Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN) tiendra, lundi 9 janvier à

Grenoble, une conférence de presse pour annoncer une action syndicale de protestation. De son côté, M. Gibello, qui pourrait faire appel du jugement, a exprimé son « amertume ». « Le tribunal semble ne pas avoir reconnu les difficultés des chefs d'établissement », a-t-il commenté. A l'audience, le proviseur avait expliqué qu'avant l'accident il avait alerté le conseil régional (propriétaire du lycée depuis la décentralisation) au sujet de l'état de certaines machines. Mais le note, de 1 700 000 francs, à régler pour assurer leur rénovation s'était révélée trop lourde.

Aujourd'hui, plusieurs machines restent non conformes et risquent de le demeurer jusqu'à l'achèvement de la remise aux normes de l'ensemble du parc-outil des lycées techniques de Rhône-Alpes, prévu pour 1997. « D'ici là, je suis un récidiviste potentiel », constate M. Gibello, qui interroge : « Que dois-je faire ? Fermer ce soir l'établissement et mettre les mille cinq cents élèves à la porte ? »

NICOLE CABRET

Recrutés sous contrat emploi-solidarité

Des employés au tribunal de grande instance de Bordeaux vont devant les prud'hommes

Une quarantaine de personnes qui estiment avoir travaillé illégalement sous contrat emploi-solidarité (CES) dans les services du tribunal de grande instance de Bordeaux ont entamé, jeudi 5 janvier, une action en justice devant le conseil des prud'hommes afin d'obtenir réparation.

Soutenus par le CGT, les plaignants affirment en effet que « l'Etat n'a pas le droit de recourir à des CES, même recrutés sous couvert d'une association » (Le Monde du 26 octobre 1994).

Dans le cas de Bordeaux, ces CES – les uns encore en activité, les autres parvenus au terme de leur contrat – ont été embauchés

par l'association Jeunesse Justice, créée en 1986 pour « mettre en place des moyens d'aide au fonctionnement des différents services du ministère de la justice en donnant des moyens de formation à des jeunes ».

An total et depuis 1991, cette association, qui conteste aujourd'hui la compétence du conseil des prud'hommes dans ce litige, a ainsi mis à disposition de l'administration « environ 450 personnes pour des périodes allant de trois mois à trois ans » sur le seul ressort de la cour d'appel de Bordeaux. Soit, précise la CGT, l'équivalent « de près du quart des effectifs titulaires ».

AFFAIRES : Le juge Eric Halphen entendu par le Conseil supérieur de la magistrature. Le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), chargé de l'enquête sur les fausses factures de la région parisienne, a été entendu, jeudi 5 janvier, par la formation compétente pour les magistrats du siège au sein du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Eric Halphen a été entendu dans les bureaux du CSM, quai Branly, de 14 h 30 à 17 h. Cet entretien, qui pourrait être suivi d'autres, entre dans le cadre de la mission d'information que le CSM a confiée à une commission, formée de quatre de ses membres. Le président de la République avait sollicité l'avis du CSM le 22 décembre, sur un éventuel dessaisissement du juge Halphen, après l'arrestation et la mise en examen de son beau-père pour « éviction de fonds et trafic d'influence » (Le Monde du 24 décembre).

CORRUPTION : Le producteur de volailles Gérard Bourgois mis en examen. Le patron du premier groupe français de volaille fraîche, Gérard Bourgois, directeur général-vice-président du club de football de l'AJ Auxerre, a été mis en examen pour corruption par un juge d'instruction rennais. Cette mise en examen, signifiée « au cours du premier semestre de l'année dernière », selon des sources judiciaires, est la conséquence d'une tentative de corruption reprochée à M. Bourgois, à l'occasion de marchés passés avec un magasin intermarché implanté en Ile-et-Vilaine. L'affaire, qui remonte aux années 1991 et 1992, porterait sur des marchés de plusieurs millions de francs. Le groupe Bourgois, deuxième producteur européen de volailles, emploie quelque 4 200 employés. Il contrôle notamment la société Ducs de Bourgogne, sponsor officiel de l'AJ Auxerre. M. Bourgois est en outre maire de Chailley (Yonne), et conseiller général (sans étiquette) du canton de Brenois-sur-Armançon (Yonne).

ACCIDENT DU MONT SAINT-ODILE : le rapport des experts judiciaires transmis au juge d'instruction. Le rapport final des experts judiciaires sur l'accident d'un Airbus A-320 d'Air Inter qui s'est écrasé le 20 janvier 1992 sur le mont Sainte-Odile (Haut-Rhin), faisant 87 victimes, a été transmis au juge d'instruction François Guichard, à Colmar, et-on appris jeudi 5 janvier,

Poursuivis pour obstacle à la circulation durant une manifestation

Deux surveillants de prison sont relaxés par le tribunal d'Evry

Debout derrière la barre, ils écoutent avec attention la présidente du tribunal, Dominique Faubert. Habités à ouvrir et à fermer les portes des cellules de la prison de Fleury-Mérogis, ils comparaissent pour la première fois de leur vie devant un tribunal correctionnel.

« Dans la nuit du 2 ou 3 décembre, vous avez participé à une manifestation de surveillants qui a bloqué la Francilienne, précise la présidente. Vous avez déclaré que vous vous trouviez là à la suite d'un concours de circonstances. C'est exact ? » Edy Thuot hésite un instant avant d'acquiescer discrètement d'un mouvement de tête. « Ce s'est enchaîné très rapidement, murmure-t-il. Je n'ai pas compris. » A ses côtés, Thierry Thabourin soupire. « J'ai entendu du bruit dans la rue, je suis descendu par curiosité, et, comme il y avait des collègues à moi, on a discuté un moment et je les ai accompagnés ».

Pour la première fois depuis le début du conflit des prisons, le 7 novembre, des surveillants sont poursuivis devant le tribunal correctionnel. En deux mois, les exactions n'ont pas manqué – à Fleury-Mérogis, la porte d'entrée a été incendiée et des peupliers sont régulièrement abattus pour faire des barrières –, mais le parquet d'Evry (Seine-et-Marne) se gardait bien d'engager des poursuites afin de ne pas mettre le feu aux poudres.

Ces procédures sont en outre difficiles à « faire tenir » : lors de la bousculade qui suit l'intervention des forces de l'ordre, il est difficile d'identifier avec précision les auteurs et de distinguer ce qui relève du droit d'expression et ce qui constitue une infraction. Pressé par la chancellerie, qui souhaitait que la justice fasse preuve de fermeté, le parquet d'Evry s'était cependant résolu au mois de décembre à engager des poursuites.

A l'audience, le dossier se révé-

lait cependant fragile : pour associer les poursuites, le ministère public invoquait la violation d'un article du code de la route qui interdit de faire obstacle à la circulation. C'est honteux, lance M. Pascal Wioter. C'est la première fois que je vois la justice invoquer le code de la route pour réprimer une manifestation. L'apprendre ici que la seule présence physique d'un manifestant sur un axe routier peut être sanctionnée.

Cent cinquante surveillants étaient présents ce soir-là sur la Francilienne : deux seulement avaient été convoqués au palais de justice. « Ce sont ceux qui ont couru le moins vite », constatent simplement M. Anne Prevost-Lecœur.

Dans son réquisitoire, le procureur adjoint, François Gosselin, insistait cependant sur les risques, pour la sécurité, de ces blocages d'autoroutes. « Lorsque plus d'une centaine de personnes bloquent la Francilienne, il y a objectivement une situation de danger, précisait-il. Il faut parfois rappeler qu'on ne peut pas faire n'importe quoi et qu'il n'y a pas de zone de non-droit, y compris dans des circonstances particulières. » Invoquant les bons renseignements recueillis au sujet des surveillants et leur absence d'antécédents judiciaires, M. Gosselin demandait cependant une simple amende. « Une sanction de principe », précisait-il. Au terme d'un court délibéré, MM. Thuot et Thabourin ont finalement été relaxés.

ANNE CHEMIN

ENVIRONNEMENT : un nouveau centre de déchets industriels en Mayenne. Le Crédit national a achevé le montage financier permettant la construction d'un deuxième centre de traitement des déchets industriels en France. Ce nouveau centre sera implanté à Changé (Mayenne), sur un site de traitement des ordures ménagères et de déchets industriels banals existant depuis 1987 dans la banlieue de Laval.

Devant le tribunal correctionnel de Marseille

Escalade mortelle dans les calanques : le club alpin français en accusation

Trois membres du club alpin français (CAF), un moniteur, Jean-Yves Hauteceur, quarante-sept ans, le président de la section du CAF d'Ile-de-France, Jacques Manesse, cinquante et un ans, ainsi qu'un autre animateur, Patrick Martin, quarante ans, ont comparu, jeudi 5 janvier devant la 5^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille, à la suite de la mort accidentelle d'un jeune alpiniste parisien, Jérôme Piriou, dix-neuf ans, lors d'une course dans les calanques de Marseille, au cours du week-end du 1^{er} mai 1993. Les deux premiers poursuivis pour homicide involontaire et le troisième pour non assistance à personne en péril. Le substitut Olivier Redon n'a réclamé que des peines modérées de huit mois de prison avec sursis contre M. Hauteceur et, respectivement, dix et quinze jours de prison avec sursis contre MM. Manesse et Martin. Le jugement a été mis en délibéré au 9 février.

MARSEILLE de notre correspondant régional

Jérôme Piriou, qui pratiquait l'alpinisme depuis la fin de 1988, s'était inscrit pour une sortie de week-end, d'initiation et de perfectionnement, de niveau « POAD » (« Peu difficile, assez difficile ») organisée par la section du CAF d'Ile-de-France du 28 avril au 1^{er} mai 1993 dans la calanque d'En Vau près de Marseille. Le 30 avril, le groupe avait entrepris, sous la conduite de Jean-Yves Hauteceur, l'escalade, non prévue à l'origine, d'une voie classée « D. inf » (Difficile inférieur) dans la cirque de Devenson.

Alors qu'il avait pris le tête d'une première cordée, Jérôme Piriou avait fait une chute mor-

telles, peu avant 21 heures, à quelques mètres du sommet de la falaise. Ses trois co-équipiers avaient dû bivouaquer sur place pendant la nuit et n'avaient été secourus par les marins-pompiers de Marseille que le lendemain dans la matinée. Prévenu de l'accident quarante-huit heures plus tard et après s'être heurté à des explications évasives des responsables du CAF, le père de la victime, un scientifique qui n'a jamais admis la thèse de la fatalité, s'est résolu à déposer plainte contre X... à la fin juin.

Un réquisitoire sévère

L'instruction de l'affaire devait révéler une série d'anomalies : le changement de programme inopiné décidé par M. Hauteceur et le choix d'une escalade en terrain d'aventure de niveau légèrement supérieur à celui prévu, le défaut de secours par les marins-pompiers de Marseille que le lendemain dans la matinée. Prévenu de l'accident quarante-huit heures plus tard et après s'être heurté à des explications évasives des responsables du CAF, le père de la victime, un scientifique qui n'a jamais admis la thèse de la fatalité, s'est résolu à déposer plainte contre X... à la fin juin.

A l'audience, M. Hauteceur, petit homme replet, ne donne pas l'impression d'une grande assurance. Il reconnaît que Jérôme Piriou – dont la capacité reconnue était de niveau 3 en rocher – possédait une technique supérieure à la sienne et explique qu'il lui avait confié la responsabilité de premier de cordée, en tête, « parce

qu'il n'avait pas de casque... ». Le jour-même de l'accident, un autre groupe dirigé par Patrick Martin avait rapidement interrompu une escalade, à proximité, en raison des dangers présentés par la trop grande friabilité de la roche. La course dans le Devenson aurait dû prendre deux heures et demie. Or, près de six heures après le début de l'escalade, les deux cordées de Jérôme Piriou et de Jean-Yves Hauteceur n'étaient pas encore sorties de la falaise et la nuit était venue... La prudence aurait sans doute voulu que le groupe rebrousse chemin pendant qu'il était encore temps. Ce qui ne fut pas le cas.

En dépit des nombreuses questions posées par le président Christian Couchet, personne, au CAF, ne se reconnaît responsable... Ni M. Manesse, qui « ne s'occupait pas du recrutement des bénévoles », ni M. Martin, le seul à savoir où se trouvait le groupe Hauteceur et qui n'a pas donné l'alerte en pensant que le groupe avait bivouaqué dans la falaise (ce qui s'est jamais produit dans les calanques). Ni M. Hauteceur dont le rôle était, seulement, selon lui, de « maintenir le groupe dans la bonne voie ».

L'avocat de ce dernier, M. Pascal Potot (Paris) a estimé qu'il n'y avait aucun lien de causalité entre les éventuelles fautes reprochées à son client et l'accident. Tout en réclamant des peines très modérées, le substitut Olivier Redon a, cependant, prononcé un réquisitoire sévère en accusant, notamment, M. Hauteceur d'une « faute pénale caractérisée » pour ne pas s'être assuré du niveau des participants alors que, de plus, « il devait leur montrer les meilleures techniques de progression et de sécurité. Il est resté derrière, d'est-il exclamation, peut-être parce qu'il n'avait pas confiance en lui, en espérant que ça passerait... ».

GUY PORTE

L'ANNÉE 1994 DANS LE MONDE

INTERNATIONAL

JANVIER

1^{er} - **EUROPE** : entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire, la dernière étape prévue par le traité de Maastricht. Le 25, la mise en place de l'accord sur la libre circulation des personnes en Europe (Schengen) est reportée.

1^{er} - **MEXIQUE** : l'insurrection des Indiens de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) entraîne la mort de centaines de personnes dans l'Etat du Chiapas.

10-11 - **OTAN** : lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles, Bill Clinton obtient l'adhésion des alliés à son projet de « partenariat pour la paix » proposé aux pays de l'ancien bloc de l'Est.

12 - **FRANCE CFA** : treize pays africains de la zone franc décident une dévaluation de 50 % du franc CFA.

14 - **ÉTATS-UNIS - RUSSIE - DÉSARMEMENT** : en visite à Moscou, Bill Clinton conclut avec le président ukrainien Kravtchouk et son homologue russe Boris Eltsine un accord trilatéral sur le démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'Ukraine.

FÉVRIER

3 - **ÉTATS-UNIS - VIETNAM** : Bill Clinton décide de lever l'embargo commercial imposé au Vietnam en 1975 et annonce l'ouverture de « bureaux de liaison » dans les deux capitales.

6 - **FINLANDE** : avec 53,9 % des suffrages, Martti Ahtisaari (social-démocrate) est élu président de la République au second tour de scrutin.

6 - **COSTA-RICA** : José María Figueres, candidat de l'opposition social-démocrate remporte l'élection présidentielle avec près de 50 % des suffrages.

12-27 - **JEUX OLYMPIQUES** : Les XVII^{es} Jeux olympiques d'hiver se déroulent à Lillehammer en Norvège.

25 - **PROCHE-ORIENT** : un écolier juif, membre du mouvement anti-arabe Kach, ouvre le feu sur des fidèles à l'intérieur du

caveau des Patriarches à Hébron (Cisjordanie), provoquant la mort de vingt-cinq Palestiniens. La Syrie, le Liban et la Jordanie suspendent, le 27, les pourparlers de paix de Washington avec Israël.

MARS

21 - **CORÉE DU NORD** : la Corée du Nord bloque l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), qui saisit le Conseil de sécurité de l'ONU. Bill Clinton annonce l'envoi de missiles américains en Corée du Sud qui place ses forces en état d'alerte le 23.

25 - **SOMALIE** : les derniers « marines » américains présents dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir » quittent Mogadiscio.



La passation de pouvoir, le 10 mai, entre F. De Klerk et N. Mandela.

27-28 - **ITALIE** : pour la première fois, les élections législatives se déroulent selon un système mixte à scrutin majoritaire et proportionnel. « Le Pôle des libertés », qui regroupe autour du mouvement de l'homme d'affaires Silvio Berlusconi, Forza Italia (FPI), présidente de la Chambre des députés, remporte la victoire à la Chambre des députés (366 sièges sur 630) et obtient

presque la majorité au Sénat (154 sur 315).

AVRIL

6 - **PROCHE-ORIENT** : le mouvement de la résistance islamique Hamas revendique l'attentat à la voiture piégée d'Afoula en Galilée (7 morts et 19 blessés), et, le 15, l'attentat à la bombe d'Hadara (6 morts et 21 blessés).

15 - **GATT** : les ministres du commerce de plus de 120 pays signent à Marrakech (Maroc) l'Acte final du cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

24 - **SALVADOR** : le candidat de la droite, Armando Calderón Fournier, remporte l'élection présidentielle avec 66 % des suffrages exprimés.

et une série de dirigeants politiques concluent au Kremlin un « pacte d'entente civile », qui écarte notamment toute élection présidentielle anticipée avant 1996.

MAI

5 - **YÉMEN** : à la suite de bombardements de l'aviation sud-yéménite à Sanaa, Taëz et Hodeïda, l'Etat d'urgence est décrété par le président (nordiste) Ali Abdullah Saleh.

8 - **FRANCE - GRANDE-BRETAGNE** : le tunnel sous la Manche est inauguré par la reine d'Angleterre, Elizabeth II, et François Mitterrand.

8 - **PANAMA** : les premières élections générales depuis l'intervention militaire des Etats-Unis en décembre 1989 donnent la victoire à Ernesto Pérez Balladères, candidat du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), élu président de la République avec 33,3 % des suffrages.

10 - **AFRIQUE DU SUD** : élu le 9 à la présidence de l'Etat par le Parlement, Nelson Mandela, est investi en présence de quarante-deux chefs d'Etat ou de gouvernement. Le 25, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la levée de l'embargo imposé à l'Afrique du Sud.

10 - **ITALIE** : le gouvernement formé par Silvio Berlusconi compte cinq ministres néofascistes du MSI-Alliance nationale.

10 - **PROCHE-ORIENT** : l'armée israélienne remet les clefs de Jéricho à la nouvelle Autorité palestinienne et évacue, le 17, les dernières positions qu'elle occupait depuis vingt-sept ans dans la ville de Gaza.

16 - **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : le président sortant, Joaquín Balaguer (Parti réformiste social-chrétien, PRSC, au pouvoir), emporte l'élection présidentielle avec 42,57 % des suffrages.

22 - **HAÏTI** : l'embargo total décidé par l'ONU contre les tchakistes est en vigueur.

27 - **RUSSIE** : Alexandre Soljenitsyne, après sa sortie après vingt ans d'exil.

29 - **HONGRIE** : le Parti socialiste hongrois (PSH) présidé par Gyula Horn, ancien réforma-

teur communiste, remporte le deuxième tour des élections législatives avec 54 % des suffrages.

JUIN

1-6 - **CINQUANTENAIRE DU DÉBARQUEMENT** : à l'occasion du cinquantième anniversaire du D-Day, Bill Clinton effectue un voyage en Europe.

12 - **UNION EUROPÉENNE** : l'Autriche ratifie par référendum le traité d'adhésion à l'Union européenne. Aux élections européennes le Parti des socialistes européens (PSE) reste le principal groupe (200 députés et 50 sièges) de la nouvelle Assemblée qui compte 567 députés.

15 - **ISRAËL-VATICAN** : le Saint-Siège et Israël établissent des relations diplomatiques complètes.

22 - **OTAN** : Moscou signe à Bruxelles l'accord-cadre du « partenariat pour la paix », tandis qu'un « relevé de conclusions » précise les relations entre l'OTAN et la Russie.

23 - **AFRIQUE DU SUD** : après une mise à l'écart de vingt ans, Pretoria redevient membre à part entière des Nations unies.

23 - **NIGÉRIA** : l'opposant Moshood Abiola, qui, à la suite de sa victoire à l'élection présidentielle de juin 1993, s'est proclamé, le 11 juin, président et commandant en chef des forces armées, est mis en détention.

25 - **JAPON** : menacé d'une motion de censure, le premier ministre Tsutomu Hata présente la démission de son gouvernement. Le 29, Tomiichi Murayama, président du Parti socialiste, lui succède : c'est le premier socialiste à la tête du gouvernement depuis 1948.

JUILLET

1 - **PROCHE-ORIENT** : Yasser Arafat foule la sol de Gaza, après vingt-sept ans d'exil, avant son installation définitive dans l'enclave autonome le 12.

5 - **YÉMEN** : les courtistes du président Ali Abdullah Saleh s'emparent d'Aden, capitale de Moukalla, mettant fin à l'indépendance du Sud-Yémen, proclamée le 21 mai par l'ex-vice-président sudiste, Ali Salem El Bid.

La guerre civile en Algérie

Parmi les nombreuses actions dues au terrorisme - on compte jusqu'à 1 000 morts par semaine -, il faut relever les assassinats, le 10 mars, à Oran, du dramaturge Abdelkader Aloul, décédé à Paris, le 14 mars, des suites de ses blessures, de Salah Djebelli, recteur de l'université de Bab-Ezzouar, le 31 mai à Alger, de Ferhat Cherif, journaliste, le 7 juin, de Youcef Fathallah, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme, le 18 juin à Alger ; l'assassi-

nat, le 3 août à Alger, de trois généraux et de deux agents consulaires, l'assassinat du chanteur de raï Cheb Hassni le 29 septembre à Oran ; l'attentat à la bombe qui a coûté la vie à cinq jeunes scouts et en a blessé dix-sept

autres, dans un cimetière de Mostaganem où ils participaient aux cérémonies du 40^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale ; l'assaut des forces de l'ordre, le 2 novembre, contre un

commando islamiste en plein centre d'Alger ; l'assassinat, le 3 décembre du journaliste Said Mekbel, portant à 78 le nombre d'étrangers tués en Algérie depuis septembre 1993, dont 26 Français.

sentants du FIS, approuve un document en sept points qui marque un premier pas vers le dialogue.

JANVIER

31 - Après la défection d'Abdelaziz Bouteflika, la Conférence nationale « de consensus » propose le général Liamina Zérouel, ministre de la défense, comme candidat unique au poste de chef de l'Etat. Ce dernier, tout en restant ministre de la défense, prête serment, ce qui met fin au mandat du Haut Comité d'Etat (HCE).

FÉVRIER

22 - Le général Zérouel annonce la mise en liberté de deux responsables de l'ex-FIS (Front islamique du salut) : Ali Djeddi et Abdelkader Bouhamkhem.

26 - Au cours d'un accrochage avec les forces de l'ordre, le chef du Groupe islamique armé (GIA), Mourad Si Ahmad, dit « Djezzar El Afghani », trouve la mort.

MARS

22 - Une marche contre le terrorisme islamiste organisée à l'initiative des associations de femmes rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes à Alger.

AVRIL

11 - Siï Mokdad succède à la tête du gouvernement à Radha Malek, écarté par le président Zérouel et l'armée en raison de son hostilité au dialogue avec les héritiers du FIS.

JUIN

1^{er} - Le Club de Paris accorde à l'Algérie un réajustement de sa dette extérieure, estimée à 145 milliards de francs.

7 - Le gouvernement instaure officiellement une censure nationale sur la presse.

29 - Deux bombes explosent sur le passage de la « marche pour la démocratie » organisée par le Mouvement pour la République pour exiger la lumière sur l'assassinat, en juin 1993, du président Mohamed Boudiaf (1 mort et 63 blessés).

AOÛT

3 - L'assassinat de cinq Français à Alger, le 3, revendiqué par le Groupe islamique armé (GIA), déclenche, le 4, la 18^e et le 22, une vague d'interpellation en France dans les milieux islamistes : vingt-six sympathisants au total sont assignés à résidence à Folembrey (Alsace).

21 - le dialogue national entre le pouvoir et l'opposition est relancé : le président Zérouel incite les partis à rencontrer les chefs du FIS, Abassi Medani et Ali Benhadj, emprisonnés depuis 1991.

28 - Le GIA annonce la formation d'un gouvernement « de califat », affirmant qu'« il n'y aura ni dialogue, ni trêve, ni réconciliation avec le pouvoir ».

27 - Les autorités marocaines rétablissent les visas d'entrée pour tous les ressortissants algériens ou d'origine algérienne, après l'assassinat de deux touristes espagnols à Mar-



La marche du 22 mars dans les rues d'Alger à l'initiative des associations de femmes.

rakech (Maroc) (le 24) et l'arrestation à Fès (dans la nuit du 25 au 26) de deux membres d'un « groupe armé ».

31 - En France, le ministre de l'Intérieur expulse vingt des vingt-six assignés à résidence de Folembrey vers le Burkina-Faso. Le même jour, la France décide de centraliser à Nantes la délivrance de visas d'entrée en France pour les Algériens.

SEPTEMBRE

13 - La présidence algérienne annonce la mise en résidence

surveillée d'Abass Madani et d'Ali Benhadj, et la libération de trois autres dirigeants de l'ex-FIS.

25 - Le célèbre chanteur kabyle Metoub Lounes est enlevé : la branche dure du Mouvement culturel berbère (MCB) menace de « guerre totale » les auteurs du rapt. Il est libéré le 10 octobre.

OCTOBRE

12 - Cinq attentats à la voiture piégée commis à Alger sont revendiqués par le GIA le 17.

31 - Après avoir fait le constat, le 28, de l'échec de sa politique de « dialogue », le président Zérouel, dans un message à la nation, annonce l'organisation d'une élection présidentielle « avant fin 1995 ».

NOVEMBRE

21-22 - Critiqué par les autorités algériennes, qui ont refusé d'y participer, le « colloque pour l'Algérie » organisé à Rome par la communauté catholique Sant'Egidio, réunissant l'opposition algérienne et des repré-

DÉCEMBRE

7 - Un commando islamiste mitraille l'entrée d'un lycée à Boufarik, tuant une adolescente.

20 - En France, deux décrets perus au Journal officiel durcissent les conditions d'accueil et de séjour des Algériens.

24-30 - Un commando du Groupe islamique armé (GIA) s'empare, sur l'aéroport d'Alger, d'un Airbus d'Air France ayant à son bord 239 personnes. Après la libération de 63 passagers, un policier algérien et un attaché commercial de l'ambassade du Vietnam sont exécutés le 24, puis Yannick Beugnot, cuisinier de l'ambassade de France, le 25. Le 26, les autorités algériennes acceptent que l'avion s'envole à destination de l'aéroport de Marseille-Mérignac où, après plusieurs heures de négociation, la GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) donne l'assaut, tuent les quatre membres du commando et libèrent les otages. En représailles, quatre Français - trois Français et un Belge - sont assassinés, le 27, à Tizi-Ouzou (Kabylie). L'attentat est revendiqué le 28 par le GIA, portant à 78 le nombre d'étrangers tués depuis septembre 1993, dont 26 Français. Le 30, l'AIS (l'Armée islamique du salut), la branche militaire de l'ex-FIS, affirme que « la guerre contre la France est devenue un devoir légal ».

INTERNATIONAL

31. - **HAÏTI** : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 940 autorisant une intervention militaire en Haïti, sous commandement des États-Unis, pour chasser les putschistes du pouvoir. Le président provisoire Emile Jannet démissionne de son poste.

AOÛT

3. - **BANGLADESH** : condamné à mort par des islamistes le 24 septembre 1993 pour blasphème contre l'islam, et vivant dans le clandestinité depuis le 4 juin, l'écrivain Taslima Nasreen comparait devant la Haute Cour de Dacca. Mise en liberté sous caution, elle quitte son pays pour la Suède, le 10.

8. - **PROCHE-ORIENT** : le prince héritier Hassan de Jordanie et le premier ministre israélien ont, en présence du secrétaire d'État américain, Warren Christopher, le poste frontière d'Akaba.

5. - **CUBA** : deux policiers sont tués et des manifestants blessés lors de la répression d'une manifestation à La Havane. Le 18, devant l'afflux croissant des boat people (balseros), la Meisoo Blanca, modifiant un texte de 1966, annonce que les réfugiés cubains sans visa seront placés dans des centres de détention, notamment à Guantanamo, la base américaine de Cuba.

13. - **CORÉE DU NORD** : réunis à Genève depuis le 5 août, Américains et Coréens du Nord parviennent, dans la nuit du 12 au 13, à un accord sur la « normalisation complète de leurs relations économiques et politiques ».

14. - **GUATEMALA** : lors des élections législatives, le Front républicain guatémaltèque (FRG, droite) d'Efraín Ríos Montt - qui a dirigé le pays entre 1982 et 1983 - obtient 32,5 % des voix.

16. - **SRI LANKA** : après dix-sept ans d'opposition, le Parti de la liberté (SLFP, gauche), dirigé par Chandrika Kumaratunga, remporte les élections législatives, obtenant 113 des 225 sièges à pourvoir.

21. - **MEXIQUE** : lors de l'élection présidentielle, Ernesto Zedillo, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, à pourvoir depuis 1929), l'emporte avec 50,03 % des suffrages.

31. - **RUSSIE-ALLEMAGNE-PAYS-BAS** : les derniers soldats russes encore stationnés en Allemagne quittent Berlin après quarante-neuf ans d'occupation. Le même jour, les derniers soldats russes stationnés dans les pays baltes quittent l'Estonie et la Lettonie.

31. - **IRLANDE DU NORD** : après vingt-cinq ans de conflit, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) annonce une « complète cessation de la violence », sans limitation de durée.

SEPTEMBRE

1. - **EUROPE** : les parlementaires de l'Union chrétienne au pouvoir à Bonn (CDU et CSU) proposent que les pays signataires du traité de Rome, à l'exception notable de l'Italie, constituent le « noyau dur » de l'Europe, « à géométrie variable », pour faciliter l'entrée de nouveaux membres.

5-13. - **POPULATION ET DÉVELOPPEMENT** : 182 pays sur 191 invités participent au Caire à la Conférence des Nations unies sur la population et le développement.

8. - **ALLEMAGNE** : les troupes occidentales (États-Unis, France, Grande-Bretagne) quittent Berlin qu'elles occupaient depuis juillet 1945.

9. - **CUBA - ÉTATS-UNIS** : à l'issue de négociations ouvertes à Washington le 1^{er} septembre, les États-Unis s'engagent à accepter un minimum de 20 000 Cubains par an. L'embargo contre Cuba est néanmoins maintenu.

12. - **QUÉBEC** : le Parti québécois (indépendantiste) de Jacques Parizeau remporte, pour la troisième fois de son histoire, les élections provinciales, obtenant 77 des 125 sièges de l'Assemblée nationale et 44,7 % des suffrages contre 44,3 % (47 députés) au Parti libéral au pouvoir depuis 1985.

17. - **HAÏTI** : Bill Clinton - qui avait exigé le 15 que la junte quitte le pouvoir - dépêche in extremis à Port-au-Prince une délégation dirigée par l'ancien président Jimmy Carter. Dans la nuit du 18 au 19, la mission parvient à un accord prévoyant la démission de la junte au plus tard le 15 octobre, le retour du président Aristide dès cette date et l'arrivée, le 19, des troupes américaines de l'opération « Soutien à l'espoir ».

Le 29, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 944 levant les sanctions économiques adoptées en mai contre Haïti.

18. - **SUÈDE** : à l'issue des élections législatives, le Parti social-démocrate, après trois ans passés dans l'opposition, revient au pouvoir en obtenant 45,4 % des voix.

28. - **NAUFRAGE** : dans la nuit du 27 au 28, le transbordeur *Estonia* reliant Tallinn à Stockholm fait naufrage au large de l'île finlandaise d'Utö, dans la mer Baltique, entraînant le mort de plus de 900 personnes.

30. - **BURUNDI** : Sylvestre Ntibunguaya, qui assurait l'intérim de la présidence, est élu président par l'Assemblée nationale.

OCTOBRE

1. - **SLOVAQUIE** : à l'issue des premières élections législatives depuis l'indépendance du pays en janvier 1993, le Mouve-

ment pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de Vladimir Meciar, écarté du pouvoir six mois auparavant, obtient 34,96 % des voix (61 sièges sur 150).

3. - **BRÉSIL** : le candidat social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso, remporte dès le premier tour l'élection présidentielle avec 54,3 % des suffrages.

5. - **SECTE** : cinquante-trois membres de l'ordre du Temple solaire sont retrouvés carbonisés dans les ruines de maisons incendiées en Suisse (quarante-huit) et au Canada (cinq), dont le chef de la secte, Luc Jouret.

9. - **AUTRICHE** : aux élections législatives, les deux grands partis de la coalition sortante (sociaux-démocrates et conservateurs) conservent la majorité absolue (62,9 % des voix et 118 sièges sur 183) mais pas celle des deux tiers des sièges nécessaires au vote des lois constitutionnelles. Les élections sont marquées par une forte poussée de la droite nationaliste et xénophobe représentée par le Parti libéral (FPÖ) de Jörg Haider qui recueille 22 % des suffrages (42 sièges).

10. - **HAÏTI** : le général Raoul Cédras démissionne de ses fonctions de commandant en chef de l'armée. Le 13, les généraux Cédras et Biamby arrivent en exil au Panama.

10. - **PRIX NOBEL** : médecine : Alfred Gilman et Martin Rodbell (États-Unis). II : économie : John C. Hersanyi et John F. Nash (États-Unis) et Reinhard Selten (Allemagne). 12 : chimie : George A. Olah (États-Unis) ; physique : Berttram N. Brockhouse (Canada) et Clifford G. Shull (États-Unis). 13 : littérature : Kenzaburo Oe (Japon). 14 : le Nobel de la paix récompense Itzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat, la désignation de ce dernier provoque la démission de l'un des cinq « sages » du jury.

11. - **PROCHE-ORIENT** : le Hamas revendique l'enlèvement, le 9, près de Tel-Aviv, d'un caporal israélien et exige la libération d'environ 200 prisonniers palestiniens. Le gouvernement israélien suspend les négociations sur l'autonomie. L'otage est tué le 14 par ses ravisseurs lors de l'assaut de l'armée israélienne à Bir-Nabal (Cisjordanie) qui fait cinq autres victimes. Le 19, un attentat à la bombe, revendiqué par Hamas, fait 22 morts et 48 blessés à Tel-Aviv. Le 26, Bill Clinton assiste à Arava à la signature du traité de paix entre la Jordanie et Israël en présence du roi Hussein, du président israélien Ezer Weizman, d'Itzhak Rabin et de Shimon Peres. Le 27, il effectue en Syrie la première visite d'un président américain depuis vingt ans. Le même jour, devant la Knesset, il s'engage à maintenir les « niveaux actuels de l'assistance économique et militaire » des États-Unis à Israël.

22. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 913, qui exige le retrait des forces serbes et de leurs armes de Gorazde. L'OTAN somme les Serbes de retirer leurs armes lourdes de 20 kilomètres de la ville et d'accepter l'entrée de la FORPRONU dans la ville avant le 27 avril. Les Serbes obtempèrent.

21. - Après une guerre inter-musulmane d'un an, les troupes bosniaques s'emparent, dans la nuit du 20 au 21, de l'enclave sécessionniste de Bihać dirigée par Fikret Abdic, qui avait proclamé en septembre 1993 « la province autonome de Bosnie occidentale ».

27-28. - Per référendum, les Serbes de Bosnie se prononcent à 98,13 % contre le plan de paix international des pays du « groupe de contact ».

23. - Le Parlement désigne le nouveau gouvernement de la Bosnie et de la Fédération croato-musulmane, qui comprend dix ministres musulmans.

15. - Le général Bertrand Guilleme de Seville de Lapresle succède au général Jean Cot à la tête de la FORPRONU.

18. - Les Croates et les Musulmans signent à Vienne un accord prévoyant la création d'une confédération croato-musulmane.

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

Horreur au Rwanda

AVRIL

6. - Le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, tous deux appartenant à l'ethnie hutu, sont tués, leur avion étant abattu au-dessus de l'aéroport de Kigali, la capitale du Rwanda. Cet attentat déclenche des massacres et la guerre civile entre les Forces armées rwandaises (FAR, hutu) et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, tutsi), les Tutsis minoritaires représentant 14 % de la population au Rwanda, les Hutus, 85 %.

7. - Dix « casques bleus » baïes de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (MINUAR) ainsi que le premier ministre Agathe Uwilingiyimana sont massacrés par la garde présidentielle (hutu).

MAI

6. - Les Forces du FPR, qui ont conquis partiellement le nord et l'est du pays, progressent vers Gitega, à 40 kilomètres au sud-ouest de Kigali, où le gouvernement intérimaire s'est réfugié. L'intensification des combats à Kigali provoque l'exode massif des Hutus.

15. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, dans la nuit du 16 au 17, la résolution 917 autorisant le déploiement de 5 500 « casques bleus » au Rwanda, avec l'interdiction de recourir à la force.

JUN

15. - Alain Juppé déclare que la France est « prête » à intervenir au Rwanda avec ses principaux partenaires africains et européens. Cette proposition, rejetée par le FPR, est finalement acceptée par Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU.

22. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 929, autorisant la France et les autres pays qui pourraient participer à utiliser la force pour la mise en place d'une opération humanitaire au Rwanda.

23. - Les premiers éléments de l'opération « Turquoise » (2 500 militaires français mobilisés pendant deux mois) pénètrent au Rwanda en provenance du Zaïre, où la France établit deux bases arrière, à Bukavu et Goma.

JUILLET

4. - Le FPR pénètre dans Kigali, tenu par les troupes gouvernementales, les FAR, qui se replient vers Gitarama, Libuyé et Gisenyi.

5. - Alors que le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) évalue à un million le nombre de morts depuis le 6 avril, la France crée une « zone humanitaire sûre » (ZHS) dans le sud-ouest du pays, où deux millions de Rwandais se réfugient, d'autres fuient au Zaïre.

17. - Après la prise de Gisenyi, dernier bastion des forces gouvernementales, le FPR nomme Pasteur Bizimungu, un Hutu modéré, à la présidence de la République.

20. - Devant l'ampleur du génocide et de l'épidémie de



L'exode vers Goma au Zaïre débute le 5 juillet.

choléra qui sévit dans les camps et cause la mort d'environ 50 000 personnes, le Haut-Commissariat aux réfugiés ouvre un pont aérien vers Goma.

24. - Les États-Unis parachutent plusieurs tonnes de vivres sur le camp de Katana et déploient, le 31, un contingent de 3 000 hommes à Kigali.

31. - En visite à Goma et à Cyangugu, Edouard Balladur n'exclut pas une prolongation de l'opération « Turquoise » au-delà du 22 août, date officielle de son expiration.

AOÛT

21. - Les derniers soldats français de l'opération « Turquoise » quittent le pays conformément à la résolution 929 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les « casques bleus » africains prennent la relève des Français.

30. - Les derniers soldats de l'opération « Turquoise » (250 militaires) quittent leur base de Goma, dans l'est du Zaïre.

NOVEMBRE

8. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 955 instituant un tribunal international chargé de poursuivre, juger et condamner les responsables du génocide au Rwanda.

DÉCEMBRE

5. - Alors qu'un rapport établi par des juristes africains réalisé pour les Nations unies affirme que la génocide des Tutsis au Rwanda a été planifié six mois à l'avance par l'ancien régime du président

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

JANVIER

4. - En désaccord avec la politique des Nations unies en ex-Yougoslavie, le général belge Francis Biquard, commandant des « casques bleus » pour la Bosnie-Herzégovine, demande son rapatriement anticipé. Il est remplacé par le général britannique Michael Rose.

10. - Pour avoir critiqué le dispositif onusien, le général Jean Cot, commandant de la Force de protection des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie (FORPRONU), est relevé de ses fonctions avant la fin normale de son mandat.

FÉVRIER

5. - 88 personnes sont tuées et 200 autres blessées par un obus de mortier tiré contre un marché de Srebrenica.

9. - Les menaces de frappes aériennes, l'OTAN lance un ultimatum aux Serbes de Bosnie leur enjoignant de retirer avant le 21 février leurs armes lourdes dans un rayon de 20 kilomètres du centre de Srebrenica ou de les placer sous le contrôle de la FORPRONU.

21. - Prendent acte de la remise

de 225 pièces d'artillerie sous le contrôle de la FORPRONU et du retrait d'une quantité identique d'armes lourdes serbes, l'OTAN et l'ONU annoncent qu'il n'y aura pas, « à ce stade, de frappes aériennes », mais que l'ultimatum reste exécutoire.

28. - Deux avions américains abattent quatre appareils serbes qui survolaient la Bosnie, en violation de la zone d'exclusion délimitée par l'ONU en octobre 1992.

MARS

15. - Le général Bertrand Guilleme de Seville de Lapresle succède au général Jean Cot à la tête de la FORPRONU.

18. - Les Croates et les Musulmans signent à Vienne un accord prévoyant la création d'une confédération croato-musulmane.

AVRIL

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

22. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 913, qui exige le retrait des forces serbes et de leurs armes de Gorazde. L'OTAN somme les Serbes de retirer leurs armes lourdes de 20 kilomètres de la ville et d'accepter l'entrée de la FORPRONU dans la ville avant le 27 avril. Les Serbes obtempèrent.

21. - Après une guerre inter-musulmane d'un an, les troupes bosniaques s'emparent, dans la nuit du 20 au 21, de l'enclave sécessionniste de Bihać dirigée par Fikret Abdic, qui avait proclamé en septembre 1993 « la province autonome de Bosnie occidentale ».

27-28. - Per référendum, les Serbes de Bosnie se prononcent à 98,13 % contre le plan de paix international des pays du « groupe de contact ».

23. - Le Parlement désigne le nouveau gouvernement de la Bosnie et de la Fédération croato-musulmane, qui comprend dix ministres musulmans.

15. - Le général Bertrand Guilleme de Seville de Lapresle succède au général Jean Cot à la tête de la FORPRONU.

18. - Les Croates et les Musulmans signent à Vienne un accord prévoyant la création d'une confédération croato-musulmane.

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

AOÛT

4. - Belgrade rompt ses « relations politiques et économiques » avec la « République serbe » (gouvernement de Bosnie) après le rejet par les dirigeants de Pale du plan de paix international qu'elle entendent soumettre à référendum.

21. - Après une guerre inter-musulmane d'un an, les troupes bosniaques s'emparent, dans la nuit du 20 au 21, de l'enclave sécessionniste de Bihać dirigée par Fikret Abdic, qui avait proclamé en septembre 1993 « la province autonome de Bosnie occidentale ».

27-28. - Per référendum, les Serbes de Bosnie se prononcent à 98,13 % contre le plan de paix international des pays du « groupe de contact ».

23. - Le Parlement désigne le nouveau gouvernement de la Bosnie et de la Fédération croato-musulmane, qui comprend dix ministres musulmans.

15. - Le général Bertrand Guilleme de Seville de Lapresle succède au général Jean Cot à la tête de la FORPRONU.

18. - Les Croates et les Musulmans signent à Vienne un accord prévoyant la création d'une confédération croato-musulmane.

10. - Deux F-16 américains de l'OTAN attaquent des positions serbes à Gorazde, enclaves musulmanes déclarées « zone protégée » en juin 1993.

17. - Les chars serbes entrent à Gorazde.

allègent les sanctions économiques imposées à Belgrade depuis deux ans.

OCTOBRE

28. - Les forces bosniaques lancent des offensives dans plusieurs régions et infligent un premier revers majeur aux Serbes dans l'enclave musulmane de Bihać, « zone protégée » de l'ONU depuis juin 1993.

NOVEMBRE

9. - Les séparatistes serbes passent à l'attaque dans la région de Bihać.

11. - Le Melsion Blanche annonce que les États-Unis ne participeront plus, à compter du 13, au contrôle de l'armement sur les armes à destination de la Bosnie.

18. - Pour la première fois l'aviation serbe de Croatie utilise des bombes au napalm contre les populations civiles de Bihać.

19. - Avec l'assentiment du président croate, Franjo Tudjman, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité la résolution 958 autorisant les avions de l'OTAN à lancer des frappes sur le territoire de la Croatie.

21. - Une trentaine d'avions de l'OTAN bombardent la base serbe d'Ubudin, en Croatie, d'où partent les attaques serbes. Poursuivent leur offensive sur Bihać, les Serbes bosniaques bloquent tous les mouvements des « casques bleus » sur les territoires qu'ils contrôlent, tenant en otage 400 d'entre eux.

26. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une « déclaration présidentielle » condamnant « avec la plus grande énergie » les violations de la « zone de sécurité » de Bihać.

DÉCEMBRE

2. - Le « groupe de contact » propose aux Serbes de Bosnie de former une confédération avec la République de Serbie.

5. - Le président bosniaque Alije Izetbegovic dénonce « la honte de l'Occident qui marque la fin du siècle ».

15. - Redovan Karadzic, chef des Serbes bosniaques, présente un « plan de paix » en six points et sollicite la médiation de l'ancien président américain Jimmy Carter qui se rend à Pale et obtient la signature d'un cessez-le-feu qui entre en vigueur le 24 décembre.

L'ANNÉE 1994 DANS LE MONDE

INTERNATIONAL

13. - IRLANDE DU NORD : le commandement militaire loyaliste regroupant les Forces des volontaires de l'Ulster (UVF) et les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), annonce une « suspension de toutes leurs opérations » à partir du 14 octobre. Le 21, John Major, effectue une visite historique à Belfast.

15. - HAÏTI : après trois ans d'exil, le président Jean-Bertrand Aristide revient à Port-au-Prince.

16. - ALLEMAGNE : lors des élections législatives, la coalition entre chrétiens-démocrates (CDU-CSU) et libéraux (FDP) dirigée depuis 1982 par Helmut Kohl, obtient la majorité au Bundestag avec 48,4 % des voix (337 sièges), contre 36,4 % au Parti social-démocrate (SPD, 252 sièges).

16. - FINLANDE : lors d'un référendum, 56,9 % des électeurs se prononcent en faveur de l'adhésion à l'Union européenne (UE).

21. - Les États-Unis et la Corée du Nord : signent un accord à Genève sur la restructuration du programme nucléaire de Pyongyang.

27-28. - MOZAMBIQUE : après seize ans de guerre, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) s'affrontent lors des premières élections libres. Le chef de l'Etat sortant, Joaquim Chissano, est réélu avec 53,3 % des voix contre 33,7 % à Afonso Dhlakama, chef de la RENAMO. Mais le FRELIMO, au pouvoir depuis plus de vingt ans, n'obtient que 44,3 % des suffrages contre 37,7 % à la RENAMO aux élections législatives.

NOVEMBRE

1^{er}. - CAMBODGE : le premier ministre Hun Sen confirme que trois otages occidentaux (un Français, un Britannique et un Australien), enlevés le 26 juillet par les Khmers rouges à Kampot, ont été tués par leurs ravisseurs aux alentours du 27 septembre.

6. - ALBANIE : 53,8 % des électeurs votent « non » lors du référendum sur le projet de Constitution.

8. - ÉTATS-UNIS : pour la première fois depuis quarante ans, les élections du mi-mandat (midterm) donnent au Parti républicain la majorité à la Chambre des représentants, avec 230 sièges contre 204 aux démocrates qui perdent également la majorité au Sénat, avec 47 sièges contre 53 aux républicains.

8-9. - SOMMET FRANCO-AFRICAÏN : inaugurant le 18^e sommet franco-africain à Biarritz - le dernier auquel il participe - François Mitterrand affirme que la France doit « refuser de réduire son ambition africaine ». L'éventualité de la création d'une force interafricaine de prévention des conflits est débattue.

9. - SRI-LANKA : le premier ministre, Chandra Kumaratunga, remporte l'élection présidentielle avec environ 60 % des voix face à son principal adversaire, le leader du Parti national uni (UNP), Srima Dissanayake.

10. - IRAK-KOÛÛÛÛ : en présence du ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, le Parlement irakien, puis le Conseil de commandement de la révolution (CCR), présidé par Saddam Hussein, reconnaissent l'indépendance du Koweït. Le 14, le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'inspiration des États-Unis, reconduit les sanctions économiques imposées à l'Irak depuis quatre ans.

10. - PROCÈS-ORIENT : le roi Hussein de Jordanie est le deuxième chef d'État arabe, après le président égyptien Anouar El Sadate en novembre 1977, à fouler officiellement le sol d'Israël. Les deux pays établissent des relations diplomatiques le 27. Le 18, devant la mosquée palestinienne ripostent aux jets de pierres de manifestants en tirant sur la foule (14 morts et au moins 200 blessés).

12. - ITALIE : plus d'un million de personnes manifestent à Rome contre Silvio Berlusconi. Le 20, lors des élections municipales, la « Cavaliere » essuie une défaite cuisante, son mouvement, Forza Italia, s'effondrant à 8 %, contre 30 % lors des européennes de juin. Le 22, une enquête est ouverte contre lui à propos d'une affaire de corruption d'agents de la brigade financière.

13. - SUÈDE : consultés par

référendum, 52,2 % des électeurs approuvent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (UE).

15. - ALLEMAGNE : pour la cinquième fois consécutive, Helmut Kohl est réélu chancelier d'Allemagne, par 338 des 672 députés du Bundestag.

16. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : les travaillistes annoncent leur départ du gouvernement. Le 17, le premier ministre, Albert Reynolds, présente sa démission. Le 19, Bertie Ahern lui succède à la tête du Fianna Fail.

20. - ANGOLA : le gouvernement de Luanda et l'Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (UNITA) signent à Lusaka (Zambie) un accord de paix destiné à mettre un terme à dix-neuf ans de guerre civile. Un cessez-le-feu est proclamé le 22.

27. - URUGUAY : chef de l'Etat uruguayen de 1985 à 1990, Julio María Sanguinetti, candidat du Parti colorado (libéral) remporte l'élection présidentielle avec 31,36 % des voix.

27-28. - NORVÈGE : consultés par référendum, 52,2 % des Norvégiens refusent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (UE).

DÉCEMBRE

1^{er}. - GATT : après la Chambre des représentants le 29 novembre, le Sénat américain ratifie les accords de Marrakech sur le GATT. Le 14, le Parlement européen ratifie les accords du GATT transformés à partir du 1^{er} janvier 1995 en OMC (Organisation mondiale du commerce).

5 et 6. - CSCE : le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tient à Budapest, confirme les divergences au sein du camp occidental et entre les États-Unis et la Russie. Le projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Est se heurte au veto de Boris Eltsine. Le feu vert est donné à la mise en place d'une force multinationale de maintien de la paix de la CSCE au Haut-Karabagh.

6. - ITALIE : le magistrat milanais Antonio Di Pietro, figure de proue de la lutte anticorruption, présente sa démission pour des raisons politiques. Le même jour, Bettino Craxi (l'ancien président du conseil socialiste, entre 1983 et 1987), est condamné par contumace à cinq ans et six mois de prison pour corruption. Le 13, le président du conseil, Silvio Berlusconi, est interrogé pendant sept heures par les juges milanais sur une éventuelle tentative de corruption d'agents de la brigade financière.

7 et 8. - NAMIBIE : à l'issue des premières élections libres depuis l'indépendance proclamée le 21 mars 1990, le président sortant, Sam Nujoma, est réélu avec 76,3 % des suffrages. Son parti, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) enlève 53 des 72 sièges du Parlement.

8. - TURQUIE : accusés de « séparatisme », cinq ex-députés d'origine kurde sont condamnés à quinze ans de prison pour « assis-

tance à un groupe armé ». Trois autres sont remis en liberté en attendant la décision de la cour d'appel.

9. - IRLANDE : les pourparlers officiels, les premiers depuis vingt-cinq ans, entre les autorités britanniques et le Sinn Féin, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), s'ouvrent à Belfast. Ils s'achèvent le 19, sans progrès notables sur le problème du désarmement de l'IRA.

9 et 10. - CONSEIL EUROPÉEN : les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent à Essen (Allemagne) en présence, pour la première fois, de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche, qui seront membres à part entière de l'Union le 1^{er} janvier 1995.

10 et 11. - SOMMET DES AMÉRIQUES : à l'initiative des États-Unis, Miami (Floride) accueille le premier sommet des Amériques, d'où est absent Fidel Castro. Les trente-quatre pays participants s'accordent sur la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), représentant un marché de 850 millions de consommateurs, le plus vaste du monde.

11. - RUSSIE-TCHÉCOSLOVAQUIE : pour mater les sécessionnistes tchétchènes, les forces russes franchissent la frontière de cette République musulmane, membre de la Fédération de Russie, qui a déclaré son indépendance en novembre 1991. La population fait bloc derrière son président Djokhar Doudaev, fortement contesté auparavant.

13-15. - OCI : les travaux du septième sommet de la Conférence de l'Organisation islamique de Casablanca (Maroc) sont consacrés à la situation en Bosnie et à l'établissement d'un « code de conduite » afin de lutter contre l'extrémisme religieux.

15. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : après plus d'un mois de crise politique, un gouvernement de coalition de centre gauche regroupe le Fine Gael de John Bruton, le Parti travailliste de Dick Spring et le Parti de la gauche démocratique (socialiste) de Proinsias De Rosa.

17. - AMÉRIQUE DU SUD : les présidents de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay signent à Ouro-Preto (Brésil) l'accord donnant naissance, le 1^{er} janvier 1995, à la première zone de libre-échange de l'Amérique du Sud (Mercosur).

18. - BULGARIE : le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) de Jan Videovov remporte les élections législatives avec 43,5 %.

19. - GATT : les négociations à Genève pour l'entrée de la Chine au GATT et sa participation au lancement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) échouent.

22. - ITALIE : après une semaine de crise, le président du conseil, Silvio Berlusconi, présente sa démission au président de la République, Oscar Luigi Scalfaro.

FRANCE

JANVIER

5. - BANQUE DE FRANCE : la loi qui rend la Banque de France indépendante par rapport au gouvernement dans la mise en œuvre de la politique monétaire entre en vigueur.

7. - TÉLÉVISION : Raphaël Hadas-Lebel est nommé directeur général de France 2 et Xavier Gouyon Beauchamps directeur général de France 3.

10. - PRESSE : parution du nouveau quotidien *InfoMatin*.

16. - LOI FALLOUX : une manifestation pour la défense de l'école publique rassemble à Paris 260 000 personnes protestant contre l'adoption par le Sénat, le 15 décembre 1993, d'une proposition de loi de Bruno Boncompagni, député RPR de la Marne, modifiant l'article 69 de la loi Falloux du 15 juin 1850 dans le but d'autoriser les collectivités locales à financer librement les investissements des établissements privés sous contrat.

23. - PARTI RADICAL : André Rossi est élu président du Parti radical.

25-28. - PCF : au terme du 28^e congrès du Parti communiste français à Saint-Ouen, Robert Hue, élu secrétaire national, succède à Georges Marchais.

30. - RELANCE : Edouard Balladur annonce une série de mesures pour relancer la consommation, dont une prime de 5 000 francs pour la vente de toute voiture de plus de dix ans en cas d'achat d'un véhicule neuf.

FÉVRIER

2. - JUSTICE : polémique après la condamnation à dix-huit ans de réclusion criminelle d'Omar Haddad, pour le meurtre de Ghislaine Marchal, à Mougins en 1991.

3-10. - PRIVATISATION : la privatisation d'Elf Aquitaine rapporte 33 milliards de francs pour l'Etat : 3 096 actionnaires y souscrivent.

4. - PÊCHE : des affrontements entre pêcheurs et forces de l'ordre font 61 blessés à Rennes, où un incendie détruit le Parlement de Bretagne.

11. - PRESSE : Jacques Lesourne, directeur et gérant du *Monde* depuis le 1^{er} février 1991, présente sa démission.

16. - TÉLÉVISION : André Ronssselet, opposé au « pacte d'actionnaires » permettant à Havas et à la Compagnie générale des eaux de prendre le contrôle de 48,7 % du capital de Canal Plus, se démet de la présidence de la chaîne cryptée et publiée dans le *Monde* un point de vue intitulé « Edouard m'a tué ».

22. - NUCLEAIRE : le gouvernement annonce le redémarrage progressif du surgénérateur Superphénix.

24. - EMPLOI-JEUNES : deux décrets parus au *Journal officiel* en application de la loi quin-

quennale sur l'emploi instituent un contrat d'insertion professionnelle (CIP), qui prévoit pour les jeunes le versement d'un salaire correspondant à 80 % du SMIC.

28. - CINÉMA : *Smoking/No Smoking* d'Alain Resnais reçoit cinq trophées aux Césars 1994.

MARS

1^{er}. - CODE PÉNAL : le nouveau code pénal entre en vigueur.

3. - EMPLOI-JEUNES : 10 000 étudiants et lycéens manifestent à Paris contre le CIP (contrat d'insertion professionnelle).

4. - PRESSE : Jean-Marie Colombani est élu directeur-gérant du *Monde*, qui crée le premier poste de médiateur dans la presse française, confié à André Laurens.

9. - PRIVATISATION : le gouvernement arrête la liste des entreprises qui devront être privatisées avant la fin de 1994 : l'UAP, les AGF, Bull.

16. - BUDGET : en 1993, le déficit budgétaire a atteint 315,7 milliards de francs, soit 4,4 % du produit intérieur brut (PIB).

17. - MANIFESTATION : la première manifestation syndicale unitaire depuis trente ans se caractérise par une forte mobilisation - 30 000 à 50 000 manifestants à Paris contre le CIP - et par les violences de « casseurs ».

20. - ÉLECTIONS : premier tour des élections cantonales : sur 10 707 547 suffrages exprimés (39,64 % d'abstention), les partis de la majorité parlementaire recueillent 44,50 %, dont 15,50 % pour le RPR, 16,15 % pour l'UDF. Le Parti socialiste obtient 22,68 %. La gauche totalise 40,60 %.

21. - CINÉMA : le film de Steve Spielberg *la Liste de Schindler* est récompensé, à Los Angeles, par sept Oscars ; la *Leçon de piano* de Jane Campion en reçoit trois.

24. - BANQUE : le Crédit lyonnais fait état d'une perte nette de 6,9 milliards de francs pour 1993.

27. - ÉLECTIONS : au second tour des élections cantonales, 1 372 cantons restent à pourvoir dont 1 336 en métropole. Les résultats sont marqués par les progrès de la gauche : le PS (532 élus) ne perd qu'un département, la Creuse, et enlève à la droite la Dordogne, la Gironde et la Réunion. L'UDF s'affaiblit par rapport au RPR en passant de 515 à 446 sièges, tandis que le RPR gagne 10 sièges (372 à 382). Le PC ne perd que 8 sièges : 145 élus (153 sortants). Avec 34 élus, les radicaux de gauche perdent 7 cantons. Les « divers gauche » passent de 109 à 139 sièges. Le Front national a 3 élus au lieu de 2. Les écologistes ont 7 sièges (au lieu de 3).

30. - EMPLOI-JEUNES : après plusieurs journées nationales d'action des lycéens et des

étudiants, Edouard Balladur remplace le CIP par un dispositif d'aide de l'Etat aux entreprises embauchant des jeunes.

AVRIL

1^{er}. - ÉLECTIONS : les conseils généraux, renouvelés les 20 et 27 mars, procèdent à l'élection de leurs présidents. Sur les 95 conseils généraux de métropole, l'UDF en détiend 43 contre 45 précédemment ; le RPR, hors Paris, 28 au lieu de 26 ; le PC 13 contre 12. Le RPR prend à l'UDF les Yvelines, la Loire-Atlantique et le Loiret. L'UDF enlève au RPR la présidence de la Loire. La gauche, qui conserve la Gironde et la Nièvre, conquiert la Dordogne et la Réunion. L'UDF reprend Saint-Pierre-et-Miquelon au PS.

1^{er}. - VOIE : le Néo-Zélandais Peter Blake bat le record du tour du monde à la voile.

11. - AIR FRANCE : les salariés d'Air France approuvent par référendum le plan de redressement de la compagnie.

19. - ÉDUCATION : le rapport de Jean-Marie Schiffré, député UDF de Meurthe-et-Moselle, établit que 7 % des lycées et les collèges sont non conformes aux normes de sécurité.

20. - DÉFENSE : le projet de loi de programmation militaire prévoit, entre 1995 et l'an 2000, 613 milliards de francs pour l'équipement des armées.

20. - TOUVIER : Paul Touvier, premier Français jugé pour « complicité de crime contre l'humanité », ancien chef du deuxième service de renseignement de la Milice lyonnaise, est déclaré coupable de complicité dans l'assassinat de sept otages juifs fusillés à Rillieux-la-Pape, le 29 juin 1944. Il est condamné devant la cour d'assises des Yvelines à la réclusion à perpétuité.

22. - LITTÉRATURE : édition d'un manuscrit inédit et inachevé d'Albert Camus, *le Premier Homme*.

26. - PRIVATISATION : privatisation de l'UAP.

28. - MUSIQUES : Stéphane Lissner est nommé directeur général de l'Orchestre de Paris.

29. - SNCF : Jean Bergougnoux succède à Jacques Fournier à la présidence de la SNCF.

MAI

1^{er}. - EMPLOI : Philippe Séguin propose d'organiser un « référendum sur l'emploi ».

9. - ÉDUCATION : François Bayrou présente les 155 propositions du « nouveau contrat pour l'école ».

9. - EDF : François Ailleret, nouveau directeur général à l'EDF, succède à Jean Bergougnoux.

10. - BSN : le groupe BSN devient le groupe Danone.

12-23. - CINÉMA : palmarès du quarante-septième Festival de Cannes. Palme d'or à *Pulp Fiction* de l'Américain Quentin Tarantino. Grand Prix du jury ex aequo à *Soleil trompeur* de Nikita Mikhailov et *Vivre !* de Zhang Yimou. Prix du jury à *la Reine Margot* de Patrice Chéreau, avec Isabelle Adjani.

20. - CROISSANCE : l'INSEE établit la croissance en 1994 à 1,8 %.

29. - POLITIQUE : Michel Rocard, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche*, déclare : « Rien ne m'empêchera d'être candidat à l'élection présidentielle de 1995 ».

JUIN

5. - TENNIS : la finale des Internationaux de Roland-Garros est remportée, chez les dames, par l'Espagnole Arantxa Sanchez, et, chez les hommes, par l'Espagnol Sergi Bruguera.

12. - ÉLECTIONS EUROPÉENNES : aux élections européennes, vingt listes sont en compétition pour les 87 sièges à pourvoir en France. Le taux d'abstention est de 47,29 %. La désaffection à l'égard des listes traditionnelles (25,58 % des suffrages exprimés et 28 sièges pour la liste RPR-UDF de Dominique Baudis, 14,49 % des suffrages et 15 sièges pour la liste socialiste de Michel Rocard) s'opère au profit des listes « protestataires », conduites par Bernard Tapie (MRG, 12,03 %, 13 sièges), Philippe de Villiers (UDF-PR, 12,33 %, 13 sièges), Jean-Marie Le Pen (Front national, 10,52 %, 11 sièges) et Francis Wurtz (PCF, 6,88 %, 7 sièges). Les écologistes perdent leurs 9 sièges au Parlement européen.

Les personnalités disparues

JANVIER : 15. - György Czifra, pianiste hongrois. 22. - Jean-Louis Berrault, comédien. 24. - Yves Navarre, écrivain, prix Goncourt. 25-26. - Jean-Didier Wolfrom, écrivain. 30-31. - Pierre Boule, romancier.

FÉVRIER : 6. - Joseph Cotten, acteur américain. 7. - Witold Lutoslawski, compositeur polonais. 11. - Paul Feyerabend, philosophe. 16. - Cardinal François Marty, ancien archevêque de Paris (1969-1981). 17. - Henri Pierre, journaliste au *Monde*. 25. - Yann Piat, député (UDF-PR) du Var.

MARS : 8. - Melina Mercouri, comédienne grecque. 9. - Cherise Bukowski, écrivain américain. 13. - Jacques Doucet, peintre. 23. - Giulietta Masina, actrice, femme de Federico Fellini. 28. - Eugène Ionesco, dramaturge. 29. - Paul Grimault, cinéaste. 31. - Léon Degrelle, ancien chef des rexistes belges.

AVRIL : 1. - Robert Doisneau, photographe. 6. - Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, et Cyprien Ntaryamira, président du Burundi. 7. - François de Grossouvre, chargé de mission auprès du président de la République. 8. - Kurt Cobain, chanteur du groupe Nirvana. 13. - Claude Haymann, cinéaste.

20. - Jean Carmet, comédien, acteur. 20. - Fernand Lumbroso, directeur artistique. 22. - Richard Nixon, ancien président américain.

MAI : 1. - Ayrton Senna, brésilien, champion du monde de formule 1. - Louis Calaferte, écrivain, poète. 2. - Théodore Braun, ancien ministre. 5. - Bernard Dort, essayiste. 15. - Jacques Kosciuszko-Morizet, ambassadeur de France. 17. - Étienne Hirsch, ancien commissaire général au Plan. - Alain Cuny, acteur. 19. - Jacques Ellul, théologien protestant. 19. - Jacqueline Kennedy-Onassis, veuve du président américain John F. Kennedy. 29. - Erieh Honecker, ancien chef de la RDA. 30. - Juan Carlos Onetti, écrivain uruguayen. - Jean Gattégno, ancien directeur du livra et de la culture. 31. - Marcel Bleib, fondateur et PDG de la société BIC (stylos et briquets jetables).

JUIN : 12. - Paul Milliez, professeur de médecine. 14. - Jan Tinbergen, prix Nobel d'économie. Michel Vitold, metteur en scène. Marcel Mouloudji, acteur, écrivain. 16. - Bernard Motte, navigateur. 18. - Youcef Fathallah, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme. 25. - Louis-Robert Casterman, PDG de Casterman France.

JUILLET : 8. - Kim Il-sung, président de la Corée du Nord depuis cinquante ans. 8. - Christian-Jaques, metteur en scène. 17. - Jean Borotra, premier Français vainqueur à Wimbledon. 20. - Paul Delvaux, peintre belge surréaliste.

AOUT : 4. - Jean Laloy, diplomate. 8. - Serge Leclaire, psychanalyste. 12. - André Passeron, journaliste au *Monde*. 13. - Manfred Womersley, secrétaire général de l'OTAN, et Philippe Guillemaux, ancien président d'Antenne 2 et FR 3. 14. - Elias Canetti, prix Nobel de littérature. 18. - Yeshayahu Leibovitz, philosophe israélien. 19. - Linus C. Pauling, chercheur américain. 20. - Alexandre Petrovitch, réalisateur yougoslave. 22. - André Rossi, vice-président du Parti radical. 23. - Paola Volpini, romancière italienne.

SEPTEMBRE : 12. - Jean-Baptiste Duroselle, historien. 16. - Albert Decourtray, archevêque de Lyon. 17. - Karl Popper, philosophe. 23. - Madeleine Renaud, comédienne. 25. - Jean Schwab, cofondateur de la Société des rédacteurs du *Monde*. 30. - Pierre Sabbagh, fondateur de la télévision française. - André Lwoff, prix Nobel de médecine.

OCTOBRE : 15. - Jean Dasté, fondateur du Centre dramatique

de Saint-Étienne. 21. - Alain Clément, ancien correspondant du *Monde*. Burt Lancaster, acteur américain.

NOVEMBRE : 8. - Sam Francis, peintre américain. 14. - Denise Meeon, islamologue. 21. - André Jeameon, ancien président de la CFTD. 30. - Guy Debord, écrivain, fondateur de l'Internationale situationniste.

DÉCEMBRE : 2. - Henri Tésanès du Montcel, fondateur de l'université Paris-Dauphine. 3. - Norbert Bensaïd, chroniqueur au *Nouvel Observateur*. 4. - Roger Stéphane, écrivain, journaliste. 5. - Jacob Kaplan, grand rabbin de France (1985-1987). 6. - Gian Maria Volonté, acteur italien. 8. - Antonio Carlos Brasileiro de Almeida Jobim dit « Tom » Jobim, père de la bossanova. 13. - Antoine Pinay, ancien président du conseil et ministre des finances sous la IV^e République (1952), initiateur de l'emprunt Pinay et du « franc lourd ». 14. - Franco Venturi, historien italien. 18. - Marc Soriano, universitaire et écrivain. 20. - Dean Rusk, ancien secrétaire d'Etat américain. 24. - John Osborne, écrivain - dramaturge britannique. 25. - Pierre Dreyfus, ancien président de la régie Renault, ancien ministre (1981-1982).

L'ANNÉE 1994 DANS LE MONDE

FRANCE

19. - **POLITIQUE** : Michel Rocard, après avoir déclaré, le 15, ne plus être le « candidat naturel » du PS à l'élection présidentielle, est mis en minorité. Il se démet de ses fonctions de premier secrétaire du PS, où Henri Emmanuelli le remplace.

23. - **BIOETHIQUE** : le Parlement adopte définitivement les trois lois sur le statut du corps humain, relatives à la procréation et au diagnostic prénatal, au terme de dix-huit mois de débats parlementaires.

24. - **TELEVISION** : lancement par TF1 de LCI, chaîne d'informations en continu, diffusée par câble et satellite.

27. - **DROGUES** : l'opération « Margarita » contre les trafiquants colombiens en France (cartel de Cali) est le premier démantèlement d'un réseau de blanchiment de grande ampleur en France.

28. - **POLITIQUE** : Edouard Balladur espère, sur France 2, « une inversion de la courbe du chômage en fin d'année ».

29. - **ENTREPRISES** : les mandats de cinq présidents d'entreprises publiques sont renouvelés : Alain Gomez (Thomson SA), Louis Gallois (Aérospatiale), Jean-Marie Descarpentries (Bull), Antoine Jeancourt-Galliani (AGF) et Gérard Renon (SNECMA). Au GAN, Jean-Jacques Bonnaud succède à François Heilbrunner.

30. - **FRANCE-SOIR** : Robert Hersant remplace Philippe Villin au poste de PDG de France-Soir.

JUILLET

5. - **VOILE** : Laurent Bourgon bat le record de Florence Arthaud en réalisant la traversée de l'Atlantique en solitaire en 7 jours 23 h 34 m 42 s.

6. - **PECHINEY** : Jean Gandois est remplacé à la présidence de Pechiney par Jean-Pierre Rodier.

6. - **INA** : Jean-Pierre Teyssier succède à Georges Fillaud à la tête de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

6. - **PS** : le *Canard enchaîné* révèle qu'un inspecteur des renseignements généraux (IGR) a écouté les travaux du conseil national du PS à huis clos, le 19 juin, à La Villette, au moment de la démission de Michel Rocard.

7. - **FRANCE-SOIR** : Philippe Villin, qui tentait de monter un tour de table pour le rachat de France-Soir, est démis de ses fonctions par Robert Hersant.

9. - **THEATRE** : le quarantième Festival d'Avignon s'ouvre avec *Andromaque* d'Euripide, mise en scène par Jacques Lassalle.

11. - **SIDA** : les Etats-Unis reconnaissent officiellement à la France et à l'Espagne du professeur Luc Montagnier la paternité de la

découverte du virus du sida en 1983.

13. - **CNRS** : Guy Aubert est nommé directeur général du CNRS en remplacement de François Kounilsky.

14. - **DÉFENSE** : l'Eurocorps défile sur les Champs-Élysées à l'occasion de la fête nationale. La présence de blindés allemands suscite une polémique.

18-23. - **MITTERRAND** : François Mitterrand subit une intervention chirurgicale et reste hospitalisé à l'hôpital Cochin.

24. - **CYCLISME** : l'Espagnol Miguel Indurain remporte le Tour de France.

28. - **SANG CONTAMINÉ** : dans l'affaire du sang contaminé par le virus du sida, le docteur Michel Garreta est mis en examen pour « empoisonnement ».

AOÛT

2. - **PRESSE** : Philippe Tesson annonce le dépôt de bilan du *Quotidien de Paris*.

12-29. - **OPÉRA** : Jean-Paul Cluzet, directeur de l'Opéra de Paris, nuptial unilatéralement le contrat du chef d'Orchestre Myung Whun Chung. Le 29, le tribunal de grande instance de Paris confirme celui-ci dans ses fonctions.

14. - **TERRORISME** : le terroriste Illich Ramirez Sanchez, alias « Carlos », recherché depuis vingt ans, est arrêté à Khartoum par la police soudanaise et livré à la France le 15. Le 16, il est mis en examen par le juge Jean-Louis Bruguière.

18. **FNAC** : François Pinault prend le contrôle de la FNAC (64,6 %) avec l'aval de la Générale des eaux.

24-25. - **POLITIQUE** : Alain Juppé déclare, le 24, sur RMC, que le RPR devra « choisir » son candidat à l'élection présidentielle. Le maire de Paris, à l'occasion des cérémonies organisées pour le cinquantième anniversaire de la libération de Paris, ouvre le débat sur « l'héritage social » du gaullisme (déclarations sur France 2, le 24 et dans « VSD » et sur RTL le 25).

28. - **CYCLISME** : Luc Leblanc devient à Agrigente (Sicile) le premier Français champion du monde de cyclisme professionnel sur route depuis 1980.

30. - **PRIVATISATION** : Edouard Balladur précise que l'Etat conservera au moins 51 % du capital de Renault dont la privatisation totale est reportée au-delà de l'élection présidentielle.

SEPTEMBRE

2-4. - **RPR** : le 2, à l'université des jeunes du RPR à Bordeaux, la dernière phrase du discours d'Alain Juppé - « Que Jacques Chirac montre le chemin ! » - accentue la controverse entre les partisans du

maire de Paris et ceux d'Edouard Balladur dans la perspective de l'élection présidentielle de 1995.

2. - **MITTERRAND** : le livre de Pierre Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand, 1914-1947* provoque une polémique dans les milieux politiques et chez les historiens, notamment à propos des relations entretenues par le chef de l'Etat, avant et après son accession à l'Elysée, avec René Bousquet, l'ancien secrétaire général de la police, inculpé en juin 1992 de crimes contre l'humanité et assassiné le 8 juin 1993.

5. - **POLITIQUE** : Michel Rocard remet sa démission de maire de Conflans-Sainte-Honorine : Jean-Paul Huchon le remplace le 12.

8. - **EDUCATION** : le « nouveau contrat pour l'école », (158 décisions) introduit, pour la rentrée 1994, les études dirigées à l'école primaire, l'expérimentation des nouvelles méthodes dans 308 collèges et un baccalauréat rénové.

12. - **CINÉMA** : cinquante et unième Mostra de Venise : Lion d'or : *Vive l'amour* de Tsai Ming-liang et *Before the Rain* de Milcho Manchevski.

12. - **MITTERRAND** : le président de la République, dans un entretien télévisé avec Jean-Pierre Elkabbach, sur France 2, réitère son refus de « faire des excuses au nom de la France » pour les crimes commis sous le régime de Vichy, recommande de « mettre un terme à la guerre civile permanente entre Français », et reconnaît avoir souhaité que fussent freinées certaines procédures judiciaires engagées à propos des crimes commis sous Vichy.

20. - **EDUCATION** : François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, rend publique une circulaire réglementant le port des signes religieux « ostentatoires » à l'école.

20. - **SANG CONTAMINÉ** : la commission d'Instruction de la Cour de Justice de la République rend la qualification criminelle de « complicité d'empoisonnement » à l'encontre des trois anciens ministres impliqués dans l'affaire du sang contaminé par le virus du sida. Georgina Dufoux est mise en examen le 27, Edmond Hervé le 29 et Laurent Fabius le 30.

21. - **BUDGET** : Nicolas Sarkozy présente en conseil des ministres le projet de budget 1995 axé sur la lutte contre le chômage et l'éducation. Celui-ci prévoit 146,3 milliards de dépenses publiques (+1,9 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1994).

OCTOBRE

4. - **PRESSE** : l'*Événement du Jeudi* (20 millions de francs de passif) annonce son dépôt de bilan.

4. - **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : Le troisième réseau de radiotéléphone est attribué au groupe Bouygues.

12-27. - **RADIO** : grève des journalistes de Radio-France et de RFI.

19. - **PRESSE** : le *Quotidien de Paris* est mis en liquidation judiciaire.

21. - **FNAC** : Pierre Blayan devient président de la FNAC.

22. - **COMMUNICATION** : le rapport de Gérard Théry sur les autoroutes de l'information est rendu public. Il préconise l'accès pour les particuliers et les entreprises à des multi-services (banques de données, textes, sons et images, films, jeux vidéo) grâce à l'utilisation parallèle du téléphone, de l'ordinateur et de la télévision.

24. - **POLITIQUE** : Edouard Balladur, dans le *Figaro*, déclare que Jacques Chirac « depuis longtemps, est réfugié dans son parti comme dans une citadelle ».

24. - **EDUCATION** : exclusion d'élèves pour port du voile islamique dans plusieurs établissements scolaires à Goussainville, Mantes-la-Jolie et Lille.

NOVEMBRE

3. - **PRIVATISATION** : la privatisation partielle de Renault (au prix de 165 francs) attire 1,092 million d'actionnaires.

3. - **RAPPORT** : publication du rapport de la commission du Plan, présidée par Alain Minc sur la France de l'an 2000.

4-6. - **POLITIQUE** : le mouvement des radicaux de gauche (MRG) change de nom, devient le « Radical » et reconduit Jean-François Hory à sa présidence.

4. - **POLITIQUE** : Jacques Chirac, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, déclare officiellement dans un entretien au quotidien régional *la Voix du Nord*, sa candidature à l'élection présidentielle.

8. - **POLICE** : le plus important réseau de soutien aux islamistes algériens « jamais découvert en France, est démantelé par la police : 95 personnes sont interpellées à Paris et dans le Val-de-Marne, 77 personnes mises en examen le 12.

14. - **POLITIQUE** : Jacques Delors, en direct de Bruxelles interrogé par France 2, déclare que « s'il est candidat à l'élection présidentielle, ce sera par devoir ».

14. - **LITTÉRATURE** : le prix Goncourt est attribué à Didier Van Cauwelaert pour un *aller simple* (Albin Michel).

15. - **JEUNES** : Edouard Balladur présente vingt-neuf mesures prises à partir des 1.339 000 réponses au « questionnaire » proposé aux jeunes.

18-20. - **POLITIQUE** : le congrès extraordinaire du Parti

socialiste se déroule à Liévin en l'absence de Jacques Delors et Michel Rocard tandis que François Mitterrand rend hommage, dans cette ville, aux 42 victimes de la catastrophe minière survenue le 27 décembre 1974. Le 20, Henri Emmanuelli, confirmé dans ses fonctions de premier secrétaire du PS par 87,57 % des votants, exhorte Jacques Delors à se présenter.

20. - **POLITIQUE** : Philippe de Villiers lance le Mouvement pour la France (MPF).

23. - **LITTÉRATURE** : Taslima Nasreen, écrivain bangladaise, à qui les autorités françaises avaient refusé d'accorder un visa de plus de 24 heures en octobre, est en France jusqu'au 3 décembre.

23. - **SANTÉ** : le plan « Génome et santé » est rendu public.

24. - **EDUCATION** : soixante-dix jeunes filles voiles portant le foulard islamique ont été exclues des établissements scolaires depuis le 20 septembre.

27. - **EDUCATION** : les provinciaux de lycées et les principaux des collèges publics manifestent pour la première fois à Paris.

29. - **DROGUES** : le rapport du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) relance le débat sur la dépénalisation des drogues.

29. - **GRÈVE** : les salariés de GEC-Alsthom en grève depuis le 2 novembre à Belfort, pour des revendications salariales, reprennent le travail.

DÉCEMBRE

6. - **JUSTICE** : le verdict du procès des assassins de l'ancien premier ministre iranien, Chapour Bakhtiar, devant la cour d'assises de Paris, est rendu.

8. - **POLICE** : dans l'affaire des écoutes posées en 1985-1986 sur les lignes de personnalités privées, Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet du président de la République, est mis en examen ainsi que Jean-Louis Esquivé, Pierre-Yves Gilleron, Pierre-Yves Guezou, anciens membres de la cellule antiterroriste de l'Elysée ; Pierre-Yves Guezou se donne la mort le 12.

11. - **POLITIQUE** : Jacques Delors, invité à « 7/7 » sur TF1, rend officiellement son refus de se présenter à l'élection présidentielle, provoquant l'« occupation » au sein du PS et à gauche : Le 13, Bernard Tapie, sur France 2, et Michel Rocard, à Strasbourg au Parlement européen, déclarent qu'ils ne se présenteront pas, suivis le 15 par Jack Lang et le 21 par Pierre Mauroy.

11. - **POLITIQUE** : François Bayrou est élu président du CDS.

13. - **CNPF** : Jean Gandois est

élu président du Conseil national du patronat français (CNPF).

13. - **TELEVISION** : « La Cinquième », première chaîne éducative française, commence à émettre le réseau hertzien laissé vacant en avril 1992 par « la Cinq », de 6 h 15 à 19 heures.

17. - **POLITIQUE** : Michel Rocard, lors d'un colloque organisé à Paris par les clubs « Couverture » et « Témoin », compare le PS à un « champ de ruines ».

18. - **EXCLUSION** : l'abbé Pierre investit avec des associations un immeuble vide appartenant à la COGEDIM à Paris. Le lendemain, Jacques Chirac demande au gouvernement d'appliquer l'ordonnance de 1945 permettant aux préfets de résilier des locaux, inoccupés en cas de crise du logement.

19. - **PRESSE** : le *Monde* fête son cinquantième anniversaire, une assemblée générale extraordinaire, adopte un ensemble de résolutions transformant la SARL en une société anonyme à direction et conseil de surveillance alors qu'une augmentation de capital est approuvée. Jean-Marie Colombani est élu à l'unanimité président du directeur de la nouvelle société.

19. - **BUDGET** : le Parlement adopte définitivement le projet de loi de finances pour 1995 qui prévoit 1.485,6 milliards de francs de charges nettes, contre 1.210,5 milliards de francs de recettes, soit un déficit de 275,1 milliards.

21. - **POLITIQUE** : Raymond Barre, dans un entretien au *Figaro*, n'exclut pas sa candidature à l'élection présidentielle.

22. - **PARLEMENT** : la session parlementaire ordinaire commence le 3 octobre se clôt avec l'adoption définitive des trois textes sur la justice de Pierre Maignan et du projet de loi de Charles Pasqua, sur la sécurité. Du 22 au 24, une session extraordinaire permet d'adopter définitivement le projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire et le projet de loi de finances rectificative pour 1994.

31. - **MITTERRAND** : François Mitterrand présente ses derniers vœux aux Français : il les invite à « ne jamais dissocier la liberté et l'égalité ». « La croissance n'est pas une fin en soi » et doit permettre une redistribution « plus équitable des richesses ». Il fait « allégeance à la République » et « s'engage à l'Europe sous l'affidavit ».

31. - **BOURSE** : sur l'année 1994, l'indice CAC 40 à la Bourse de Paris a perdu 17,06 %, soit la plus forte baisse des marchés financiers européens.

Cette chronologie a été établie par Brigitte CAMUS-LAZARO et Maryvonne ROCHE

Les affaires, l'argent et la politique

FÉVRIER : 10. - Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, est mis en examen dans le cadre de l'enquête sur le match Valenciennes-OM du 20 mai 1993.

25. - Yann Piat, député UDF-PR du Var, est assassiné à Hyères.

MARS : 24. - Le conseiller Renaud Van Ruymbeke transmet au procureur général de Rennes un rapport sur le financement occulte du Parti républicain mettant en cause trois ministres : François Léotard, Gérard Longuet et Alain Madelin.

25. - Eric Boyer, sénateur conseiller général de la Réunion, est condamné à quatre ans de prison, dont deux fermes, à la suite de conversations dans l'attribution de marchés publics.

26. - Bernard Tapie, mis en examen à propos des comptes de l'OM, est élu, le 27, conseiller général des Bouches-du-Rhône dans le canton de Marseille-V.

29. - Le maire de Lyon, Michel Noir, député non inscrit du Rhône, est mis en examen pour « abus de confiance » à la suite d'une information ouverte sur ses comptes bancaires personnels.

30. - Le conseil des ministres révoque Jean-Yves Haberer de ses fonctions d'administrateur, et donc de président du Crédit national, en raison de sa gestion du Crédit lyonnais de 1988 à 1993.

MAI : 4. - Pierre Guichet, président-directeur d'Alcatel-CIT, est mis en examen pour escroquerie dans le cadre d'une enquête sur les surfacturations de matériel téléphonique au détriment de France-Télécom.

20. - Le Crédit lyonnais fait procéder à la saisie conservatoire des meubles de l'hôtel particulier parisien de Bernard Tapie dont le dette atteint 13 milliards de francs. Le 27, la banque ordonne une saisie-arrest sur les 100 millions de trésorerie dispo-

nibles sur les comptes du groupe Tapie à la SDBO (Société de banque occidentale), une de ses filiales. Le 31, le bateau *Phocée*, fait l'objet d'une saisie conservatoire.

27. - Didier Piesau-Valendienne, PDG du groupe Schneider, est mis en examen et placé en détention provisoire à Bruxelles. Il est soupçonné d'escroquerie, d'abus de confiance et de faux en écritures.

30. - Pierre Bergé, président de la maison de couture Yves Saint Laurent, est mis en examen pour escroquerie.

JUIN : 16. - Dans l'enquête sur l'assassinat de Yann Piat, les deux suspects incarcérés le 3 mars, sont mis hors de cause tandis que Lucien Ferri et Marco di Caro, interpellés le 15 juin - qui ont avoué le meurtre et désignent comme commanditaire de l'opération, Gérard Finsle, un homme du « milieu » - sont mis en examen, le 17, ainsi que Gérard Finsle, pour « complicité d'assassinat ».

29. - Bernard Tapie est interpellé à son domicile parisien et se voit signifier une double mise en examen pour abus de biens sociaux et fraude fiscale. La veille, le levée de son immunité parlementaire a été votée par l'Assemblée nationale.

JUILLET : 4. - Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, est mis en examen pour avoir fait réaliser aux frais de sa société des travaux d'installation de sécurité dans ses domiciles privés.

8. - Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste d'Angoulême, en fuite en Argentine depuis 1992, est condamné à quatre ans d'emprisonnement ferme pour complicité et usage de faux, recel, abus de biens sociaux et trafic d'influence.

12. - Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais met en cause la gestion

de cet établissement par Jean-Yves Haberer de 1988 à 1993 et le rôle de l'Etat actionnaire.

17. - Le maire de Grenoble, Alain Carignon, se démet de ses fonctions de ministre de la communication (poste occupé Nicolas Sarkozy le remplace) après avoir été cité dans un dossier d'Instruction ouvert à propos du financement du groupe de presse grenoblois Dauphiné News et du rôle de deux filiales locales de la Lyonnaise des eaux. Le 25, il est mis en examen pour recel et complicité d'abus de biens sociaux.

18. - Bernard Tapie est mis en examen pour des faits concernant le paiement de factures réglées en 1991 et 1992 par Bernard Tapie (Groupe BTF) à la société GBT (Groupe Bernard Tapie). Cela fait au total sept mises en examen de Bernard Tapie dans cinq dossiers (Testut, Valenciennes-OM, comptes de l'OM, *Phocée*, BTF). Le 28, le Crédit lyonnais fait saisir ses meubles à son domicile.

AOÛT : 1. - Maurice Arreckx, sénateur URF du Var et président (UDF-PR) du conseil général du Var, après une enquête en autorisation d'armement admise par le Sénat, est mis en examen pour corruption active, recel d'abus de confiance et complicités.

SEPTEMBRE : 6. - Jean-Louis Belfia, PDG du groupe Saint-Gobain, est mis en examen pour trafic d'influence dans le cadre d'une enquête sur des commissions versées par Port-à-Mousson.

16. - L'ancien directeur de cabinet d'Alain Carignon, Jean-Louis Dutreuil, PDG de la Sofrad, est mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux.

28. - Michel Maux, PDG de la COGEDIM, est mis en examen pour trafic d'influence aggravé dans le cadre de l'enquête sur la finance-

ment du PR. La mise en examen de Jean-Claude Méry, (RPR), promoteur immobilier, par le juge d'Instruction Eric Halphen dans l'affaire des fausses factures de la région parisienne, met en cause le RPR et l'officier HLM de Paris et du département des Hauts-de-Seine.

OCTOBRE : 6. - Le juge Halphen met en examen deux dirigeants d'une filiale de Bouygues.

10. - Le premier rapport du Service central de prévention de la corruption (SCPC) conduit à un accroissement de la corruption.

12. - Après la délivrance d'un réquisitoire supposant des faits de corruption à l'encontre des principaux protagonistes du dossier Dauphiné-News, le juge lyonnais Philippe Courroye ordonne l'interpellation d'Alain Carignon et de Jean-Louis Dutreuil. Les deux hommes, mis en examen pour corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et complicités, sont écroués à la prison Saint-Joseph de Lyon dans la nuit du 12 au 13.

14. - Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur présente sa démission : il est remplacé par José Rossi.

18. - Les principales entreprises de travaux publics créent une charte déontologique.

26. - Edouard Balladur annonce trois mesures pour lutter contre la corruption.

NOVEMBRE : 10. - Jérôme Monod, annonce que la Lyonnaise des eaux suspend toute participation à la COGEDIM des partis politiques. La CGE fait de même.

10. - Une perquisition est effectuée au siège parisien du Parti républicain.

12. - Michel Roussin, impliqué dans une affaire de fausses factures en région parisienne, est mis en examen au titre de ses anciennes fon-

ctions de directeur de cabinet du maire de Paris. Il se démet de ses fonctions de ministre de la coopération et est remplacé par Bernard Delfat.

15. - Le *Monde* révèle qu'Alcatel AG, filiale suisse d'Alcatel, a effectué un virement de 3,2 millions de francs sur un compte luxembourgeois ouvert par Alain Callet, banquier, proche de Gérard Longuet, qui s'est livré à des achats massifs de certificats d'investissement privé (CIP), actions sans droit de vote, du groupe pharmaceutique Rhône-Poulenc en 1987-1989.

16. - Jacques Médeline est extradé d'Uruguay le 16. Transféré en France le 17, il est incarcéré à la maison d'arrêt de Vaires (Seine). Le 18, il est mis en examen pour cinq délits différents.

17. - Edouard Balladur, propose, dans un point de vue publié par le *Monde*, de renforcer le secret de l'Instruction et d'interdire pendant trois ans la financement des partis par les entreprises.

19. - Le *Journal officiel* publie les comptes des 142 partis et groupements politiques pour 1993 : les dons des entreprises représentent 13 % de leurs recettes. 21. - Pierre Guichet, PDG d'Alcatel-CIT, mis en examen pour escroquerie, se démet de ses fonctions.

24. - Le groupe de travail sur la corruption constitué par Philippe Séguin rend publiques dix-huit propositions de loi pour lutter contre la corruption.

30. - Le tribunal de commerce de Paris place quatre sociétés du groupe Bernard Tapie en redressement judiciaire.

DÉCEMBRE : 2. - La commission sur la corruption, présidée par Simone Roze, mise en place par Edouard Balladur, propose vingt-sept mesures sur les modes de passation des marchés publics, les

entreprises, le statut des élus, le fonctionnement de la justice et de la presse.

14. - Le tribunal de commerce ordonne le placement en liquidation judiciaire de Bernard Tapie et de sa femme, à titre personnel. L'homme d'affaires déchu de tous ses mandats, qui fait appel, est immédiatement tenu inéligible pour cinq ans dans l'attente de l'arrêt de la cour d'appel.

21. - Jean-Pierre Marchal, beau-père du juge Eric Halphen, chargé d'instruire le dossier des fausses factures de la région parisienne mettant en cause le RPR, est arrêté le 20 à Roissy. Le 21, il est mis en examen pour extension de fausse et trafic d'influence suite à une plainte déposée le 15 par Didier Schuller, conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine.

21. - Gérard Collé, président de Le Français des Jours (FDJ), de 1989 à 1993, conseiller à l'Elysée (1988-1989), est mis en examen pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux, ingérence ».

22. - Le Sénat lève l'immunité parlementaire de Claude Fassin (PS Gard), mis en cause pour sa gestion de l'office public HLM du Gard, et de Jean-Luc Bécart (PCP, Pas-de-Calais), pour des irrégularités dans la gestion de la ville d'Auchel (Pas-de-Calais), dont il est le maire. Ce dernier est mis en examen le 20.

23-24. - A l'issue d'une session extraordinaire, le Parlement adopte définitivement les cinq propositions de loi sur le financement public de la vie politique : l'interdiction du financement par les entreprises et la réduction du plafond des dépenses pour les campagnes électorales, l'obligation de déclaration de patrimoine pour les membres du gouvernement et le renforcement du contrôle des marchés publics et des délégations de services publics.

ILE-DE-FRANCE

La préparation des élections municipales

La gauche tente d'éviter des primaires aux Ulis

Aux Ulis (Essonne), les électeurs de gauche devront choisir entre deux listes défendant leurs couleurs au premier tour des élections municipales. Sénateur et maire de la ville depuis sa création en 1977, Paul Lorient s'estime le mieux placé pour se succéder à lui-même, à la tête d'une commune fortement enclavée à gauche et plus particulièrement acquise au PS (21 socialistes sur 35 sièges au conseil municipal). Or, Paul Lorient n'est plus socialiste. En 1993, après avoir vainement tenté d'arracher la cinquième circonscription sous les couleurs du PS, ce chevronné socialiste de longue date a rallié le Mouvement des Citoyens (MDC). Dans le souci de tout faire pour la réélection des équipes de gauche sortantes, la fédération départementale du PS était prête à laisser M. Lorient aux commandes d'une liste associant les forces de gauche. En contrepartie, elle exigeait, selon Francis Lara, premier secrétaire fédéral, « d'être hyper-

majoritaire dans la liste ». Depuis, la fédération socialiste a entrepris de faire monter les enchères. « Nous allons ouvrir des négociations avec M. Lorient mais cette fois, le PS va présenter Jean-Marc Salinier, premier adjoint des Ulis, comme candidat à la tête de liste », explique Francis Lara. Pour le PS, la ville reste « historiquement socialiste ». La preuve ? La réélection triomphale (65,68 %) de Jean-Marc Salinier à son poste de conseiller général des Ulis (ville-canton) au printemps 1994.

Entre deux fidélités

La référence des cantonales ne paraît pas la bonne aux yeux de M. Lorient, d'autant qu'il estime avoir beaucoup contribué au large succès de son bras droit à la mairie : « Il faut, précise le sénateur, que la répartition de la liste soit conforme aux dernières élections européennes. C'est sur ces bases que je continue de négocier avec

Jean-Marc Salinier ». Or, ce scrutin dessine un tout autre paysage politique, avec un PS plafonnant à 19,71 %, talonné par les ex-radicaux de gauche de Bernard Tapie (15,48 %), puis beaucoup plus loin, les communistes (8,84 %) et la liste Chevènement (6,84 %). Pour le reste, M. Lorient, même s'il doute de la détermination des socialistes à aller jusqu'aux primaires, se dit prêt à relever le gant. « De toute manière, explique-t-il, le cas des Ulis se règlera au niveau national et je ne pense pas que le PS veuille s'exposer au risque de subir des mesures de rétorsion », allusion transparente au rôle que pourrait jouer le MDC dans les négociations globales au sein de la gauche pour le scrutin municipal.

Quant à Jean-Marc Salinier, il est forcément déchiré entre ce que pourrait lui dicter son parti et l'amitié qui le lie à Paul Lorient, comme lui, ancien du CERES de Jean-Pierre Chevènement.

PATRICK DESAIVE

Malgré une situation géographique favorable

La région parisienne n'est pas une « terre d'accueil naturelle » des grandes entreprises européennes

Si l'Ile-de-France dispose de nombreux atouts dans la compétition économique entre les grandes capitales européennes, elle n'est pas considérée spontanément comme une terre d'accueil des décideurs économiques, souligne un rapport récent du conseil économique et social de la région. Seule une politique à long terme d'incitation aux échanges culturels et linguistiques, que le conseil régional commence à mettre en œuvre, pourrait conforter la position centrale dont elle jouit dans l'Europe communautaire.

Le conseil économique et social régional s'est essayé à mesurer la compétitivité de l'Ile-de-France par rapport aux grandes métropoles européennes, à l'aune de l'attraction exercée par Paris sur les ressortissants des autres pays et, réciproquement, de la mobilité des Franciliens au sein de l'Europe communautaire. « Un nouveau champ de compétition va inéluctablement s'ouvrir entre les pays industrialisés : celui de la localisation des cadres et des cadres dirigeants (...). L'Ile-de-France dispose d'atouts considérables (...) et pourtant elle n'est pas considérée comme la terre d'accueil naturelle des centres de décisions des entreprises », souligne le rapport publié le 20 octobre 1994, sous le titre *Tendances et perspectives de la mobilité intracommunautaire des personnes en Ile-de-France*.

Le poids démographique, économique et décisionnel de la capitale de la France est inscrit dans l'Histoire : au rayonnement culturel de Paris s'est ajoutée la tradition jacobine du centralisme administratif. L'émergence de Paris comme unique centre de décision tient également au réseau ferroviaire, conçu au XIX^e siècle sous Louis-Philippe, qui a fait de la capitale le point névralgique de concentration des échanges économiques, politiques et culturels. Aujourd'hui l'Ile-de-France, première région française, figure, avec près de 11 millions d'habitants, au quatrième rang des régions européennes par sa population. Sa densité (890 habitants/km²) est parmi les plus élevées d'Europe.

Un tel réservoir de population confère sa vocation à la région parisienne : près de la moitié de l'effectif national expatrié en Europe provient de l'Ile-de-France. Réciproquement, la moitié de la population active européenne installée dans l'Hexagone vit en Ile-de-France. Une des conclusions du CESR est que « dans un contexte de concurrence vis-à-vis des autres grandes régions européennes », il y a lieu de « préparer les Franciliens à tenter l'ouverture européenne et de les aider à s'établir dans les autres régions d'Europe ». Il encourage les collectivités locales à renforcer l'attractivité de Paris, dans l'espoir que les décideurs apportent dans leurs valises des emplois et de la plus-value.

Une position centrale

Selon une enquête de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) de mars 1992, la quasi-totalité des entreprises étrangères interrogées (158 sur 168) estiment que la position géographique de l'Ile-de-France au sein de l'Europe est un facteur très positif pour leurs activités. Les réponses négatives concernent généralement le coût global de la main-d'œuvre francilienne. La qualité de l'immobilier d'entreprise est appréciée, mais le montant des loyers jugé excessif pour la moitié des entreprises interrogées, dont une très large majorité se plaint du poids excessif de la taxe professionnelle. Parmi ces entreprises jugent « très difficiles et décourageantes » les relations avec l'administration française.

Cette dernière appréciation est cependant démentie par le témoignage d'un cadre italien du siège européen, situé à la Défense, de la société américaine d'ascenseurs Otis, qui juge l'administration française particulièrement performante. « Ce sentiment me semble partagé par les autres cadres étrangers, la qualité des services publics français étant peu contestée à l'étranger », note Bruno Grob, président - français - d'Otis International, qui compte



Sources : Centre géographique et social de la région Ile-de-France

une centaine de salariés de vingt-sept nationalités. M. Grob n'éprouve aucune difficulté, au contraire, à convaincre les cadres d'Otis à rejoindre le siège international à Paris, qui jouit de par le monde « d'un attrait mythique ». Le coût relativement élevé de la vie dans la capitale n'est pas rédhibitoire, dans la mesure où l'entreprise garantit, par un système de « peréquation » étudié au cas par cas, un niveau de revenu équivalent à celui du pays d'origine : les charges sociales et fiscales qui augmentent le salaire brut sont souvent à l'origine de déconvenues pour des cadres peu sensibles à l'argument du haut niveau de protection sociale et d'équipements collectifs dont bénéficient en contrepartie les Français, dans la mesure où leur séjour n'est que de deux ou trois ans.

La mobilité linguistique

Une étude réalisée par un cabinet britannique en décembre 1991 relève sept points forts de l'Ile-de-France par rapport aux autres capitales régionales européennes (Francfort, Milan, Londres, Bruxelles, Amsterdam ou Madrid) : le niveau de la recherche, la qualité de la main-d'œuvre, la qualité de l'environnement culturel et touristique, l'organisation des transports en commun, l'équipement hôtelier, le nombre des écoles et des institutions internationales et, dans une moindre mesure, la fiscalité. Dans une partie de ces domaines, les collectivités territoriales, dont, au premier chef, le conseil régional, peuvent intervenir directement pour encourager les échanges

mutuels et conforter les positions franciliennes. Les entreprises bénéficient ainsi d'un soutien financier et logistique lorsqu'elles envisagent une implantation à l'étranger. Mais le CESR préconise une action « éducative » d'initiation et de perfectionnement aux langues étrangères, accessible aux lycéens, aux demandeurs d'emploi, voire à la famille des cadres contraints à la mobilité géographique. La région, responsable de la formation professionnelle, s'engage aussi dans l'intensification des échanges de stagiaires et de jeunes en formation, et l'internationalisation des formations. Pour Alan Jenkins, professeur à l'ESSEC, arrivé de Londres il y a quatre ans, « le niveau linguistique » est essentiel au bien-être d'un étranger. « Les gens qui, à Paris, n'ont pas un niveau acceptable de français, se montrent déçus et critiques vis-à-vis de la France, alors que les autres en ont une impression beaucoup plus positive », constate-t-il.

Pour ce qui est de la mobilité des cadres franciliens, M. Grob confirme la légendaire résistance des Français aux langues étrangères, encore qu'il ne le croie pas rédhibitoire. L'incitation à la mobilité linguistique et géographique est, d'après lui, une mission qui incombe d'abord aux parents et à l'école. « Je ne sais pas si c'est le rôle d'une collectivité locale, mais si elle le fait, c'est très bien », ennuie le patron, qui note que les jeunes Français sont moins « aventureux » que leurs aînés, et en tout cas moins mobiles que les jeunes Américains.

PASCALLE SAUVAGE

REPÈRES

VAL-D'OISE

La SNCF consulte les habitants

Les habitants de Pontoise et de Saint-Ouen-l'Aumône ont jusqu'au 21 janvier pour faire connaître leur avis sur le projet de pont RER qui reliera les deux villes à partir de 1999. La SNCF vient de lancer une vaste concertation publique dans les deux communes pour affiner son opération Trans-Val-d'Oise : une liaison par chemin de fer entre la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. La première étape consiste à prolonger la ligne C du RER depuis Montigny-Beauchamp jusqu'à Pontoise en empruntant ce nouveau pont à deux fois trois voies, long de cent quarante mètres et large de quarante, composé d'une structure en arc en béton armé, sur pilotis à hauteur de 40 mètres, au-dessus de discussions dans les communes. La concertation publique est également en cours dans d'autres communes du parcours comme Montigny-les-Cormeilles, Beauchamp et Pierrelaye car le deuxième étape du projet, à l'horizon du XXI^e siècle, reliera Montigny à Roissy en passant notamment par le parc des expositions de Villepinte.

Un budget d'un milliard pour Cergy-Pontoise

Le comité du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) de Cergy-Pontoise se prononcera, lundi 9 janvier, sur le budget primitif 1995, qui dépassera un milliard de francs. La ville nouvelle devrait emprunter cette année la somme de 80 millions de francs. Alain Richard (PS), président du SAN, a mis en point, selon ses propres termes, « une stratégie budgétaire dans la perspective de la reprise ». Il prévoit un retour de la croissance dès 1997. Malgré des suppressions d'emploi attendues cette année à Cergy-Pontoise, l'équilibre sur une implantation stable des activités et sur la création d'une dizaine d'entreprises par trimestre, d'où l'assurance d'une stabilisation économique, mais aussi la nécessité d'un étalement des programmes d'investissements.

Vers un parc naturel régional du Vexin français

1995 sera sans doute dans le Val d'Oise l'année du parc naturel régional du Vexin français. Dans les sept communes du département concernées par les limites du parc ont approuvé sa création. Deux d'entre elles - Amblierville et La Chapelle-en-Vexin - s'y sont opposées. D'autres réfléchissent encore dans le Val-d'Oise, mais surtout dans la partie Vexinoise du Vexin où les défenses du projet ont une dure bataille à mener pour vaincre les dernières résistances. Cent communes, au total, sont touchées par ce projet. Jean-Philippe Lachenaut (UDF-RPR), président du conseil général du Val d'Oise, souhaite que le conseil régional, dont il est l'un des vice-présidents, étudie le dossier dès le mois de février, avant les élections présidentielles.

SEINE-SAINT-DENIS

Deux tours vont être détruites à Stains

Deux tours de la cité Allende de Stains, en Seine-Saint-Denis, construites dans les années soixante-dix pour répondre à l'urgence aux problèmes du logement, imploseront la dimanche 8 janvier à 13 h 30. Cette démolition destinée à « dédensifier », diversifier et requalifier le quartier, sera suivie par la destruction d'une troisième tour dans les années à venir. Au total, huit mille mètres carrés de superficie seront ainsi libérés. Loin d'être une « opération coup d'éclat » cette démolition marque, selon la municipalité dirigée par le maire, député communiste, Louis Pierra, le début du réaménagement de l'entrée de la ville, et plus largement des quartiers sud.

ESSONNE

Mobilisation pour le retour d'Abderrahmane Bahri

La communauté scientifique continue de se mobiliser pour obtenir le retour en France d'Abderrahmane Bahri, l'un des exilés de Folembray, l'un des exilés de Folembray. Un comité de soutien s'est constitué autour de ses collègues du Laboratoire d'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE) de la faculté d'Orsay. Une pétition a recueilli cinq mille signatures. « Ces sympathisants ne prennent pas position sur le fond, mais tout au moins la procédure d'urgence absolue qui a été employée », précise Odile Duituit, présidente du comité. La veille de Noël, le tribunal administratif de Versailles a rejeté la demande en annulation de l'arrêté d'expulsion formulée par le chercheur depuis sa résidence forcée de Ouagadougou. « Nous ne battons pas les bras et soutiendrons l'action en appel », assure M^{me} Duituit. En attendant, ses collègues du LURE se sont organisés pour continuer à travailler avec M. Bahri, dont l'intervention à distance a notamment permis, depuis la Burkina, la réparation d'un détecteur de rayons X tombé en panne après son départ.

CONSEIL RÉGIONAL : le groupe des Verts s'agrandit. - Deux conseillers régionaux élus en 1992 sur les listes de Génération Ecologie, Guy Konopnicki et Jean-Jacques Porcher, ont décidé de quitter leur groupe pour s'apparenter au groupe des Verts du conseil régional. Celui-ci passe donc de onze à treize membres, alors que le groupe Génération Ecologie, Ecologie, Démocratie, Solidarité ne compte plus que vingt et un membres, au lieu de vingt-trois.

A nos lecteurs

Nous publions aujourd'hui le dernier page « Ile-de-France » sous sa forme actuelle. Cette page paraîtra dans le Monde depuis le 11 octobre 1993. L'ensemble de nos lecteurs retrouveront les informations sur Paris et l'Ile-de-France, ainsi que celles sur les autres régions, dans les pages « France/ régions » de la nouvelle formule du Monde, à partir du lundi 9 janvier (le Monde daté 10 janvier).

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

FLESH AND BONE. Film américain de Steve Meyers, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (36-69-93-23) ; Réflex Média L 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Bienville Montparnasse, 15 (36-65-70-38) ; r.s. 40-30-20-10.

LITTLE ODESSA. Film américain de James Gray, v.o. : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; Réflex Média, salle Louis-Jourvet, 6 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Bienville Montparnasse, 15 (36-65-70-38) ; r.s. 40-30-20-10.

NAKED IN NEW YORK. Film américain de Daniel Algrat, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (36-69-93-23) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 14 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Bienville Montparnasse, 15 (36-65-70-38) ; r.s. 40-30-20-10.

L'OR DE GURLY. Film américain de Paul Weiland, v.o. : Forum Orient Express, 1 (36-65-70-87) ; George V, 8 (36-69-43-47) ; v.f. : Rex, 2 (36-68-70-23) ; Les Monogrammes, 14 (36-65-70-42) ; r.s. 40-30-20-10 ; Météo, 14 (36-65-70-41) ; r.s. 40-30-20-10.

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT. Film australien de Stephan Elliott, v.o. : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; Réflex Média, 6 (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 8 (36-68-37-62) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; r.s. 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra France, 8 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13) ; r.s. 40-30-20-10.

20-10) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (43-54-42-34) ; 36-68-68-24) ; Paté Wapler, 19 (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-56) ; r.s. 40-30-20-10.

SIRÈNES. Film australien de John Duigan, v.o. : Forum Horizon, 1 (36-68-51-25) ; Forum Opéra Impérial, 2 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; UGC Odéon, 8 (36-68-37-62) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (43-54-42-34) ; 36-68-68-24) ; Paté Wapler, 19 (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-56) ; r.s. 40-30-20-10.

TERMINAL VELOCITY. Film américain de Dean Semler, v.o. : Forum Horizon, 1 (36-68-51-25) ; UGC Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (43-54-42-34) ; 36-68-68-24) ; Paté Wapler, 19 (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-56) ; r.s. 40-30-20-10.

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT. Film australien de Stephan Elliott, v.o. : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; Réflex Média, 6 (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 8 (36-68-37-62) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; r.s. 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra France, 8 (36-68-75-55) ; r.s. 40-30-20-10 ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13) ; r.s. 40-30-20-10.

3615 LE MONDE (Minitel) ou 36-68-03-78 (téléphone) 219 F TTC/min

Chaque samedi



à 13 heures

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)
Serge BOLLOCH (le Monde)

interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 7 janvier

Pierre-Henri PAILLET

délégué à l'aménagement du territoire (DATAR)



MUSIQUE

La mort du compositeur Francis Lopez

Le roi d'un monde perdu

Francis Lopez, auteur de succès d'un millier de chansons et d'une quarantaine d'opérettes, est mort à Paris, jeudi 5 janvier, d'un arrêt cardiaque. Opéré d'une occlusion intestinale, il était entré dans le coma dans la nuit du 4 au 5 janvier. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Une calèche qui galope au lointain, la neige qui ouate les toits poissés, le clair de lune sur les palmiers, le soleil de Mexico qui fait danser des jeunes filles aux cuisses rondes, un exotisme sage aux couleurs flamboyantes, un couple comique, plus un couple de charme – ténor à roudes, divette malicieuse – c'est là l'opérette à grand spectacle, le style Francis Lopez, et le Châtelet mythique.

Francis Lopez a fait fredonner le monde entier, a fait chanter Maria Casarini et Georges Guétary, Maurice Chevalier et Tino Rossi, Annie Cordy et Line Renaud. Il a inventé une Espagne de poupées, puis est arrivé le jour où il a rencontré Luis Mariano, dont le timbre chaleureux, les aigus veloutés, le sourire immaculé et les yeux de brise ont inspiré ses meilleures musiques. Ils se complétaient parfaitement. Ensemble, ils ont connu des triomphes incroyables, à commencer par la Belle de Cadix qui, après la Libération, resta à l'affiche pendant cinq ans. C'est que l'auteur et le chanteur jouaient le jeu sans fausse honte ni second degré, et on leur en était reconnaissant. Ils racontaient des fées rassurantes où les méchants ne l'étaient pas vraiment, où les bons l'étaient tout à fait.

Après l'ouverture – pot-pourri



Luis Mariano dans « Le chanteur de Mexico », de Francis Lopez, au Châtelet en décembre 1951.

des airs principaux – une scène de groupe très animée préparait l'arrivée du jeune premier : traditionnellement un ténor. Les voix pointues des choristes enrouées s'élevaient : « Il va venir ? Tu en es sûr ? Oui, on l'attend, je sens mon cœur qui bat. » Et dans la salle, les cœurs battaient vraiment, et il arrivait, étincelant.

Le triomphe, conforté par les disques, le cinéma et le succès d'un millier de chansons, a duré des années 50 aux années 60, pour se prolonger tant bien que mal jusqu'à aujourd'hui : on a encore joué, dans les Opéras de

Nancy et de Metz, *Quatre jours à Paris* et *Le Prince de Madrid* pour les fêtes de fin d'année ; le ténor José Villamor, dernière découverte de Lopez, propose encore actuellement, au Théâtre Hébertot à Paris, un programme construit autour de Lohé, Offenbach et l'auteur de la Belle de Cadix.

Mais Luis Mariano est mort en 1970 (1). Et avec lui a disparu l'opérette à grand spectacle du Châtelet d'autrefois. Le genre a perdu ses paillettes et son luxe. Il est devenu une sorte d'objet de nostalgie, réservé aux représentations en matinée. Francis Lopez a

continué à écrire, a trouvé d'autres ténors à accent, mais ni José Todaro (dans *Gipsy* en 1972) ni Loupy (le *Vagabond tzigane* en 1982), ni José Villamor, malgré la qualité de sa voix et le nombre de ses fans, n'ont renouvelé le miracle. Le temps était passé.

La vie de Francis Lopez ressemble à une histoire triste. Cet homme qui avait été très beau et en avait bien profité, ce séducteur don juanesque a perdu tragiquement deux de ses quatre épouses. Ce compositeur riche (ses droits d'auteur sont les plus importants que perçoive dans le

genre lyrique la Société des auteurs et compositeurs dramatiques) a dû quitter le Châtelet en 1974, n'a pas voulu renoncer, tentant à nouveau l'aventure au Théâtre de la Renaissance puis dans un ancien cinéma du boulevard de Strasbourg, l'Eldorado.

En dépit de toutes les modes, il y a monté quantité d'opérettes dans des toiles peintes et répétées d'un spectacle à l'autre, avec des choristes en play-back et quelques danseuses. De Montréal, où il chantait dans des revues, est revenu Georges Guétary, qui avait vieilli en même temps que son public. C'était comme une survie des anciens music-halls de quartier, qui changeaient de répertoire – tout au moins de titre – tous les huit jours, avec toujours les mêmes jeunes premiers, les mêmes meneuses de revue, les mêmes plaisanteries égrillardes, les mêmes comiques. Un monde disparu, que, plus ou moins, Francis Lopez a fait revivre. Il lui a seulement manqué un Fellini ou un Woody Allen, qui aurait su le raconter dans un film.

COLETTE GODARD

(1) Francis Lopez devait fêter ses cinquante ans de carrière en 1995, année qui coïncidait avec le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Luis Mariano. Francis Lopez devait effectuer sa rentrée et ses adieux à la scène, dans une superproduction intitulée *Francis Lopez raconte Luis Mariano*. Ce spectacle, ainsi que trois autres productions consacrées à l'opérette et à la variété d'Offenbach à Francis Lopez, avec Loupy et Germaine Florant, de Mariano à Michel Berger, Mariano : la légende, avec Ritchy en chanteur vedette), devait partir en tournée en début d'année. Le Théâtre de la Renaissance à Paris où est présenté le spectacle *Palmiers Francis Lopez* – 50 ans de succès, douze représentations supplémentaires en hommage au compositeur les 7 et 8 janvier. Tél. : 45-57-57-55.

Milliardaire, séducteur et aventurier

Francis Lopez était à sa façon le plus populaire des compositeurs français. Il devait sa notoriété non seulement à ses innombrables chansons et à la quarantaine d'opérettes qu'il avait composées entre 1944 et les années 80, mais aussi à sa vie de séducteur milliardaire, régulièrement frappé par le destin. Il avait divorcé de sa première femme, Colette, et sa deuxième épouse, Sylvia, jeune star de cinéma, était morte d'une leucémie en 1959. En 1986, sa troisième femme, Anja, était morte tragiquement dans un accident d'hélicoptère sur la Côte d'Azur. Elle avait dessiné les décors et les costumes de ses opérettes pendant vingt ans et lui avait donné son unique enfant, Rodrigo. En 1990, Francis Lopez s'était marié une quatrième fois, avec Catherine de Puy-Montbrun.

Né le 15 juin 1916 à Montbéliard, le musicien avait passé son enfance dans le Pays basque et n'avait jamais perdu ni l'accent ni le goût pour le rugby. Il avait fait des études de médecine et avait ouvert un cabinet de dentiste avant de se mettre à écrire des textes de chansons. Ne trouvant pas de compositeur qui lui convint, il finit par les mettre lui-même en musique.

Dénicheur de voix

Son ami André Dassary, chanteur très populaire avant-guerre, s'enthousiasme pour ces chansons et fait en sorte qu'elles soient éditées. C'est sur sa pression que Francis Lopez se consacre après 1946 au métier d'auteur-compositeur, qui allait le rendre milliardaire. Dès 1944, il avait découvert Luis Mariano, très jeune ténor basque qui débutait alors dans l'opéra. Il écrit à son intention la *Belle de Cadix*, qui fut un triomphe et laura le succès de la comédie chantée avec l'acrobate espagnol. *Andalousie*, toujours avec Mariano, connaît plus de mille représentations au Théâtre de la Gaîté-Lyrique à Paris.

Maurice Lehmann, qui dirige le Châtelet jusqu'en 1966, consacre l'établissement à l'opérette, qui connaît alors son âge d'or avec des librettistes comme Raymond Vincy et Claude Dufresne. Georges Guétary s'y révèle dans *Don Carlos*, d'après Pierre Benoit, suivi par Luis Mariano dans le *Chanteur de Mexico* et Marco Polo. André Dassary connaît lui aussi le succès dans la *Théâtre d'Or*. Le genre commence à décliner avec *Quatre jours à Paris* ou la *Route fleurie*, bien que Francis Lopez se soit assuré la collaboration de Bourvil, Annie Cordy, Henri Genès, Jean Richard. Dénicheur de voix, l'auteur jette ses derniers feux grâce à José Todaro dans *Gipsy* en 1972 ou à Youri dans le *Vagabond tzigane* en 1982.

Mais l'apparition en France des comédies musicales américaines, autrement musclées, et surtout celle des spectacles de variétés télévisées tue – sans doute définitivement – l'opérette française, un genre créé au XIX^e siècle par Antoine Hérold, Charles Lecocq et Jacques Offenbach.

A. Ry.

Discographie

Les œuvres de Francis Lopez sont restées gravées dans le mémoire populaire essentiellement grâce aux voix de Georges Guétary, Luis Mariano et Tino Rossi. Des rééditions et des compilations permettent de réentendre le *Chanteur de Mexico*, *Méditerranée* ou la *Belle de Cadix*. Luis Mariano : Les plus belles opérettes de Francis Lopez, 1 CD EMI 7810152. La Belle de Cadix, *Andalousie*, 1 CD EMI 2534432. Album souvenir, airs d'opérette, 2 CD EMI 7944382. Toutes ses opérettes, 1 coffret de 5 CD EMI 7931172.

Tino Rossi : Les opérettes, 1 CD EMI 8271522. Georges Guétary : Les plus grands succès, volumes 1 et 2, 2 CD Musicdisc 18342. Jubilé d'or, 1 CD Polygram 1913332.

BARRY DOUGLAS ET L'ORCHESTRE DE PARIS salle Pleyel

Un Brahms impressionniste

Concerto pour orchestre, de Bartok ; Deuxième Concerto pour piano, de Brahms : voilà un programme accrocheur, sachant que l'Orchestre de Paris accueille à sa tête Gilbert Varga – fils du violoniste Tibor Varga –, le Hongrois qui s'imposait peut-être pour les sortilèges et le désespoir bartokiens. La première partie, boisée par l'Orchestre de Paris pour son premier programme de l'année 1995, se compose malheureusement, les mercredi 4 et jeudi 5 janvier, salle Pleyel, du *Chasseur maudit*, de César Franck – poème symphonique lyophilisé – et de la suite symphonique extraite d'*Hory Janos*, de Kodaly, succession de danses folkloriques et de pièces pittoresques que Varga, d'un bras de toréador, extirpe sans excès de raffinement d'un orchestre pétaradant.

Cette suite ne figure pas dans le programme repris par les mêmes interprètes, le matin du samedi 7 janvier, au Châtelet, à l'intention des enfants. Resteront Franck et le Deuxième Concerto pour piano, de Brahms : drôle d'alliance du froid et du chaud, du périssable et de l'immortel. Le pianiste Barry Douglas, qui a conquis un prix Tchaïkovski et sa jeune notoriété (il est né en 1960), en 1986, avec le Brahms

plus délié du Premier Concerto, s'attaque ici à un massif autrement escarpé, que la plupart des interprètes abordent en force.

Douglas dépose une fois pour toutes le poids de son corps imposant au bout de ses longs doigts et exécute ornements perlés et sauts ahurissants par simples déplacements latéraux. L'allegro initial est voilé, à l'unisson des sonorités de cor qui le nimbe. Le scherzo est impétueux, exécuté côté direction : une dissidence s'affirme dans la conception.

Le mouvement lent et, surtout, l'*allegretto gracioso* confirment que le Brahms de Barry Douglas regarde vers l'impressionnisme, débordé d'images, de sensualisme, resplendit au soleil avant de replonger dans les brumes, échappe au passionnel, à l'épanouissement, d'une tenue impeccable (beau solo de violoncelle au troisième mouvement) reste assez imperméable à ces sophistiquations.

ANNE REY

► Franck (*le Chasseur maudit*) et Brahms (*Deuxième Concerto pour piano*), samedi 7 janvier, Théâtre du Châtelet, 11 heures (concert à l'intention des moins de 25 ans, tarif unique : 50 F). Tél. : 40-28-28-40.

Une séquestration rocambolesque

Le 25 septembre 1976, Francis Lopez et son épouse Anja, revenant d'une soirée au Palais Beach, étaient séquestrés pendant plusieurs heures dans leur ville cotoyée, Gipsy, en compagnie de l'homme d'affaires François Fériel, un ami du compositeur qui avait participé au financement de plusieurs de ses spectacles.

L'épisode est rocambolesque : les malfaiteurs déjouent Anja de ses bijoux, violent le coffre-fort, obligent François Fériel à signer des chèques en blanc, le droguent au Gardénel et l'embarquent en pleine nuit. L'effroi fait grand bruit, d'autant que son contexte est digne d'une série télévisée.

Fierté avec le milieu

François Fériel est en instance de divorce. L'épouse de l'homme d'affaires vient de déposer auprès du tribunal de Grasse une demande de protection juridique : son mari est dit-elle, sous l'emprise de personnes qui l'incitent à dissiper le patrimoine communautaire. Par ailleurs, François Fériel, ancien dirigeant d'un établissement spécialisé dans le commerce de l'or et de la numismatique à Paris, avait l'intention d'investir dans des établissements de nuit sur la Côte d'Azur, un secteur à risque où Francis et Anja Lopez avaient déjà mis les pieds.

Après l'enlèvement de leur ami et financier, Francis Lopez et son épouse ne préviennent pas immédiatement la police. L'épisode est embrouillé, livré sur fond de douce vie, de flirt avec le milieu. Les noms de François Mercanton, impliqué dans l'affaire Markovitch (le secrétaire d'Alain Delon) et entendu après l'assassinat Jean de Broglie, ainsi que celui du marchand de tableau Fernand Legros, mort en 1983, suspecté dans de nombreuses affaires de faux, sont cités à plusieurs reprises.

L'hypothèse du coup monté est évoquée. Dix jours plus tard, François Fériel est libéré par ses ravisseurs, après de vagues demandes de rançon. L'affaire ne sera jamais élucidée.

V. Mo.

Une notoriété gagnée aussi par le cinéma

Compositeur de la musique d'une cinquantaine de films, Francis Lopez a commencé à travailler pour le cinéma au début des années 40. Le premier long métrage auquel il collabora, *Mon amour est près de toi*, de Richard Pottier (1943), est écrit pour Tino Rossi, pour lequel Francis Lopez signera également, seul ou avec d'autres compositeurs, les partitions de *Desains*, de Richard Pottier (1946) et de *Marlene*, de Pierre de Hérain (1948). Francis Lopez a également écrit la musique de deux films avec Georges Guétary réalisés par Gilles Grangier (*le Cavalier noir* en 1944 et *Trente et quarante* en 1945). Mais c'est surtout pour Luis Mariano qu'il a travaillé, de *Fandango*, d'Emile-Edwin Reinert (1948), à *la Jamniquette*, d'André Berthomieu (1957).

En 1950, *Andalousie*, de Robert Vernay, avec Luis Mariano et Car-

men Sevilla, constitue la première adaptation à succès d'une des opérettes de Francis Lopez. Suivront *Violentes Impériaux*, de Richard Pottier (1952), également avec Luis Mariano et Carmen Sevilla, *la Belle de Cadix*, de Raymond Bernard (1953), toujours avec le même couple vedette, et *le Chanteur de Mexico*, de Richard Pottier (1956), avec Luis Mariano, Bourvil et Annie Cordy.

Sortant en quelques rares occasions de son registre habituel, Francis Lopez a notamment composé (avec Albert Lasry) la musique du film d'Henri-Georges Clouzot *Quai des ordres* (1947). Il fut également producteur, sans toujours égarer la musique des films qu'il produisait. Ce fut le cas du *Jeu de la vérité*, de Robert Hossein, en 1961.

P. M.

SALON DE LA BIBLIOPHILIE

Le Carrousel du Louvre
12 - 15 JANVIER 1995
OUVERTURE 10h30
20h00
99 rue de Rivoli - 75001 Paris
Organisé par le Gloppe - 47 83 93 91

MONTPARNASSE

MATINÉE LE MERCREDI 8h30
100%



ECOUTEZ VIB

Du 10 janvier au 19 février 1995

Le menteur

Comédie de Pierre CORNEILLE
Mise en scène de Jean-Marie VILLÉGER

47 42 67 27

ATHENÉE

ECOUTEZ VIB

ARTS

Les musées, cap au Nord

Le musée d'Art Moderne de la Ville de Paris a ouvert ses portes le 10 janvier 1995. L'occasion pour le directeur, Jean-Louis Boisson, de présenter une exposition de l'art contemporain. L'exposition, intitulée "L'art contemporain, une aventure", est organisée par le directeur, Jean-Louis Boisson, et le directeur adjoint, Jean-Louis Boisson. Elle est composée de deux parties : la première partie est consacrée à l'art contemporain français, la deuxième partie est consacrée à l'art contemporain international. L'exposition est ouverte du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Le billet d'entrée est de 5 francs. Les enfants de moins de 12 ans sont admis gratuitement.

Le musée d'Art Moderne de la Ville de Paris a ouvert ses portes le 10 janvier 1995. L'occasion pour le directeur, Jean-Louis Boisson, de présenter une exposition de l'art contemporain. L'exposition, intitulée "L'art contemporain, une aventure", est organisée par le directeur, Jean-Louis Boisson, et le directeur adjoint, Jean-Louis Boisson. Elle est composée de deux parties : la première partie est consacrée à l'art contemporain français, la deuxième partie est consacrée à l'art contemporain international. L'exposition est ouverte du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Le billet d'entrée est de 5 francs. Les enfants de moins de 12 ans sont admis gratuitement.

T.Q.I. La Balance

CORPS

ECOUTEZ VIB

مكتبة الفن

CULTURE

ARTS

Les musées, cap au Nord

Suite de la première page

40 millions de francs et cinq ans de travaux seront nécessaires à cette restauration. Ne parlons pas de la « troisième tranche » pour laquelle se bat la conservatrice, Françoise Baligand. Non chiffrée, elle est destinée à l'aménagement de réserves, d'une salle d'exposition temporaire et de la création d'un « Mesoroseo », musée des sciences et techniques dédié aux poids et mesures. La Communauté européenne a été sollicitée pour financer cet étrange animal.

En revanche, les travaux des musées de Tourcoing et de Cambrai sont achevés depuis octobre 1994. Ce sont les mêmes architectes, Jean-François Bodin et Thierry Germe, qui ont mené la rénovation. Dans la première ville, il s'agissait de restructurer un musée dont les collections ne sont pas essentielles. Le pari a été de retrouver une belle suite de salles claires, sobres, destinées à la collection comme aux expositions. La conservatrice, Evelyne Allouard, profitant de la présence à Tourcoing d'une école d'art, essaie de favoriser la rencontre de l'art contemporain et celui des siècles passés. Sur la même cimaise, Christian Bonnefoi voisine ainsi avec Theo van Doesburg et Robert Rauschenberg. La danse et le cinéma sont également conviés dans ces espaces polyvalents qui ont coûté 10 millions de francs. Reste la façade dont la réfection est repoussée à des jours meilleurs.

Une donation Matisse inattendue

A Cambrai, l'hôtel du XVIII^e siècle a été soigneusement restauré, jusqu'à une restauration rétrospective contemporaine. L'ensemble (53 millions de francs) se présente comme un circuit astucieux et pédagogique qui prend le visiteur à l'aube du bronze pour le ramener à l'aube du XX^e siècle. Le point fort des collections sont les étonnantes statues d'albâtre du XVIII^e siècle, vestiges de la cathédrale détruite pendant la Révolution. Mais une partie des collections ont disparu pendant la première guerre mondiale. Aujourd'hui, le conservateur, Françoise Magny, doit vaincre l'indifférence de l'équipe municipale actuelle et attirer des collections aux lacunes considérables. Rude tâche.

Satellite de Cambrai, Le Cateau (sept mille habitants) s'honore d'avoir vu naître Henri Matisse. Le peintre reçut, en 1952, une délégation du conseil municipal de sa ville natale qui lui demandait de signer quelques reproductions de ses œuvres. Elle repartit avec une brasse d'originaux : trente-huit dessins, cinq sculptures, une tapisserie, deux tentures, vingt-sept gravures et dix livres illustrés. La moitié de la mairie fut sacrifiée pour installer cette donation inattendue. En 1982, grosse par d'autres dons de la famille Matisse et quelques acquisitions, la collection dut émigrer au palais Fénelon, ancienne résidence des archevêques de Cambrai. D'autant qu'un autre enfant du pays, la peintre Anguste Herbin, a légué au Cateau une trentaine d'œuvres. Exemple imité par sa nièce, Geneviève Claisse. La municipalité, ne pouvant assumer les frais d'un tel établissement, obtint que le département du Nord le prenne en charge. Sa conservatrice, Dominique Zygmunt, va obtenir du Conseil Général une rénovation estimée à 37 millions de francs, qui fera passer son établissement de 800 à 2 700 mètres carrés.

C'est un projet d'une autre envergure (105 millions de francs et 6 000 mètres carrés) qui doit voir le jour à Roubaix. Il s'agit d'un sauvetage à trois : sauver les collections de l'ancien musée de l'industrie textile, mises en caisse depuis 1940 (trente mille pièces de tissus de toutes matières et de toutes origines depuis l'Égypte antique du VI^e siècle et huit mille livres d'échantillons) ; sauver celles du musée des Beaux-Arts (artistes officiels et régionaux, pompier et art déco), également fermé depuis la guerre. Mais aussi sauvegarder un bâtiment emblématique : l'ancienne piscine art déco, projetée par la municipalité dans les années 20, deviendra un équipement culturel.

La puissante association des conservateurs

Quand on sait que Calais, Boulogne et Dunkerque ont aussi des projets pour leurs musées, que les dossiers de Cassel et de Béthune sont bouclés et que Valenciennes mène un musée des transports, on peut s'interroger sur la frénésie qui s'est emparée de la région Nord-Pas-de-Calais. Il est vrai que c'est toute la France qui a été saisie d'un activisme muséal dans les années 80. Mais cela s'explique pas tout. D'autant que le Nord traverse une crise sévère : les industries traditionnelles (textiles, charbonnage, sidérurgie) sont malades ou mortes. Le chômage atteint des taux élevés (plus de 30 % à Valenciennes, Roubaix ou Tourcoing). Les friches industrielles prolifèrent. Bref, autant de conditions qui gênent généralement tout renouvellement culturel.

Un concours de circonstances a permis de renverser la vapeur. L'exceptionnelle concentration urbaine, très ancienne, a suscité l'éclosion de multiples musées, au XIX^e siècle, pour accueillir les sautes révolutionnaires - les richesses des églises et des cou-

vents - et les collections des riches amateurs (Wicar à Lille, Escallier et Fouquet à Douai, Panckoucke à Boulogne, Masquelier à Villeneuve d'Ascq). Plus près de nous, la désindustrialisation a entraîné la création d'une autre vague de musées (de la mine à Lewarde, du textile à Fourmies, du verre à Trélon) destinés à entretenir la mémoire d'une activité disparue. Cette richesse (trente-trois musées répartis sur les deux départements) a donné naissance, en 1973, à une puissante Association des conservateurs de la région Nord-Pas-de-Calais. Constatant que leurs budgets étaient médiocres, mais leurs collections complémentaires, ils ont décidé d'unir leurs ressources pour monter des expositions communes.

Grâce à sa connaissance du terrain local, l'association a réussi à faire inscrire, en 1989 et en 1994, au X^e et au XI^e plans, la rénovation de vingt-et-un sites muséaux pour une somme qui représente, en huit ans, plus de 660 millions de francs venus de l'État, de la région et des municipalités, avec une participation du département. « On a dû mal à faire admettre le bien fondé d'une politique culturelle quand la crise économique frappe partout », reconnaît Jean-Luc Bedel, secrétaire général-adjoint de la mairie de Lille.

Un mécénat insuffisant

Mais les collectivités ont joué le jeu car les musées n'ont plus cette image de manoirs possédés qui leur collaient à la peau. Mieux ils sont en passe de devenir les vitrines de ces villes malades. La région ne peut oublier le tourisme culturel dans sa reconversion obligée et sa situation géographique lui permet de profiter d'un public européen, de Londres à Bruxelles, d'Amsterdam à Cologne. Ces entreprises culturelles sont aussi pour les élus de parfaites machines à communiquer. Ainsi le sénateur André Dujardin (CDS), longtemps maire de Roubaix, a vigoureusement poussé le projet de rénovation de son musée qui va coûter à ses seuls concitoyens 25 millions de francs : « C'est la vitrine de l'industrie textile, explique-t-il. Le symbole de la renaissance de la ville, l'image d'une cité entrepreneuriale ».

A Lille, la refonte du Palais des Beaux-Arts n'aurait pas été possible sans l'appui du maire, Pierre Mauroy. Le rôle de Jean-Louis Borloo, premier magistrat de Valenciennes, a lui aussi été déterminant. En revanche, François-Xavier Villain, maire de Cambrai, n'a jamais caché son hostilité aux travaux lancés par son prédécesseur, Jacques Legendre, bien que tous deux soient membres du RPR. « Le conservateur qui n'est pas soutenu par son maire n'a plus qu'à démissionner », affirme sèchement Arnaud Brejon de Vergée. C'est ce qu'il a fait son prédécesseur Hervé Cusnel, et le prédécesseur de Patrick Ramade à Valenciennes, Jacques Kuhn-Minich.

D'autant que le maire décline l'arme absolue : après les joies de l'inauguration, la ville se retrouve seule pour faire tourner la machine. Machine neuve certes, et plus brillante, mais qui a besoin d'un supplément de combustible. Certains budgets de fonctionnement (600 000 francs pour Tourcoing, 1 million de francs pour Valenciennes, 3 millions de francs

pour Le Cateau) seront-ils suffisants ? On peut en douter : 8 à 9 millions de francs seront nécessaires, demain, pour assurer la bonne marche du musée de Roubaix et le palais des Beaux-Arts de Lille devra « rouler » avec 30 millions de francs au lieu des 17 millions de francs qu'il avait avant fermeture.

Encore ces budgets de fonctionnement ne couvrent-ils que la routine - salaires, entretien, chauffage, électricité... Comment acquiescer de nouvelles œuvres alors que les pièces de qualité sont très chères ? Il y a bien l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées (FRAM), mais il est insuffisant. Insuffisamment également le mécénat ou la souscription, pourtant explorés avec succès par Arnaud Brejon de Vergée pour le Gobelet d'argent, de Chardin (11,6 millions de francs), la Vanité, de Hemessen (3,6 millions de francs) ou les cent soixante-trois dessins d'Arnold de Vuez : le fonds d'atelier d'un peintre lillois du XVII^e siècle, offert par l'Association Boudin.

Mais comment organiser des expositions dont le coût croît sans cesse (de 1 à 5 millions de francs) ? Comment faire tourner un service pédagogique et multiplier les activités de ces centres culturels que sont devenus les musées ? Certains demandent que le budget de fonctionnement des musées soit pris en charge par les collectivités urbaines. Car si la commune de Lille n'atteint pas 180 000 habitants, les quatre-vingt-sept communes qui l'entourent dépassent le million. « Il suffirait d'obtenir pour les musées 1 % du budget de cette communauté, soit 100 millions de francs », rêve Arnaud Brejon. D'autres envisagent pour ces musées des « mises en réseau » plus poussées. Ces derniers pourraient s'associer, non seulement pour organiser des expositions, mais aussi pour acheter des œuvres présentées à tour de rôle dans ces établissements.

La solution peut aussi venir de la direction des musées de France ou du Centre Pompidou qui doivent accorder leurs crédits en province. Surtout pour la période moderne et contemporaine. « L'État doit-il continuer à acheter des œuvres pour les laisser dormir dans des réserves ? » demande un conservateur qui signale que les collections des Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) soient reversées, à terme, aux musées de la région. Cédric du Nord, riche de quatre cents pièces, a choisi une autre voie, et ouvrira, fin 1995, un espace propre à Dunkerque.

EMMANUEL DE ROUX

Un calendrier des arts 1995 dans « Le Journal des arts ». - Le Journal des arts publie avec son numéro de janvier un calendrier des arts 1995. Après avoir fait le bilan des expositions qui ont eu lieu en 1994, il développe, en 90 pages, un panorama très complet des expositions, foires et Salons qui se tiendront tout le long de 1995. Non seulement en France et en Europe mais aussi en Afrique du Sud, en Australie, au Canada, à Hong-Kong, en Israël ou aux États-Unis. 4 000 lieux sont recensés, accompagnés d'un index thématique (architecture, art contemporain, design, mode, décoration, etc.). (Le Journal des arts, 22, avenue Villmain, 75014 Paris.)

La botte et sa chaussette
de Herbert Achtembusch
traduction René Foc
conception Michel Dubois
Jean-Yves Lazennec Lucien Marchal
avec Michel Dubois Lucien Marchal
une création en français de la
COMPAGNIE DE CASIN
du 6 au 21 janvier 1995
32, rue des Cordes, Casin
31 46 27 29

THÉÂTRE

COMME IL VOUS PLAIRA aux Bouffes-du-Nord

Les travestissements du cœur

« De toutes les versions de Comme il vous plaira que j'ai vues - et je n'ai pas assez de doigts pour les compter - celle de Declan Donnellan est de loin la meilleure. » Qui parle ? L'un des plus vifs « amis » de Shakespeare, son compagnon d'armes et de larmes, son interprète itinérant et fidèle, le metteur en scène Peter Brook. On connaissait mal ce Declan Donnellan, pourtant directeur associé du Royal National Theatre de Londres et animateur depuis 1981 d'une troupe britannique joliment baptisée Check by Jowl, un nom emprunté à une réplique shakespearienne et que l'on peut traduire par « côte à côte ». Donnellan a également créé à Londres, en 1984, trois cent dix-sept ans après qu'elle a été écrite, l'Andromaque de Racine, puis, en 1986, le Cid de Corneille.

Afin de vérifier la prometteuse assertion de Peter Brook, nous sommes allés à New-York, plus précisément à Brooklyn, dans le beau théâtre décati qui fait office de seconde salle pour la Brooklyn Academy of Music, sorte de jumeau démesuré du Théâtre des Bouffes-du-Nord. Ce fut une surprise - totale - dont le théâtre anglais est seul capable : des interprètes exceptionnels, souvent très jeunes, tour à tour acteurs, chanteurs et musiciens, animent un dispositif d'une simplicité biblique, un plateau presque ou imaginé par Nick Ormerod, soigneusement mis en lumière par une certaine Judith Greenwood. Rarement une comédie du répertoire aura été si joliment gracie. Quelques Anglais ont le don de transcender, par le jeu et les dispositifs scéniques, les faibles moyens du théâtre public outre-Manche. Nous y sommes.

Dans la tradition du théâtre élisabéthain, tous les rôles sont tenus par des hommes que s'effraie pas le travestissement. Cela donne une amitié singulière entre une Rosalinde (Adrian Lester) incarnée par un jeune acteur noir longiligne, gracieux et une Celia (Simone Costas) petite-bourgeoise ronde et empruntée qui ressemblera bientôt, au détour de certaines scènes, à une Margaret Thatcher plutôt inquiétante... Les deux « co-sœurs » sont entichées d'un jeune chevalier déshérité, Orlando (Scott Handy), qu'elles retrouveront en forêt d'Ardenne pour fuir les persécutions d'un duc usurpateur, Frédéric (David Hobbs).

Là, tous vivent en retrait du monde, micro-société où les jeux se combinent aux plaisirs pour apaiser les souffrances de l'exil. L'homme n'a rien inventé de plus doux que le couple pour affronter les aléas du temps : couple de bergers (Pébé l'innocente et Silvius l'homme des bois) ; couple de lutins (Pierre-de-Touche le bouffon et Andrey la bécasse) ; et, last but not least, les couples formés par nos jeunes princes (Celia et Olivier, Rosalinde et Orlando). Du coup, la solitude de Jacques de Boys (« Le monde entier est une scène, les hommes et les femmes en sont les acteurs... ») n'en paraît que plus poignante, d'autant que le metteur en scène s'est autorisé, seule coquetterie du spectacle, à déplacer la réplique pour en faire le prologue de la pièce.

La discrétion du décor

Aucune concession ici à la pastorale dans le goût italien, si prise au siècle de Shakespeare et, hélas, longtemps après lui ; la discrétion du décor est le contraire de l'idéalisation d'une quelconque nature qui, seule, pourrait sauver l'homme de ses errements. A un rythme effréné et joyeux, sans craindre quelques sautes d'humeur - on assiste à quelques belles empoignades -, Declan Donnellan et sa troupe questionnent les travestissements du sentiment amoureux.

Shakespeare évoquait la complexité des hommes et des femmes bien mieux que les meilleurs laboratoires de biogénétique. Il invente à loisir des chronosomes que la science ne peut encore nommer. En un temps où nos cerveaux s'effraient à l'esquisse d'une carence, la sarabande facétieuse de la compagnie Check by Jowl est une assurance totale : « L'amour des hommes et, accessoirement, l'amour du théâtre ».

OLIVIER SCHMITT

Théâtre des Bouffes-du-Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris. Métro : La Chapelle. Tél. : 46-07-34-50. Du mardi au vendredi à 20 heures. Samedi à 14 h 30 et 20 heures. En anglais, surtitres en français. Durée : trois heures quinze avec un entracte. 70 F à 130 F. Jusqu'au 21 janvier.

DANSE

Ancienne danseuse étoile des Ballets de Monte-Carlo

Nina Tikanova est morte

La danseuse étoile d'origine russe Nina Tikanova est morte, mardi 3 janvier à Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans.

Née le 23 février 1910 à Saint-Petersbourg, dans une famille d'intellectuels - son père était un éditeur réputé -, Nina Tikanova fut la Russie en 1921 avec sa mère, accompagnée de Maxime Gorki. Elle connaît la vie des réfugiés, d'Helinski à Berlin, puis arrive à Paris, où elle s'installe définitivement.

Nina Tikanova apprend la danse avec Olga Prokhorovska, fréquente le milieu russe en exil et rencontre Balanchine, qui lui demande de danser avec lui. Elle préfère vivre une aventure chorégraphique avec Bronislava Nijinska, sœur de Nijinski. Toutes deux dansent d'abord chez Ida Rubinstein, de 1928 à 1930. Puis, quand Nijinska crée sa propre compagnie, Nina Tikanova la suit jusqu'en 1938. Elle devient à cette

date danseuse étoile des Ballets de Monte-Carlo.

Elle arrête progressivement de danser après la seconde guerre mondiale pour se consacrer à l'enseignement dans son école de la rue du Bac à Paris. Elle mettra également son talent au service des enfants traumatisés par le conflit, souvent orphelins, afin de redonner leurs troubles affectifs et moteurs. On pouvait écouter des heures cette étonnante personnalité parler de la vie intellectuelle à Saint-Petersbourg, puis à Paris entre les deux guerres. Nina Tikanova raconte ses souvenirs dans la Jeune Fille en bleu (l'Age d'Homme, 1991), roman dont le titre évoque le rôle qu'elle interprétait dans les Biches, ballet de Nijinska qui contribua à la rendre célèbre.

D. F.

Une plaque commémorative apposée au domicile parisien de Rudolf Nouriev. - Une plaque commémorative devait être apposée au domicile parisien de Rudolf Nouriev, vendredi 6 janvier à 16 h 30, un an exactement après la mort du danseur et chorégraphe. Le Cercle des amis de Nouriev et l'Association pour le rayonnement de l'Opéra (AROP) sont à l'origine de cet hommage. Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, devait participer à la cérémonie au 23, quai Voltaire, dans le septième arrondissement, à Paris, immeuble où a résidé celui qui dirigea le Ballet de l'Opéra de Paris, de 1983 à 1990.

Le Monde

Edité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec directeur et conseil de surveillance

Président du conseil :
Jean-Marie Colombani
directeur de la publication
Directeur général :
André Lagarde

Directeur de la rédaction :
Philippe Labadie
Directeur de la gestion :
Anne Chassagnou
Directeur délégué :

Directeur de l'information :
Philippe Labadie
Rédacteurs en chef :
Thomas Fournet, Edwy Plenel,
Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camille, Laurent Goussier,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre,
Luis Roniger

Directeur du « Monde des idées » :
Alain Robert, Michel Tuto
conseillers de la rédaction
Directeur des relations internationales :
Alain Fournet
secrétaire général de la rédaction :

Adjoint :
André Lagarde

Conseil de surveillance :
Président : Alain Minc
Vice-président : Olivier Bismuth

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1980)
Jacques Fauriol (1980-1982)
André Lagarde (1982-1983)
André Fontana (1983-1984)
Jacques Lagarde (1984-1985)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :
11, rue Falguière
75006 Paris Cedex 06
Tél. : (01) 44 35 35 35
Téléc. : (01) 44 35 35 35

ADMINISTRATION :
1, place Hubert-Seuve-Méry
94002 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : (01) 47 35 35 35
Téléc. : (01) 47 35 35 35

T.Q.I.
La Balance
CORPS
ADEL HAKIM
9 janvier - 5 février
à Ivry
46 72 37 43
ÉCOUTEZ VOUS

MUSIQUES DU MONDE
THÉÂTRE DE LA VILLE
PARIS
IRLANDE
15h FOUR MEN AND A DOG
le groupe qui monte 80
DE DANNAN
20h30 un des « classiques » de la musique irlandaise
2 PL. DU CHATEL 42 74 22 77

Le 9 janvier
vous découvrirez
le nouveau Monde.
Le Monde

Les monnaies latines à leur plus bas face au mark

Les crises politiques à Madrid et Rome font vivement chuter la peseta et la lire

L'Europe du sud est depuis plusieurs semaines dans la colli-metteur des marchés de change. Après la lire qui a touché, jeudi 29 décembre, son plus bas niveau historique face au mark - référence en Europe - (1050,5 lire pour un deutschemark), c'est au tour de la peseta de ne pas casser de perdre du terrain. La devise espagnole a d'ailleurs enfoncé à son tour, jeudi 5 janvier, son plancher historique contre le deutschemark. La peseta a terminé la journée sous le seuil psychologique des 85,50 pour un mark à 85,60 contre 85,13 le veille.

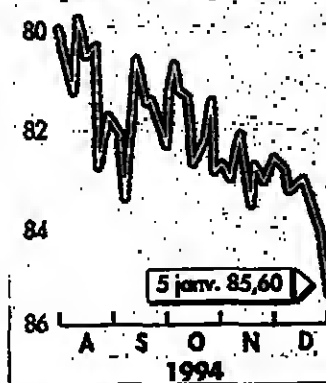
Vendredi dans la matinée, le beisme des monnaies latines se poursuivait avec un mark à 1047,10 lire et 85,70 peseta. Par ailleurs, le devis suédoise tombait à son plus bas niveau depuis deux mois, le mark montant à 4,8485 couronnes.

Les multiples rumeurs d'intervention imminente de la Banque

d'Espagne sur les marchés de change pour soutenir sa monnaie n'y ont rien fait. La chute de la peseta s'est poursuivie et amplifiée jeudi 5 janvier. Elle a suivi l'annonce d'une nouvelle augmentation du déficit des comptes courants espagnols qui atteint 889,9 milliards de pesetas (36 milliards de francs) de janvier à novembre 1994.

La banque centrale espagnole avait pourtant déjà tenté d'enrayer la baisse de sa devise en augmentant sensiblement l'un de ses taux directeur (les prises en pension) de 7,35 % à 8 % mercredi 4 janvier (le Monde du 5 janvier). Mais le marché des changes semble considérer que la décision de la banque d'Espagne lui donne une raison supplémentaire pour se défer de la peseta. Selon Chris Turner, analyste à la banque Barclays de Zoete Wedd, « La Banque d'Espagne a donné l'impression d'être intervenue uniquement pour stabiliser la devise et non pas pour lutter contre les risques d'inflation ».

La peseta au plus bas



Le Mark en peseta (échelle inversée)

Les experts les plus pessimistes ne sont pas loin aujourd'hui de faire le parallèle entre l'effondrement du peso mexicain et les accès de faiblesse de la peseta et de la lire. Les investisseurs s'interrogent sur la capacité de l'Espagne et de l'Italie à résorber leurs déficits budgétaires alors que ces deux pays traversent des crises politiques. Les analystes considèrent que l'Italie et l'Espagne pourraient être incapables de poursuivre les politiques budgétaires d'austérité amorcées et se trouveraient entraînés à nouveau dans le cercle vicieux du déficit, de l'inflation et de la dévaluation.

« Scandales à répétition »

« En fait, ni la peseta ni la lire ne sont survaluées. Leur affaiblissement n'est pas la conséquence d'une attaque de marchés qui lors des crises monétaires classiques s'en prend aux devises qu'il juge surévaluées », indique Jean-Paul Berthelette, directeur des études économiques du Crédit Lyonnais. Pour la plupart des analystes, la chute des monnaies de deux pays latins ne devrait pas ébranler le système monétaire européen dans son ensemble.

Les origines de la chute de la peseta et de la faiblesse persistante de la lire, qui s'échangeait jeudi 5 janvier à 1 044,7 pour un mark, sont avant tout politiques. Pour l'Italie, la chute du gouvernement Berlusconi n'a fait qu'aggraver les incertitudes. Quant à l'Espagne, les opérateurs craignent tout simplement « une situation à l'italienne, avec des scandales à répétition ». Le gouvernement Gonzalez est empêtré

depuis plusieurs semaines dans le scandale du GAL, les « escadrons de la mort » tenus pour responsables de 24 assassinats dans les milieux proches de l'organisation séparatiste basque ETA.

Le franc français a toutefois perdu du terrain en raison de la faiblesse de la peseta espagnole mais aussi de ventes par les investisseurs étrangers d'actions françaises à la Bourse de Paris. Le mark s'échangeait vendredi 6 janvier en début de journée, à 3,4520 francs contre 3,4440 francs en début de semaine.

« Un effet de dominos qui affecterait les pays du noyau dur du SME (Allemagne, France, Benelux, Danemark) ne semble pas à l'ordre du jour », estime François Chevallier, économiste à la Banque Française du Commerce extérieur. « Les crises monétaires, qui ont affecté en 1992 et 1993 le franc français, intervenaient en période de récession alors que les marchés jugeaient la politique monétaire française insuffisamment accommodante pour aider à la reprise », explique M. Chevallier. Aujourd'hui le contexte est tout autre. Ne serait-ce qu'à la suite de l'élargissement à 15 % des marges de fluctuation des monnaies du SME autour de leur cours pivot qui rend la spéculation plus hasardeuse. Les attaques contre la lire et la peseta marquent une défiance fondamentale vis-à-vis des gouvernants de ces pays.

E. L.

L'agence Moody's dégrade la note de la Suède

A cinq jours de la présentation du budget pour la période 1^{er} juillet 1995-1^{er} juillet 1996, l'agence de notation financière Moody's a annoncé, jeudi 5 janvier, qu'elle avait dégradé de Aa2 à Aa3 la dette à long terme de la Suède en devises étrangères (d'un montant de 52,8 milliards de dollars). La décision est motivée par le déficit budgétaire suédois, qui dépasse 13 % du PIB sur la dernière année fiscale et par le montant de la dette publique, qui croît plus vite que le PIB et dont les intérêts vont peser sur pendant dix ans au moins, selon Moody's.

Ces notes des agences financières sont très importantes car, aux yeux des investisseurs internationaux, elles classent la qualité des emprunts des pays et elles déterminent ainsi en partie les taux d'intérêt.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Une recommandation de Bruxelles sur les canalisations

L'eau potable plombée

La nouvelle est passée inaperçue... Mais c'est une véritable bombe à retardement que la Commission européenne vient de soumettre aux États membres. Une bombe qui menace prioritairement la France. Mercredi 4 janvier, l'exécutif bruxellois a proposé aux quinze l'adoption de nouvelles normes pour l'eau potable. Des normes plus strictes, notamment sur le plomb dont la Commission, s'appuyant sur des études de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), suggère de réduire le teneur de 50 à 10 microgrammes par litre d'eau. Qui n'y souscritait, tentent d'être ancrés dans les mémoires - et pas seulement des écologistes - les métaux du saturnisme ?

Lancée par l'OMS à la fin des années 70, des études montrent, en effet, que des teneurs en plomb, plus faibles que celles admises jusque-là, peuvent avoir des conséquences psychiques néfastes, des retards dans le développement intellectuel des jeunes enfants qui ne boivent, longtemps, que cette eau là. « Nous n'avons pas de certitudes scientifiques absolues, reconnaît-on selon Hydrotop 94, à Marseille en avril 1994, un spécialiste de l'OMS, mais elles sont suffisantes pour que nous recommandions de ramener à 10 microgrammes par litre en moyenne hebdomadaire, la teneur de l'eau potable en plomb ».

Une mesure d'un coût de 328 milliards de francs

L'OMS a donc adopté une nouvelle « valeur-guide » - en jargon technique - dont les fonctionnaires de la Communauté européenne recommandent aujourd'hui l'adoption. A Marseille, certains n'hésitent à souligner, en privé, leur soulagement de ne pas se voir reprocher, un jour, une quelconque négligence. Tous avaient en mémoire l'affaire du « sang contaminé ». Mais tous savaient aussi qu'en proposant aux États membres de réviser l'actuelle directive communautaire sur l'eau potable, ils ouvraient un dossier explosif.

Les problèmes techniques soulevés par l'adoption d'une norme aussi faible posaient, en effet, d'énormes problèmes techniques et financiers. Elle contraindrait les États membres et les particuliers à changer toutes les conduites d'eau en plomb. Le coût de la mesure est chiffrée, par la Commission elle-même, à plus de 50 milliards d'euros, c'est à dire à 328 milliards de francs, certes étalés sur quinze ans, mais très inégalement partagés entre les États membres. L'Allemagne où très peu de canalisations sont en plomb, serait épargnée. Outre-Manche, en revanche, le coût financier s'annonce énorme.

En France, ce sont, d'après de premières estimations, environ 4,5 millions de branchements qui seraient à refaire, dont un grand nombre dans les immeubles haussmanniens parisiens. La facture ? Tous les bruits circulent, tous les chiffres sont avancés, selon que l'installateur souhaite ou, au contraire, combatte l'adoption de la norme. A la direction de l'eau du ministère de l'environnement, on parle de 10 à 50 milliards de francs. Chez certains professionnels, on évoque le chiffre de 80 milliards dont une grande part serait demandée aux particuliers, les petits branchements d'immeubles étant beaucoup plus souvent en plomb que les grandes canalisations.

Empêtrés dans les « affaires » politico-financières, échauffés sur leur gestion, les compagnies d'eau s'affolent à l'idée de voir adopter de nouveaux textes, susceptibles d'accroître encore la hausse du prix de l'eau (le Monde du 30 juin). Les préoccupations des ministères des finances, de l'environnement et de la santé s'annoncent divergentes. La France - et les autres États européens - doit-elle vraiment consacrer des sommes aussi importantes pour un danger encore mal mesuré. N'y a-t-il pas, même en santé publique, d'autres priorités ? Répondra à ces questions s'annonce difficile.

PIERRE-ANGEL GAY

Deux Prix Nobel d'économie redoutent une grave crise financière en Italie

L'économie italienne est menacée d'une très grave crise financière. Les derniers experts à le dire ne sont pas les moindres puisqu'il s'agit de deux célèbres économistes, lauréats du Prix Nobel, l'américain Paul Samuelson et l'américano-italien Franco Modigliani.

Paul Samuelson, dans un entretien à l'hebdomadaire italien *Espresso* du 6 janvier, estime que l'Italie « risque d'être secouée par un chaos financier semblable à celui qui s'est produit au Mexique ». « Ce n'est pas une surprise que la lire soit sous pression. Quand la confiance des investisseurs disparaît, les capitaux s'en vont aussi », constate l'économiste, ancien élève de John Maynard Keynes et ex-conseiller de John Kennedy.

Selon Paul Samuelson, « le bilan du gouvernement Berlusconi est complètement négatif », et « son erreur fondamentale a été de choisir le choc frontal avec les syndicats sur le problème des retraites ». Et d'enfoncer le clou : « Lorsque l'économie est abandonnée à elle-même, que les leviers du pouvoir tombent dans

les mains des populistes et des démagogues, il n'est pas difficile de se retrouver avec une inflation passant de 4 % à 6, 8 ou 12 % en quelques mois », ce qui représente un risque pour les détenteurs d'emprunts d'Etat. Le propos est délibérément dépoussiéré « les slogans de l'autoritarisme des années 20 » aboutissant à un isolement du pays sur la scène internationale et financière.

Nettement plus modéré, Franco Modigliani (Prix Nobel 1985) juge tout de même qu'une « sud-américanisation de l'économie menace l'Italie ». « Il faut un gouvernement tout de suite, un gouvernement de personnes compétentes et sérieuses », affirme-t-il dans un entretien publié par la *Stampa* du 5 janvier, et une majorité au parlement « regroupée autour d'un programme d'assainissement fiscal et monétaire, afin de mettre un terme à la fuite des capitaux qui érode la valeur de la lire ». A ses yeux, celle-ci devrait « revenir autour des 1 000 lire pour un DM, ce qui est sa vraie valeur » (AFP).

Une querelle sur les exportations agricoles

La tension monte entre le Maroc et l'Union européenne

Des experts de la Commission se sont réunis mercredi 4 janvier pour étudier les éléments de réponse à une lettre adressée à Jacques Delors le 22 décembre par le premier ministre marocain, Abdelatif Filali, au sujet d'un nouveau contentieux entre Rabat et Bruxelles. Jugée « contradictoire et fort peu diplomatique », cette missive a trait au vieux problème des exportations de tomates dans l'Union européenne. Mais elle contient aussi un volet politique dans la mesure où, pour la première fois, elle lie explicitement ce dossier aux importantes négociations sur le droit de pêche accordé par le Maroc aux flottes communautaires (essentiellement espagnoles) et à l'évolution globale des relations entre le royaume et les Quinze.

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

La cause immédiate de cette tension est l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, des nouvelles dispositions du GATT uniformisant les prix d'entrée des produits agricoles dans l'Union européenne. Ces dispositions sont gênantes pour le Maroc, qui bénéficiait d'une exemption du prix de référence et dont les offres, à bas prix, étaient donc fort intéressantes pour les importateurs européens, au détriment des productions nationales, notamment celle, espagnole, des Canaries, en hiver. Pour tenir compte de diverses promesses antérieures à l'acte final du GATT et notamment de l'accord de coopération conclu entre

Rabat et la CEE en 1976, Bruxelles avait offert, le 22 novembre, une solution consistant à garantir les exportations marocaines de tomates à hauteur d'un plafond de 130 000 tonnes par an, avec imposition d'un prix d'entrée minimum de 560 écus (1 écu vaut 6,56 F) par tonne pendant l'hiver en cours. Une possibilité d'exportation à un prix inférieur était prévue, mais avec paiement d'une taxe compensatoire par l'importateur, pour ne pas trop nuire aux producteurs européens.

Rabat avait pu accepter ce compromis, avant d'envoyer le 21 décembre un aide-mémoire le remettant en question. A Bruxelles, on explique ce revirement par des « considérations de politique intérieure » (voir encadré). On dit que ce que le Maroc présente comme un ultimatum posé par Bruxelles n'est que la prise en considération de la situation créée au 1^{er} janvier par le GATT. Un haut fonctionnaire mêlé à la négociation admet cependant que « personne n'a rien à gagner à durcir le ton ». Quels que soient les conflits d'intérêt entre l'Espagne et le Maroc dans le contentieux en cours,

Bruxelles semble répondre à des décisions de nature à déstabiliser l'économie d'un pays dont le rôle régional s'annonce capital face aux menaces de l'islamisme algérien. Les États membres - l'Espagne mais aussi, en dehors de la période d'hiver, la France et les Pays-Bas - sont pris entre la pression bien compréhensible de leurs producteurs et les déclarations de bonnes intentions à l'égard du Maghreb dans le cadre de la politique méditerranéenne rénovée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La « dignité » bafouée de Rabat

RABAT

correspondance Au-delà des mots très durs - « diktat », « proposition attentatoire à notre dignité et à notre souveraineté » - qu'a eue à l'encontre de l'UE le premier ministre, M. Filali, le Maroc a quelques raisons d'être mécontent des Européens. Ces derniers l'ont d'abord laissé dans l'incertitude près de sept mois avant que M. Jacques Delors ne reprenne le dossier en main à l'automne en marge du sommet économique de Casablanca. Par la suite, les interventions de Manuel Merin, le commissaire européen en charge des pays en développement, ont été jugées « maladroites » par les responsables marocains.

Il ne faut cependant guère de

doute que, si le gouvernement marocain refuse le compromis conclu le 22 novembre avec Bruxelles à propos des exportations de tomates, c'est en partie sous la pression des producteurs locaux. Car l'accord, en soi, est satisfaisant. Il ne justifie pas la mauvaise humeur de M. Filali ni son appel pour que les échanges commerciaux du Maroc « ne restent pas limités à l'Europe ».

Si M. Filali a haussé le ton, c'est aussi parce qu'il voulait faire l'union sacrée au moment où son budget, très critiqué, devait être voté au Parlement, et rappeler à ceux qui lui reprochent de conduire le gouvernement avec trop de mollesse qu'il se lit à l'occasion se montrer énergique.

Aux yeux du premier ministre, le Maroc, qui est un des derniers

pôles de stabilisation dans un Maghreb menacé par les islamistes, a besoin d'être davantage aidé par les Européens. Ainsi, le service de la dette extérieure et intérieure représentera en 1995 près de 26 milliards de dirhams, soit 30 % du budget du royaume. C'est un fardeau excessif et tant le gouvernement que l'opposition souhaitent son annulation partielle. Au fond, le Maroc s'estime victime de la réussite du plan d'ajustement structurel qu'elle a mené dix années durant. « Avec 4 milliards de dollars de réserves de change, nous n'avons aucune chance d'obtenir un réajustement de notre dette », constate récemment, avec amertume, Mourad Cherif, le ministre des finances.

MOUNA EL BANNA

REPÈRES

ÉTATS-UNIS Alourdissement du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire américain devrait être de 176 milliards de dollars pour l'exercice en cours (qui se termine en 1^{er} septembre) au lieu des 162 milliards espérés - et des 203 milliards de l'exercice précédent -, en raison de la remontée des taux d'intérêt, selon une étude du Congressional Budget Office (CBO), publiée le jeudi 5 janvier. Selon le CBO, le déficit devrait se creuser encore par la suite, à politique inchangée. Le CBO prévoit une croissance de 3,1 % du PIB en 1995 et de 1,8 % en 1996, et une hausse des prix de 1 % en 1995.

Les ventes de voitures ont progressé de 8 % en 1994

Les trois majors américaines General Motors, Ford et Chrysler, affiché en 1994 une progression de 7,4 %, totalisant 11,14 millions de voitures, camionnettes et minivans. Le marché total a atteint 14,83 millions d'unités. Avec 1,15 million de véhicules, les constructeurs japonais n'enregistrent que 6,5 % de croissance, Honda tirant le mieux son épingle du jeu. Parmi les autres importateurs, Porsche réalise une percée avec une progression de 56 % de ses ventes pour un volume toutefois limité à 5 800 unités.

ALLEMAGNE L'institut DIW prévoit une croissance de 2 % seulement en 1995

Le produit intérieur brut (PIB) allemand ne devrait progresser que de 2 % en 1995, selon le rapport de l'institut berlinois de conjoncture DIW publié jeudi 5 janvier. En Allemagne de l'Ouest, le PIB augmenterait de

1,75 % alors que les cinq sages chargés de conseiller le gouvernement ont prévu à l'automne un taux de 2,5 %. Dans l'ex-RDA, le DIW ne prévoit plus qu'une croissance de 7,5 % contre des prévisions initiales de 8,5 %.

L'année dernière, l'Allemagne a connu une croissance de 3 % (2,5 % à l'Ouest et 9 % à l'Est), selon les statistiques du DIW. « L'économie ouest-allemande n'a pas réussi en 1994 à poser des bases solides pour une croissance à long terme qui permettrait d'agir de façon sensible sur le chômage », estime le DIW, souvent plus réservé dans ses prévisions que les autres instituts de conjoncture.

GRANDE-BRETAGNE La production de pétrole au plus haut depuis huit ans

La production britannique de pétrole en mer du Nord a atteint en novembre 1994 son plus haut niveau depuis janvier 1987, avec 2,66 millions de barils/jour, selon les chiffres mensuels publiés le 6 janvier par le Royal Bank of Scotland (RBS). Les chiffres de novembre, qui sont en progression de 1,4 % sur ceux d'octobre, montrent « une forte tendance à la hausse avec une production moyenne, sur les trois mois précédents, de 20 millions de barils/jour de 20 % à celle de 1993 », a expliqué Mark Shee, analyste de RBS. « La production de gaz progresse aussi fortement et aurait même été plus forte sans le temps doux, qui a limité la demande pour la chauffage », a commenté l'analyste. Elle a augmenté de 2 % en novembre pour atteindre 203,9 millions de mètres cubes/jour. Ces hausses ont entraîné une progression de 8 % des revenus déduits par l'exploitation pétrolière et gazière, à 41,8 millions de livres par jour en novembre (347 millions de francs).

Le président défend l'accord de

CONJONCTURE

Le nombre de chômeurs

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

à baisse

Grâce au rachat de PWA

ALAIN DEBOVE

Malgré les déboires enregistrés par Apple

CAROLINE MONNOT

TARIFS

ONLY-TOULOUSE : garnis des prix entre Air Inter et Air Liberté. — La guerre des tarifs est déclarée entre Air Inter et Air Liberté sur la ligne Only-Toulouse, qui vient d'être ouverte à la concurrence. Alors que la première annopole, dans la soirée du jeudi 5 janvier, un tarif ne laisse pas de s'appliquer (moins 27 francs par la semaine pour les étudiants) sur vols grande bleue, à 225 francs l'aller, ainsi qu'un tarif « super loïsirs », à 450 francs l'aller-retour, jusqu'à 25 francs, soit des tarifs inférieurs de près de 20 % à Air Liberté, cette dernière riposte avec des prix à 360 francs aller-retour, dans les mêmes conditions. Air Inter a annoncé, en fin de journée, des tarifs « super-loïsirs » à 280 francs (aller-retour), jusqu'en fin février.

PHARMACIE

RHÔNE-POULENC négocie avec l'allemand Merck la cession de sa part dans Liphia. — Le groupe chimique Rhône-Poulenc a confirmé jeudi 5 janvier être en train de négocier la cession de sa part minoritaire (43,75 %) dans le laboratoire lyonnais Liphia avec l'actionnaire majoritaire allemand Merck (pharmacie). « Nous sommes d'accord avec Merck pour leur céder notre part minoritaire, mais il n'y a pas encore d'accord définitif, les négociations sont toujours en cours », a déclaré un porte-parole de Rhône-Poulenc. Liphia est une filiale à 100 % de la même jour dans le journal Les Echos. Selon le quotidien économique, le montant de la transaction pourrait se situer entre 1,5 et 2 milliards de francs.

CHIMIE

ELF-ATOCHEM augmente sa participation chez Doryl, société commune avec Shell Chimie.
 ELF-ATOCHEM a annoncé jeudi 5 janvier le passage de 40 % à 50 % dans le capital de Doryl, dont l'autre actionnaire est Shell Chimie, et qui réalise un chiffre d'affaires de 780 millions de francs. L'augmentation de la part d'Elf-Atochem résulte d'une réorganisation de ses activités « compounds » vinyliques pour corps creux, matériaux utilisés pour fûts et des bouillies destinées à l'industrie alimentaire, qui seront désormais toutes regroupées chez Doryl. Elf

Atochem apporte à Dorlyl son unité

de production espagnole de minerais de Ebro (Burgos) ainsi que ses activités dans ce secteur sur le site français de Saint-Fons (Rhône). Parallèlement, Dortyl ne fabriquera plus des « compounds » pour applications générales destinés au secteur automobile, au bâtiment et à l'industrie médicale et électronique.

MICROPROCESSEURS

SAMSUNG acquiert la firme américaine *Integrated Telecom Technology*. — Le groupe informatique sud-coréen Samsung Electronics Co. a annoncé vendredi 6 janvier l'acquisition de la firme américaine *Integrated Telecom Technology Inc. (IGT)*, basée dans le Maryland et spécialisée dans la conception de microprocesseurs, et qui réalise des ventes annuelles de 10 millions de dollars (environ 50 millions de francs). L'acquisition d'IGT, qui a jusqu'à présent de vente aux Etats-Unis et sept à l'étranger, aidera Samsung à avoir une présence globale sur le marché des semiconducteurs de la prochaine génération, estime le premier fabricant sud-coréen de matériel informatique. Les produits IGT permettront de fabriquer des téléphones évolués, adaptés aux futures « autoroutes de l'information », a commenté le porte-parole de Samsung.

CGT

PRIVATISATION de la SEITA : la CGT « ne tourne pas la page ». — Après la publication d'un décret pour l'application de la loi de privatisation de la SEITA, la Fédération CGT des personnels des tabacs et allumettes a souligné jeudi 5 janvier, que « face aux enjeux, elle n'entend pas tourner la page de la SEITA, entreprise du secteur public ».

**Préparez
vos voyages**
3615 LEMONDE

PARIS, 6 janvier **▲ Petite reprise**

NEW-YORK, 5 janvier **⚡** **Attentisme**

Ortiz Martínez, était à New-York pour tenter de restaurer la confiance des banquiers et des investisseurs américains dans l'économie de son pays.

VALUES	Cours du 5 juil.	Cours du 6 juil.
Alcoa	85 25/32	85 1/4
Affiliated Signal Inc.	29 3/4	29 1/2
American Express	100 1/2	100 1/2
AOL	99 1/8	97 3/8
Bathfellow Steel	17 3/4	17 3/8
Bell Atlantic	49 1/4	49 1/4
Caterpillar Inc.	54 7/8	55 5/8
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Citicorp	60 1/8	60 1/8
Disney Corp.	48 1/4	48 1/4
Doi Pong de Haoumou	49 1/2	49 1/2
Eastman	47 1/8	47 1/8
Exxon	65 7/8	65 1/2
General Electric	51 1/2	51 1/2
General Motors	45 1/4	45 1/4
Goodyear Tire	26 3/8	26 7/8
Guaranty National	40 1/4	40 1/4
International Paper	37 1/4	37 1/4
Johnson & Johnson	57 1/4	57 1/2
Kimberly-Clark	46 3/4	46 3/4
Marcel and Co.	31 1/4	31 1/4
McKesson Medical	51 3/8	51 3/8
Merck and Co.	67 3/4	67 1/2
Procter & Gamble	63 3/8	63 1/8
Sears Roebuck and Co.	47 3/8	47 3/8
Union Carbide	38 1/2	38 1/2
United Tech.	63 1/8	62 3/4
Woolworths	12 3/4	12 3/4
Woolworths	18 1/2	18 1/4

LONDRES, 5 janvier **Recul**

revanche, Eurotunnel a perdu 7 pence à 305 après une ouverture ferme. Euro

tement anti-herpès, a baissé de 79 pence à 667.

VALEURS	Cours du 4 juv.	Cours du 5 juv.
Allied Lyons	5,33	5,33
BP	4,22	4,24
STH	2,36	2,34
Castillon	4,32	4,28
Glaux	5,55	5,58
GUS	5,31	5,28
ICI	7,47	7,48
Restaura	4,59	4,58
RTZ	3,18	3,03
Shell	6,95	6,93
Unilever	11,53	11,53

TOKYO, 6 janvier ↓ Baisse

VALEURS	Cours du 5 janv.	Cours du 6 janv.
Bridgmanco	1 880	1 550
Canon	1 700	1 700
Fuji Bank	2 390	2 170
Honda Motors	1 770	1 780
Mitsubishi Bank	1 670	1 650
Mitsubishi Heavy	752	750
Sanyo Corp.	5 890	5 630
Toyota Motors	2 110	2 050

VALEURS	Cours du 5 jan.	Cours du 6 jan.
Bridgestone	1 680	1 650
Canon	1 700	1 700
Fuji Bank	2 380	2 170
Honda Motors	1 770	1 760
Mitsubishi Electric	1 610	1 610
Mitsubishi Heavy	752	730
Sany Corp.	5 880	5 630
Toyota Motors	2 110	2 080

CHANGES

Dollar : 5,3510 ▼

Le dollar se repliait légèrement, vendredi matin sur le marché des changes parisien, à 5,3510 francs contre 5,3580 francs la veille (cours indicatif de la Banque de France). Le deutschemark progressait à 3,4507 francs contre 3,4457 francs jeudi, après une chute.

(SFR, base 1000 : 31-12-67)	
indice CAC 40 1901,9	1875,53
(SFR, base 1000 : 31-12-68)	
indice SFR 120 1.289,26	1.280,76
indice SFR 250 1.258,62	1.242,83

NEW YORK (31 Dec. Paris) —

BOURSES

PARIS

(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1901,79	1 875,53
(SBF, base 1000 : 31-12-90)		
Indice SBF 120	1 298,26	1 280,76
Indice SBF 250	1 258,62	1 242,83

NEW YORK (Indice Dow Jones)

ORT **5 Jan 68**

5 Jan. 61

Industrielles.....	3 857,45	3 858,92
LONDRES (indice « Financial Times »)		
	4 jan.	5 jan.
100 valeurs.....	3 051,08	3 032,30

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E.U.	5,3565	5,3565	5,3500	5,3500
Yen (100)	5,2997	5,2995	5,3440	5,3485
£ st.	5,5015	5,5055	5,5555	5,5620
Deutschmark	3,4582	3,4588	3,4571	3,4613
Franc suisse	4,0395	4,1421	4,2698	4,5616
Lire italienne (1000)	3,3591	3,3579	3,3561	3,3741
Livre sterling	5,8574	5,8717	5,8561	5,8535
Peseta (100)	4,0265	4,0385	4,0938	4,0992

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
des E.U.	3 34	5 78	6 57	6 77	6 13/16	6 15/16
France (100)	2 37 1/2	2 57 1/2	1 37 1/2	2 17 1/2	2 17 1/2	2 7/8
Belge	5 34	7 16	8	6	6 1/2	6 5/8
Allemagne	4 7/8	5	5 1/2	7 1/2	5 1/2	6
France sud-est	3 13/16	3 13/16	4 1/16	4 3/16	4 5/16	4 7/16
Live Italien (100)	8 7/16	8 11/16	8 15/16	9 3/16	9 13/16	9 15/16
Live sterling	6 1/8	6 7/16	6 7/16	6 3/8	7	7 1/8
France (100)	5 5/8	5 3/4	5 1/4	5 3/8	5 7/8	5 7/8
France (100)	5 1/2	5 5/8	5	5 1/4	5 1/2	5 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Télex : 206.806F

Edité par la *SA Le Monde*
 Société anonyme
 avec directeur et conseil de surveillance

Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944
 Capital social :
 620 000 F

Principaux actionnaires de la société :
 Société civile
 « Les réductions du Monde »
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs de *Le Monde*
 Le Monde-Entreprises,
 Jean-Marie Colombini,
 président du directoire.

Imprimerie
du Monde s.
 12, r. M.-Gautsbor
 94832 IVRY Cede


Commission paritaire des journaux et publication,
 n° 57 437, ISSN : 0395-2537
 Reproduction interdite de tout article
 sans accord avec l'administration
 PRINTED IN FRANCE

Le Monde sur CDROM : (1) 40-65-46-51.
 Microfilms : (1) 40-45-23-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 43-60-30-10
Télex : 261311F


Le Monde
PUBLICITE

Président-directeur général :
 Jean-Marie Colombini
 Directeur général : Gérard Monax
 Membres du conseil de direction :
 Dominique Auloy
 Gisèle Peyot
 133, av. des Champs-Élysées
 75409 PARIS CEDEX 08
 Tél. : (1) 44-43-76-00
 Télex : 44-43-77-30
 Société mère
 du *Le Monde* et du *Midi et du Nord* Europe SA.

Le Monde
 TÉLÉMATIQUE
 Composée 36-15 - Typaz LEMONDE
 Le Monde - Documentation
 36-17 LMDCC ou 36-29-04-50

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	Voie normale y compris CEE avion
3 mois	S36 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
 Se renseigner auprès du service abonnements.
 ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
 Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINUTE : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

• *LE MONDE* (ISSN = 0397-0125) is published daily at \$ 892 per year by « *LE MONDE* », 1 place Hubert-Beuve-Méry - 94832 IvrY-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.
 POSTMASTER : Send address changes in DMS of NY BR 1516, Champlain N.Y. 12039 - USA.
 For the documents month in US
 INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 2963 USA
 Tél. : 800.428.3010

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Préparez
vos voyages**

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 6 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,60 % (1882,82)

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Quotidien	Code	Cours	Différence	%	Quotidien	Code	Cours	Différence	%	Quotidien	Code	Cours	Différence	%	Quotidien	Code	Cours	Différence	%	Quotidien	Code	Cours	Différence	%
1	EDF-SF25	620	0	0,00	1	EDF-SF25	620	0	0,00	1	EDF-SF25	620	0	0,00	1	EDF-SF25	620	0	0,00	1	EDF-SF25	620	0	0,00
2	B.P. (P)	100	0	0,00	2	B.P. (P)	100	0	0,00	2	B.P. (P)	100	0	0,00	2	B.P. (P)	100	0	0,00	2	B.P. (P)	100	0	0,00
3	Renault (P)	100	0	0,00	3	Renault (P)	100	0	0,00	3	Renault (P)	100	0	0,00	3	Renault (P)	100	0	0,00	3	Renault (P)	100	0	0,00
4	Thomson S.A. (P)	100	0	0,00	4	Thomson S.A. (P)	100	0	0,00	4	Thomson S.A. (P)	100	0	0,00	4	Thomson S.A. (P)	100	0	0,00	4	Thomson S.A. (P)	100	0	0,00
5	Alcatel (P)	100	0	0,00	5	Alcatel (P)	100	0	0,00	5	Alcatel (P)	100	0	0,00	5	Alcatel (P)	100	0	0,00	5	Alcatel (P)	100	0	0,00
6	Alcatel (P)	100	0	0,00	6	Alcatel (P)	100	0	0,00	6	Alcatel (P)	100	0	0,00	6	Alcatel (P)	100	0	0,00	6	Alcatel (P)	100	0	0,00
7	Alcatel (P)	100	0	0,00	7	Alcatel (P)	100	0	0,00	7	Alcatel (P)	100	0	0,00	7	Alcatel (P)	100	0	0,00	7	Alcatel (P)	100	0	0,00
8	Alcatel (P)	100	0	0,00	8	Alcatel (P)	100	0	0,00	8	Alcatel (P)	100	0	0,00	8	Alcatel (P)	100	0	0,00	8	Alcatel (P)	100	0	0,00
9	Alcatel (P)	100	0	0,00	9	Alcatel (P)	100	0	0,00	9	Alcatel (P)	100	0	0,00	9	Alcatel (P)	100	0	0,00	9	Alcatel (P)	100	0	0,00
10	Alcatel (P)	100	0	0,00	10	Alcatel (P)	100	0	0,00	10	Alcatel (P)	100	0	0,00	10	Alcatel (P)	100	0	0,00	10	Alcatel (P)	100	0	0,00

Comptant (sélection)				Sicav (sélection) 5 janvier								
VALEURS	% de nos.	% de change	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachat	VALEURS	Emission	Rachat	
de nos.				de nos.			Fonds loc.	net		Fonds loc.	net	
Obligations				Étrangers				Actions				
BOCE 95-10-10	100,00	1,502	Dunlop	800	500	Accimontadora C	34365,94	1206,04	Ematic Leaders	1241,10	1183,25	1183,25
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	4,002	Orléans	2291	81	Accimontadora D	30277,48	1415,53	Ematic	1415,53	1381	1006,21
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora E	7942,57	7942,57	Ematic	7942,57	1548,82	1548,82
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora F	10033,24	10033,24	Ematic	10033,24	2031,81	2031,81
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora G	222,06	201,81	Ematic	12700,06	12700,06	12700,06
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora H	799,88	799,88	Ematic	229,51	229,51	229,51
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora I	9336,46	9336,46	Ematic	408,58	408,58	408,58
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora J	10033,24	10033,24	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora K	1142,32	1142,32	Ematic	115,13	115,13	115,13
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora L	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora M	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora N	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora O	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora P	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora Q	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora R	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora S	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora T	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora U	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora V	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora W	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora X	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora Y	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora Z	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AA	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AB	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AC	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AD	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AE	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AF	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AG	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AH	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AI	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AJ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AK	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AL	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AM	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AN	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AO	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AP	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AQ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AR	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AS	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AT	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AU	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AV	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AW	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AX	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AY	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora AZ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BA	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BB	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BC	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BD	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BE	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BF	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BG	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BH	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BI	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BJ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BK	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BL	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BM	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BN	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BO	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BP	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BQ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BR	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BS	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BT	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BU	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BV	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BW	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BX	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BY	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora BZ	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CA	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CB	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CC	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CD	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CE	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CF	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CG	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CH	9336,46	9336,46	Ematic	10033,24	10033,24	10033,24
CEPAME 9,5% 98 CA	100,00	3,482	Solel	578	89	Accimontadora CI						

Marché des Changes					Marché libre de l'or				
Cours indicatifs	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
1	100	100	100	100	1	100	100	100	100
2	100	100	100	100	2	100	100	100	100
3	100	100	100	100	3	100	100	100	100
4	100	100	100	100	4	100	100	100	100
5	100	100	100	100	5	100	100	100	100
6	100	100	100	100	6	100	100	100	100
7	100	100	100	100	7	100	100	100	100
8	100	100	100	100	8	100	100	100	100
9	100	100	100	100	9	100	100	100	100
10	100	100	100	100	10	100	100	100	100

LA BOURSE SUR MINITE					Matif (Marché à terme international de France)				
36-15	TAPEZ LE MONDE	36-15	TAPEZ LE MONDE	36-15	NOTIONNEL 10 %	NOTIONNEL 10 %	NOTIONNEL 10 %	NOTIONNEL 10 %	NOTIONNEL 10 %
1	100	100	100	100	1	100	100	100	100
2	100	100	100	100	2	100	100	100	100
3	100	100	100	100	3	100	100	100	100
4	100	100	100	100	4	100	100	100	100
5	100	100	100	100	5	100	100	100	100
6	100	100	100	100	6	100	100	100	100
7	100	100	100	100	7	100	100	100	100
8	100	100	100	100	8	100	100	100	100
9	100	100	100	100	9	100	100	100	100
10	100	100	100	100	10	100	100	100	100

الطبخ

TABLE

L'après-fêtes

Noël et le Jour de l'an viennent de jeter leurs derniers éclats. Il est désormais temps de penser à la grande abstinence gourmande qui préparera le temps de Pâques : Septuagésime, Sexagésime, Quinquagésime, puis le début du carême, quarante jours avant la célébration pascalle.

Après les fêtes, l'ange « Bou-farjou » a, le premier, quitté la crèche et la petite église des Baux. Puis, après l'Épiphanie, s'en sont allés « Lou pascari » - celui qui prépare la bouillie et l'ail - le « boudiano » qui a rejoint son mas, car la daube mijote depuis longtemps, « Lou monnié », suivi du boulanger (celui des pompes, des navettes, des gâteaux), et bientôt la porteuse de citrons avec son chapeau nissard : à elle, les fruits confits, le coing et la fleur d'orange. Tous gens du « menu peuple » s'en sont retournés au village, au faubourg, sur les sentiers et les drailles.

Puis le berger a pris le chemin du village perché dans l'arrière-pays ; vous savez, au-delà de la breille de l'autoroute à péage, plus loin que le parc d'épaves automobiles sur lequel, bientôt, passera le TGV. Là, contre le mur de pierres est le cadran solaire, celui qui marque les heures et qui semble retenir le parcours du soleil d'hiver, lorsque sa trace précaire balaye l'horizon bas des collines. Ensuite, l'on assiste à sa montée graduelle qui embrase le champ de la table de pierre.

Le cadran solaire est visible juste entre la forêt d'antennes de télévision et de paroliers capotés de satellites. Le mas du berger est protégé par un écran d'arbres et de laurier-roses. La salle rustique est meublée simplement ; de la cuisine arrivent les fumées odorantes. Plus bas sont deux petits lodgements HLM, où s'active une belle jeunesse et, plus bas encore, dans la plaine, sont les couloirs de serres en plastique, où mûrissent, croissent et poussent en bonnet la tomate « résistante », calibrée, impatissable, sans saveur, et tant d'autres légumes qui sont l'avenir peut-être incontournable de la cuisine. Mais se souvenir d'un autre horizon, c'est déjà dépasser cette fatalité. Car bien cuisiner, c'est bien vivre.

Au village, à cette saison, c'est le royaume culinaire des arômes réus et insistants, comme le filet de fumée qui monte entre les arbres. Les pommes de la resserre, le miel, l'odeur de truffe et de fleur d'orange, le lard du saloir, la grive qui pend, les aromates végétaux séchés et conservés sont les parfums du jour. De la Septuagésime, soit soixante-dix jours avant Pâques, et jusqu'à cette fête, s'offre l'image d'une contrée traditionnelle, cet au-delà alimentaire des



tens au prix de 270 F (route de Vidauban, 83510 Lorgues. Tél. : 94-73-92-19. Fermé dimanche soir et lundi).

rigue ; stock constitué par éducation et apprentissage, solidement ancré dans l'usage familial. Sans lui, plus de goût, plus d'intérêt pour les variétés végétales, plus de cuisine. C'est ce corps transféré de traces investies, aussi prégnantes que l'arôme truffier, l'après du gibier contré par la graine du genévrier, qui assurent l'université de l'art culinaire, même lorsque le cadre de la société rurale qui l'a vu naître a disparu. C'est ce paradis

perdu des saveurs que les étrangers viennent chercher en France. Les Français eux-mêmes paraissent conscients de ces trésors sauvegardés. Et pourtant - paradoxe ou trait d'époque ? - la cuisine familiale s'élargit de plus en plus dans les rayons « froid et sous-vide » de l'hypermarché, le mythe du terroir est, lui aussi, soumis à la férule réglementaire de Bruxelles, et les cadres, qui firent l'appel de la clientèle des grands restaurants depuis vingt ans, ont appris à ménager leurs deniers.

De nombreux cuisiniers font aujourd'hui l'effort d'adapter leur savoir-faire aux nouveaux désirs d'une clientèle « qui a surtout besoin d'affection, moins encline à dépenser sans compter, plus soucieuse de la qualité de l'accueil et des goûts justes que de prouesses culinaires ; méfiante à l'égard de l'innovation et lassée du décor Relais et châteaux. A coup sûr, une sérieuse évolution de la société ». Constat de sociologue avisé ? Non, le propos nous a été confié par Michel Guérard, il est vrai l'un des plus fins observateurs et des plus subtils parmi nos grands cuisiniers. A Engieles-Bains, il a réussi ce tour de force de créer ex-nihilo un restaurant dans une ferme ima-

ginaire, dont la Chalosse a perdu jusqu'au souvenir - la Ferme aux grives (2) -, un grand espace investi d'une mezzanine, où l'on voit les rôtisseurs s'affairer auprès d'un cochon de lait sur la broche, devant la grande cheminée. Avec le gâteau de foies de volaille pour commencer, puis le millassou caramélisé à l'armagnac, ce repas qui consacre l'irruption d'une représentation du « terroir » au cœur même de l'espace rural - à côté du prestigieux Hôtel des prés et des sources - ne coûte, cadre et cuisine de Michel Guérard compris, que 165 F ! Une aubaine. Faute de grives, allions à cette ferme si justement nommée !

Le temps passe, bientôt la Chandeleur, avec les navettes et les crêpes, c'est Sexagésime, et la confection des bougies au pays des ruches. La mémoire olfactive est indissociable de la mémoire culinaire, qu'elle nourrit et imprègne. Puis Quinquagésime, et Mardi gras, à l'horizon du soleil qui remonte sa course, alors que la flèche du cadran solaire, soutenue par un triangle de fer, allonge son ombre jusqu'à masquer l'inscription : « T'occupes pas de l'éu » (O temps, ne t'occupes pas de moi). C'est le carême qui s'annonce, quarante-six jours d'abstinence entre Mardi gras et Pâques, jours d'obligations et d'ingéniosité culinaire dans l'aoisienne France. Seront oubliés les « treize desserts de Noël », la dinde rôtie, adieu la fête des Rois.

En Provence, c'est le temps du grand ordinaire : pieds-paquets, brandade, beignets, chichi-fregi et puis, à la fin de ce temps, souvenir du Carême, aïoli, pois chiches, morue eo rallo, jusqu'au prestigieux gigot d'agneau pascal. Entre quadragesime et mi-Carême, l'on observe la marche du soleil à contre-courant de la flèche du cadran solaire. Cocteau l'avait noté : « Le temps des hommes est de l'éternité plié » (la Machine infernale). Ce jeudi de la « troisième semaine » sera de masca-rades et de réjouissances, pluie d'aillets, trémoussement du mimosa et lancer d'oranges.

Jean-Claude Ribaut

(1) La Cuisine provençale et niçoise, de Mirabelle Roubaud. Éditions Jean Lafitte, 1994, 90 F. Simple et utile ouvrage, à mettre en toutes les mains.
(2) La Ferme aux grives, 40320 Engieles-Bains. Tél. : 58-51-19-08. Fermé lundi soir, mardi et janvier. Réouverture le 12 février.

TOQUES EN POINTE

La Régale

Le succès perçant de ce bistrot réside certes dans la qualité constante de la cuisine d'Yves Candeborde, son ingéniosité, dans le décor rassurant, l'accueil - la terrine offerte d'office -, mais tient aussi à la présence d'une clientèle joyeuse, gourmande, assurée de son plaisir. Comme au théâtre, la qualité du public n'est pas indifférente à la réussite de la soirée.

de chocolat ou bien crêpes aux clémentines, façon suzette. L'addition ? 160 F, plus le vin 75 F !
► Paris. 49, avenue Jean-Moulin, 75014. Tél. : 45-45-58-58. Fermé samedi midi, dimanche et lundi.

Le Patio Montparnasse

C'est la famille Goutguy du Belloc (7^e arrondissement) qui tient aussi cet aimable bouchon, sur la mezzanine d'une galerie marchande, entre le boulevard de Vaugirard et la rue Falguière. La carte-menus, complétée par une entrée et un plat du jour, offre un choix suffisant pour un prix inimitable : 125 F. On se régale avec les pétales de saint-jacques et salade mélangée, le bœuf miroton servi avec des pâtes, ou encore le colinot au jus de viande et purée à l'huile d'olive. Desserts : meringue glacée, crème brûlée ou fine tarte aux pommes avec un sorbet à la pomme verte. Le tout accompagné d'un gamay, sobre vin de soif. Très fréquenté au déjeuner, plus calme le soir.
► Paris. 30-32, boulevard de Vaugirard, 75015. Tél. : 42-22-30-25. Fermé samedi midi et dimanche soir.

Le Bistrot du Dôme

Echaudé par un filet de rouget et risotto nageant dans un étrange beurre blanc au Bistrot du Dôme de la Bastille, je suis retourné à celui qui est

le plus proche de la maison mère, le Dôme (où en revanche la bouillabaisse est bien décevante). Homéote tatar de saumon correctement relevé (55 F), et median en colère (75 F) ou bien pelouttes au thym (60 F) et rate en vinaigrette (95 F), un peu conflictuel, malheureusement l'établissement au-dessus de la ligne de flottaison, celle qui sépare les œuvres vives des œuvres mortes. Avec un gaillard princeur de Jean Albert et fils (95 F), comptez 380 F à deux.
► Paris. 1, rue Delamare, 75015. Tél. : 43-35-32-00. Tous les jours.

La Ferronnerie

Les belles toiles cirées vertes, brillantes, impeccables, sont un manifeste. On est ici entre habitués, et l'on vient (et revient) pour l'excellent jambon de campagne (40 F), la simple salade de haricots verts frais (40 F) ou la saucisse sèche de Courbe (35 F). Suivront, accompagnés d'un bonnet beauregard, le boudin aux pommes, le foie de veau à la compote d'oignons (90 F) ou le poulet fermier au vinaigre (70 F). La compote grand-mère et la mousse au chocolat sont de ces desserts qui aiment les éditeurs et les « sciences-Po » qui ont ici leurs habitudes. Comptez 150 F environ.
► Paris. 18, rue de la Chaise, 75007. Tél. : 45-49-22-43.

ECHOS GOURMANDS

Galettes. Par ici la galette... Cette année encore les pâtisseries sont les rois de la fête. Les fabophiles (collectionneurs de fêtes) trouveront quelques (bonnes) surprises : les inconditionnels de la frangipane devront être attentifs : galette feuilletée aux pommes et à la cannelle (Vigneau), aux poires et chocolat (Grande Epicerie). Les prix, comme d'habitude, sont très différents, même dans la catégorie supérieure. Galette frangipane au kilo : Lenôtre (280 F), Stouffer (230 F), Grande Epicerie (180 F), Vigneau-Desmarest (140 F).

Gastronomie

Spécialités des Iles
LA CREOLE
(Ouv.TLJ)
122, bd du Montparnasse 14^e Réa. 43.20.62.12
OFFICINE DE BOUCHE DE la cuisine créole.
L'un des Restaurants Créole le plus renommé de Paris

PARIS 6^e
ALSACE A PARIS T.L.J.
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUROUTES, GRILLADES
FLAMMEQUE, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 11^e
DINER SPECTACLE
"La Cabane des Iles"
Cuisine Antillaise et Exotique
Fermé lundi - Réservations : 43.71.00.82
2, rue Guisot - 75011 PARIS

PROVINCE
CHAMPAGNE
André DELAUNOIS
Direct propriétaire
Régionnant manipulateur
Oude Hachette 1995
BP 42 - 51500 Rilly-la-Montagne
(16) 27-05-42-37

PARIS 12^e
RESTAURANT RANY
spécialité indienne et pakistanaise
Menu midi 65 F, soir 99 F, et à la carte
ouv. 2/7, - 12h - 14h30 et 19h - 23h30
6, rue d'Austerlitz - 75012 PARIS
Réservation : 43 40 40 13

Le 9 janvier
vous découvrirez
le nouveau Monde.

Le Monde

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Evasion

ILE MAURICE
Directours
PROMO EXCEPTIONNELLE
SUR L'HÔTEL MARTIN ***** L
8 180 F Séjour 4 jours
11 380 F 16 jours en 1/2 pension
(vol AR+P&G, transferts aéroport, taxes et golf inclus)
Brochures sur demande : 45 62 62 62
et 3615 DIRECTOURS

CARAIBES 102
LOCATION DE VILLAS
Barbades / Mustique / St Barth
Ste Lucie / St Martin
Maisons de 1 à 8 chambres
avec personnel
Dès 7000 FF la semaine
pour 2 personnes.
Disponibilité vacances de Février
RESERVATION AU : (1) 42.26.62.62

PROMOTION
Directours
VIETNAM 10 J/7N 7 380 F
VOL + HOTEL + CROZ. NEW + EXPEDITION
MARRAKECH 10 J/7N 1 790 F
LONDRES** WEEK-END 780 F
MEXICO VOL A/R 3 400 F
LOS ANGELES VOL A/R 3 090 F
DES PRIX, DES SPÉCIALISTES EN DIRECT !
Brochures sur demande : 45 62 62 62
et 3615 DIRECTOURS

TOURISME
3615 CASHGO
CASH AND GO
VOLS RÉGULIERS
AUX MEILLEURS PRIX

NICE
REMISE EN FORME
EN DOUCEUR
Séjour comprenant :
1/2 pension, massages,
gymnastique, sauna, Hammam
2 jours 1 000 F
7 jours 3 200 F
par personne
Hôtel WINDSOR
11, rue Dalpozzo
Tél : 93.88.59.35 - Fax 93.88.94.57

Le Monde
PUBLICITE Evasion
Renseignements :
44-43-77-36

RADIO-TELEVISION

VENDREDI 6 JANVIER

TF1

16.10	Série: Superboy.
16.30	Série: Le Miel et les Abeilles.
16.45	Club Dorothée Noël.
17.55	Série: Premiers balais.
18.25	Série: Les Filles d'à côté.
19.00	Série: Beverly Hills.
19.50	Le Bâtisseur 1994.
20.00	Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45	Téléfilm: Charlotte et Léa.
22.15	Magazine: Tout est possible.
23.25	Série: Agence tous risques.
0.20	Journal et Météo.

FRANCE 2

15.45	Variétés: La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40	Des chiffres et des lettres.
17.10	Série: Seconde B.
17.40	Série: La Fête à la maison.
18.15	Jeu: Qui le meilleur gagne.
18.50	Studio Gabriel (et à 19.25).
19.20	Flash d'information.
19.59	Journal. Suivi du résumé du Rallye Granade-Dakar et Météo.
20.55	Série: Nestor Burma.
22.25	Magazine: Bouillon de culture.
23.30	Variétés: Teratata.
0.40	Journal et Météo.

FRANCE 3

16.30	Les Minikéums.
17.40	Magazine: Une pêche d'enfer.
18.20	Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.

M6

17.00	Variétés: Hit Machine.
17.30	Série: Rintintin Junior.
18.00	Série: Brisco County.
19.00	Série: Code Quantum.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Magazine: Au par Laurent Boyer.
20.05	Série: Cosby Show.
20.35	Magazine: Capital.
20.45	Téléfilm: Enquête sur un enlèvement présumé.
22.30	Série: Mission impossible.
23.25	Six minutes première heure.
0.05	Série: Chapeau melon et bottes de cuir.
1.00	Boulevard des clips.

CANAL +

15.45	Surprises (et à 17.50).
16.00	Le Journal du cinéma.
16.05	Cinéma: Stepping out.
18.00	Cinéma: Les Contes du chat perché.
18.30	Ça cartoon.
18.40	Magazine: Nulle part ailleurs.
19.20	Magazine: Zéroama.

SOLDES

PRÊT-A-PORTER MASCULIN

CHEMISERIE

38, bd des Italiens (près Opéra)

et centre commercial Vélizy 2

Défilé à l'exportation

LA CINQUIÈME

15.45 Les Ecrans du savoir.

17.30 Les Enfants de John.

18.00 Le Corps humain.

18.30 Le Monde des animaux.

19.00 Magazine: Confetti.

19.30 Magazine: Hannibal.

FRANCE-CULTURE

20.00	Le Rythme et le Raison.
20.30	Radio Archives. Radio Portrait.
21.32	Musique: Black and Blue.
22.40	Les Nuits magnétiques.
0.05	Du jour au lendemain.
0.50	Le tour du monde en 80 jours.

FRANCE-MUSIQUE

20.05	Concert franco-allemand.
22.00	Soliste.
22.30	Musique pluriel.
23.05	Ainsi la nuit.
0.00	Jazz club.

Images DANIEL SCHNEIDERMAN

Réverie alpestre

Un bon usage de Chamonix. De la visite amicale, détendue et discrète d'Helmut à l'éducateur, il est possible de dégager un premier pressentiment: sept ans de Chamonix, quatorze peut-être, se profilent sur les écrans. Chamonix en été, Chamonix en hiver, Chamonix sous la neige, Chamonix sous le soleil, Chamonix dans le brouillard: le septennet euse eigne Frieon-Roché, ou ne sera pas.

Que de riches heures alpêtres en perspective au « 20 heures »! Sene doute ver-tout Bill Clinton au Brévent, Boris Eltsine sur le glacier des Boesone, John Major sur l'aiguille Verte, peut-être Lady Di au pic du Midi. La chaîne des aiguilles prêter tour à tour ses splendeurs aux relations franco-allemandes, à l'entente franco-britannique, au réchauffement franco-américain, à la dissipation du malentendu franco-russe, et à quelques autres. On aperçoit dans la vallée des petits groupes de Japonais, qui n'y seront guère dépayés. Peut-être entendra-t-on Philippe Soliers à la pizze-rie des Cimes, Doc dans la Vallée blanche, Nicolas Sarkozy dans le mer de Gleda, Claire Chazal au casino, François Léonard et Bernard-Henri Lévy fêlent l'émiette de gilet de laine polaire dans le rue piétonne. Quelques sondeurs, les officiers de l'état-major particulier, une poignée de candidats à quelque privatisation en cours, tueront

le temps sur la piste de bobsleigh en attendant d'être repus.

On se bousculera dans les télécabines. Les caméraman s'efforceront de varier les panoramas et les cadres, un coup le mont Blanc, un coup l'aiguille du Midi. Nous contemplerons des gilets, des feux de cheminée, des chapeaux rouges, des arrivées en hélicoptère. On surprendra d'édifiants dialogues, comme celui que nous restitue une chaîne sur la terrasse du chalet du premier ministre. Edouard Belledur: « OÙ passez-vous vos vacances? » Perplexité d'Helmut Kohl. Intervention de l'interprète. Réponse de l'interrogé: « En Autriche. » Fin du dialogue.

Hors la présence des caméras, sans doute eera-t-il la question au coin du feu de l'Algérie ou de la Tchétchénie, mais nous n'en saurons rien. A coup sûr, nous entendrons encore beaucoup de commentaires comme celui-ci, d'une rare perspicacité: « Dans cette rencontre, il semble bien que le forme fut plus importante que le fond. » Au moins le pays va-t-il respirer un grand bol d'air. Le changement d'altitude est toujours profitable. Quatorze ans de Solutré avaient quelque peu anémié la France. Les chaînes de Latche n'exhalaient plus que la neurasthénie. Chamonix et Colombey n'étaient plus que de lointains souvenirs. Dieu, que le montage est belle! Vive les mélèzes!

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

SAMEDI 7 JANVIER

TF1

9.00	Club Dorothée.
10.25	Télévision.
10.45	Ca me dit... et vous?
11.55	Jeu: Millionnaire.
12.20	Jeu: Le Juste Prix.
12.50	Magazine: A vrai dire.
12.55	Météo et Journal.
13.15	Magazine: Reportages.
13.50	Série: Sydney Police.
14.50	Série: Cannon.
15.40	Série: Les Aventures du jeune Indiana Jones.
16.30	Série: Superboy.
16.50	Série: Terzan.
17.20	Trente millions d'amis.
17.50	Série: 21, Jump Street.
18.40	Diversitément: Vidéo gag.
19.05	Série: Beverly Hills.
20.00	Journal, Tiens, La Minute hippique et Météo.
20.45	Variétés: Super Mecc.
22.45	Magazine: Ushuaia.
23.45	Magazine: Formula foot.
0.20	Journal et Météo.
0.35	Magazine: Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.).
0.55	TF1 nuit (et à 1.50, 2.50, 3.55, 4.55).
1.05	Programmes de nuit.

FRANCE 2

8.45	Sam'di mat.
10.05	Dessin animé.
10.55	Magazine: La Revue de presse de Michèle Cotta.
11.50	Jeu: Pyramide.
12.25	Tout tout rira.
12.55	Météo (et à 13.30).
12.59	Journal.

SAMEDI 13H35

SAVOIR PLUS SANTE

"GRANDIR"

13.35 Magazine: Savoir plus santé.

14.35 Documentaire: Les Etats de la France.

15.30 Magazine: Samedi sport.

16.30 Magazine: Les Etats de la France.

17.30 Magazine: Les Etats de la France.

18.30 Magazine: Les Etats de la France.

19.30 Magazine: Les Etats de la France.

20.30 Magazine: Les Etats de la France.

21.30 Magazine: Les Etats de la France.

22.30 Magazine: Les Etats de la France.

23.30 Magazine: Les Etats de la France.

0.30 Magazine: Les Etats de la France.

0.40 Magazine: Les Etats de la France.

0.50 Magazine: Les Etats de la France.

1.00 Magazine: Les Etats de la France.

1.10 Magazine: Les Etats de la France.

1.20 Magazine: Les Etats de la France.

1.30 Magazine: Les Etats de la France.

1.40 Magazine: Les Etats de la France.

1.50 Magazine: Les Etats de la France.

2.00 Magazine: Les Etats de la France.

2.10 Magazine: Les Etats de la France.

2.20 Magazine: Les Etats de la France.

2.30 Magazine: Les Etats de la France.

2.40 Magazine: Les Etats de la France.

2.50 Magazine: Les Etats de la France.

3.00 Magazine: Les Etats de la France.

3.10 Magazine: Les Etats de la France.

3.20 Magazine: Les Etats de la France.

3.30 Magazine: Les Etats de la France.

3.40 Magazine: Les Etats de la France.

3.50 Magazine: Les Etats de la France.

4.00 Magazine: Les Etats de la France.

4.10 Magazine: Les Etats de la France.

4.20 Magazine: Les Etats de la France.

4.30 Magazine: Les Etats de la France.

4.40 Magazine: Les Etats de la France.

4.50 Magazine: Les Etats de la France.

5.00 Magazine: Les Etats de la France.

5.10 Magazine: Les Etats de la France.

5.20 Magazine: Les Etats de la France.

5.30 Magazine: Les Etats de la France.

5.40 Magazine: Les Etats de la France.

5.50 Magazine: Les Etats de la France.

6.00 Magazine: Les Etats de la France.

6.10 Magazine: Les Etats de la France.

6.20 Magazine: Les Etats de la France.

6.30 Magazine: Les Etats de la France.

6.40 Magazine: Les Etats de la France.

6.50 Magazine: Les Etats de la France.

7.00 Magazine: Les Etats de la France.

7.10 Magazine: Les Etats de la France.

7.20 Magazine: Les Etats de la France.

7.30 Magazine: Les Etats de la France.

7.40 Magazine: Les Etats de la France.

7.50 Magazine: Les Etats de la France.

8.00 Magazine: Les Etats de la France.

8.10 Magazine: Les Etats de la France.

8.20 Magazine: Les Etats de la France.

8.30 Magazine: Les Etats de la France.

8.40 Magazine: Les Etats de la France.

8.50 Magazine: Les Etats de la France.

9.00 Magazine: Les Etats de la France.

9.10 Magazine: Les Etats de la France.

9.20 Magazine: Les Etats de la France.

9.30 Magazine: Les Etats de la France.

9.40 Magazine: Les Etats de la France.

9.50 Magazine: Les Etats de la France.

10.00 Magazine: Les Etats de la France.

10.10 Magazine: Les Etats de la France.

10.20 Magazine: Les Etats de la France.

10.30 Magazine: Les Etats de la France.

10.40 Magazine: Les Etats de la France.

10.50 Magazine: Les Etats de la France.

11.00 Magazine: Les Etats de la France.

11.10 Magazine: Les Etats de la France.

11.20 Magazine: Les Etats de la France.

11.30 Magazine: Les Etats de la France.

11.40 Magazine: Les Etats de la France.

11.50 Magazine: Les Etats de la France.

12.00 Magazine: Les Etats de la France.

12.10 Magazine: Les Etats de la France.

12.20 Magazine: Les Etats de la France.

12.30 Magazine: Les Etats de la France.

12.40 Magazine: Les Etats de la France.

12.50 Magazine: Les Etats de la France.

13.00 Magazine: Les Etats de la France.

13.10 Magazine: Les Etats de la France.

13.20 Magazine: Les Etats de la France.

13.30 Magazine: Les Etats de la France.

13.40 Magazine: Les Etats de la France.

13.50 Magazine: Les Etats de la France.

14.00 Magazine: Les Etats de la France.

14.10 Magazine: Les Etats de la France.

14.20 Magazine: Les Etats de la France.

14.30 Magazine: Les Etats de la France.

14.40 Magazine: Les Etats de la France.

14.50 Magazine: Les Etats de la France.

15.00 Magazine: Les Etats de la France.

15.10 Magazine: Les Etats de la France.

15.20 Magazine: Les Etats de la France.

15.30 Magazine: Les Etats de la France.

15.40 Magazine: Les Etats de la France.

15.50 Magazine: Les Etats de la France.

16.00 Magazine: Les Etats de la France.

16.10 Magazine: Les Etats de la France.

16.20 Magazine: Les Etats de la France.

16.30 Magazine: Les Etats de la France.

16.40 Magazine: Les Etats de la France.

16.50 Magazine: Les Etats de la France.

17.00 Magazine: Les Etats de la France.

17.10 Magazine: Les Etats de la France.

17.20 Magazine: Les Etats de la France.

17.30 Magazine: Les Etats de la France.

17.40 Magazine: Les Etats de la France.

17.50 Magazine: Les Etats de la France.

18.00 Magazine: Les Etats de la France.

18.10 Magazine: Les Etats de la France.

18.20 Magazine: Les Etats de la France.

18.30 Magazine: Les Etats de la France.

18.40 Magazine: Les Etats de la France.

18.50 Magazine: Les Etats de la France.

19.00 Magazine: Les Etats de la France.

19.10 Magazine: Les Etats de la France.

19.20 Magazine: Les Etats de la France.

19.30 Magazine: Les Etats de la France.

19.40 Magazine: Les Etats de la France.

19.50 Magazine: Les Etats de la France.

20.00 Magazine: Les Etats de la France.

20.10 Magazine: Les Etats de la France.

20.20 Magazine: Les Etats de la France.

20.30 Magazine: Les Etats de la France.

20.40 Magazine: Les Etats de la France.

20.50 Magazine: Les Etats de la France.

21.00 Magazine: Les Etats de la France.

21.10 Magazine: Les Etats de la France.

21.20 Magazine: Les Etats de la France.

21.30 Magazine: Les Etats de la France.

21.40 Magazine: Les Etats de la France.

21.50 Magazine: Les Etats de la France.

22.00 Magazine: Les Etats de la France.

22.10 Magazine: Les Etats de la France.

22.20 Magazine: Les Etats de la France.

22.30 Magazine: Les Etats de la France.

22.40 Magazine: Les Etats de la France.

22.50 Magazine: Les Etats de la France.

23.00 Magazine: Les Etats de la France.

23.10 Magazine: Les Etats de la France.

23.20 Magazine: Les Etats de la France.

23.30 Magazine: Les Etats de la France.

23.40 Magazine: Les Etats de la France.

23.50 Magazine: Les Etats de la France.

0.00 Magazine: Les Etats de la France.

0.10 Magazine: Les Etats de la France.

0.20 Magazine: Les Etats de la France.

0.30 Magazine: Les Etats de la France.

0.40 Magazine: Les Etats de la France.

0.50 Magazine: Les Etats de la France.

1.00 Magazine: Les Etats de la France.

1.10 Magazine: Les Etats de la France.

1.20 Magazine: Les Etats de la France.

1.30 Magazine: Les Etats de la France.

1.40 Magazine: Les Etats de la France.

1.50 Magazine: Les Etats de la France.

2.00 Magazine: Les Etats de la France.

2.10 Magazine: Les Etats de la France.

2.20 Magazine: Les Etats de la France.

2.30 Magazine: Les Etats de la France.

2.40 Magazine: Les Etats de la France.

2.50 Magazine: Les Etats de la France.

3.00 Magazine: Les Etats de la France.

3.10 Magazine: Les Etats de la France.

3.20 Magazine: Les Etats de la France.

3.30 Magazine: Les Etats de la France.

3.40 Magazine: Les Etats de la France.

3.50 Magazine: Les Etats de la France.

4.00 Magazine: Les Etats de la France.

4.10 Magazine: Les Etats de la France.

4.20 Magazine: Les Etats de la France.

4.30 Magazine: Les Etats de la France.

4.40 Magazine: Les Etats de la France.

4.50 Magazine: Les Etats de la France.

5.00 Magazine: Les Etats de la France.

5.10 Magazine: Les Etats de la France.

5.20 Magazine: Les Etats de la France.

5.30 Magazine: Les Etats de la France.

5.40 Magazine: Les Etats de la France.

5.50 Magazine: Les Etats de la France.

6.00 Magazine: Les Etats de la France.

6.10 Magazine: Les Etats de la France.

6.20 Magazine: Les Etats de la France.

6.30 Magazine: Les Etats de la France.

6.40 Magazine: Les Etats de la France.

6.50 Magazine: Les Etats de la France.

7.00 Magazine: Les Etats de la France.

7.10 Magazine: Les Etats de la France.

7.20 Magazine: Les Etats de la France.

7.30 Magazine: Les Etats de la France.

7.40 Magazine: Les Etats de la France.

7.50 Magazine: Les Etats de la France.

8.00 Magazine: Les Etats de la France.

8.10 Magazine: Les Etats de la France.

8.20 Magazine: Les Etats de la France.

8.30 Magazine: Les Etats de la France.

8.40 Magazine: Les Etats de la France.

8.50 Magazine: Les Etats de la France.

9.00 Magazine: Les Etats de la France.

9.10 Magazine: Les Etats de la France.

9.20 Magazine: Les Etats de la France.

9.30 Magazine: Les Etats de la France.

9.40 Magazine: Les Etats de la France.

9.50 Magazine: Les Etats de la France.

10.00 Magazine: Les Etats de la France.

10.10 Magazine: Les Etats de la France.

10.20 Magazine: Les Etats de la France.

10.30 Magazine: Les Etats de la France.

10.40 Magazine: Les Etats de la France.

10.50 Magazine: Les Etats de la France.

11.00 Magazine: Les Etats de la France.

11.10 Magazine: Les Etats de la France.

11.20 Magazine: Les Etats de la France.

11.30 Magazine: Les Etats de la France.

11.40 Magazine: Les Etats de la France.

11.50 Magazine: Les Etats de la France.

12.00 Magazine: Les Etats de la France.

12.10 Magazine: Les Etats de la France.

12.20 Magazine: Les Etats de la France.

12.30 Magazine: Les Etats de la France.

12.40 Magazine: Les Etats de la France.

12.50 Magazine: Les Etats de la France.

13.00 Magazine: Les Etats de la France.

13.10 Magazine: Les Etats de la France.

13.20 Magazine: Les Etats de la France.

13.30 Magazine: Les Etats de la France.

13.40 Magazine: Les Etats de la France.

13.50 Magazine: Les Etats de la France.

14.00 Magazine: Les Etats de la France.

14.10 Magazine: Les Etats de la France.

14.20 Magazine: Les Etats de la France.

14.30 Magazine: Les Etats de la France.

14.40 Magazine: Les Etats de la France.

14.50 Magazine: Les Etats de la France.

15.00 Magazine: Les Etats de la France.

15.10 Magazine: Les Etats de la France.

15.20 Magazine: Les Etats de la France.

15.30 Magazine: Les Etats de la France.

15.40 Magazine: Les Etats de la France.

15.50 Magazine: Les Etats de la France.

16.00 Magazine: Les Etats de la France.

16.10 Magazine: Les Etats de la France.

16.20 Magazine: Les Etats de la France.

16.30 Magazine: Les Etats de la France.

16.40 Magazine: Les Etats de la France.

16.50 Magazine: Les Etats de la France.

17.00 Magazine: Les Etats de la France.

17.10 Magazine: Les Etats de la France.

17.20 Magazine: Les Etats de la France.

17.30 Magazine: Les Etats de la France.

17.40 Magazine: Les Etats de la France.

17.50 Magazine: Les Etats de la France.

18.00 Magazine: Les Etats de la France.

18.10 Magazine: Les Etats de la France.

18.20 Magazine: Les Etats de la France.

18.30 Magazine: Les Etats de la France.

18.40 Magazine: Les Etats de la France.

18.50 Magazine: Les Etats de la France.

19.00 Magazine: Les Etats de la France.

19.10 Magazine: Les Etats de la France.

19.20 Magazine: Les Etats de la France.

19.30 Magazine: Les Etats de la France.

19.40 Magazine: Les Etats de la France.

19.50 Magazine: Les Etats de la France.

20.00 Magazine: Les Etats de la France.

20.10 Magazine: Les Etats de la France.

20.20 Magazine: Les Etats de la France.

20.30 Magazine: Les Etats de la France.

20.40 Magazine: Les Etats de la France.

20.50 Magazine: Les Etats de la France.

21.00 Magazine: Les Etats de la France.

21.10 Magazine: Les Etats de la France.

21.20 Magazine: Les Etats de la France.

21.30 Magazine: Les Etats de la France.

21.40 Magazine: Les Etats de la France.

21.50 Magazine: Les Etats de la France.

22.00 Magazine: Les Etats de la France.

22.10 Magazine: Les Etats de la France.

22.20 Magazine: Les Etats de la France.

22.30 Magazine: Les Etats de la France.

22.40 Magazine: Les Etats de la France.

22.50 Magazine: Les Etats de la France.

23.00 Magazine: Les Etats de la France.

23.10 Magazine: Les Etats de la France.

23.20 Magazine: Les Etats de la France.

23.30 Magazine: Les Etats de la France.

23.40 Magazine: Les Etats de la France.

23.50 Magazine: Les Etats de la France.

0.00 Magazine: Les Etats de la France.

0.10 Magazine: Les Etats de la France.

0.20 Magazine: Les Etats de la France.

0.30 Magazine: Les Etats de la France.

0.40 Magazine: Les Etats de la France.

0.50 Magazine: Les Etats de la France.

1.00 Magazine: Les Etats de la France.

1.10 Magazine: Les Etats de la France.

1.20 Magazine: Les Etats de la France.

1.30 Magazine: Les Etats de la France.

1.40 Magazine: Les Etats de la France.

1.50 Magazine: Les Etats de la France.

2.00 Magazine: Les Etats de la France.

2.10 Magazine: Les Etats de la France.

2.20 Magazine: Les Etats de la France.

2.30 Magazine: Les Etats de la France.

2.40 Magazine: Les Etats de la France.

2.50 Magazine: Les Etats de la France.

3.00 Magazine: Les Etats de la France.

3.10 Magazine: Les Etats de la France.

3.20 Magazine: Les Etats de la France.

3.30 Magazine: Les Etats de la France.

3.40 Magazine: Les Etats de la France.

3.50 Magazine: Les Etats de la France.

4.00 Magazine: Les Etats de la France.

4.10 Magazine: Les Etats de la France.

4.20 Magazine: Les Etats de la France.

4.30 Magazine: Les Etats de la France.

4.40 Magazine: Les Etats de la France.

4.50 Magazine: Les Etats de la France.

5.00 Magazine: Les Etats de la France.

5.10 Magazine: Les Etats de la France.

5.20 Magazine: Les Etats de la France.

5.30 Magazine: Les Etats de la France.

5.40 Magazine: Les Etats de la France.

5.50 Magazine: Les Etats de la France.

6.00 Magazine: Les Etats de la France.

6.10 Magazine: Les Etats de la France.

6.20 Magazine: Les Etats de la France.

6.30 Magazine: Les Etats de la France.

6.40 Magazine: Les Etats de la France.

6.50 Magazine: Les Etats de la France.

7.00 Magazine: Les Etats de la France.

7.10 Magazine: Les Etats de la France.

7.20 Magazine: Les Etats de la France.

7.30 Magazine: Les Etats de la France.

7.40 Magazine: Les Etats de la France.

7.50 Magazine: Les Etats de la France.

8.00 Magazine: Les Etats de la France.

8.10 Magazine: Les Etats de la France.

8.20 Magazine: Les Etats de la France.

8.30 Magazine: Les Etats de la France.

8.40 Magazine: Les Etats de la France.

8.50 Magazine: Les Etats de la France.

9.00 Magazine: Les Etats de la France.

9.10 Magazine: Les Etats de la France.

9.20 Magazine: Les Etats de la France.

9.30 Magazine: Les Etats de la France.

9.40 Magazine: Les Etats de la France.

9.50 Magazine: Les Etats de la France.

10.00 Magazine: Les Etats de la France.

10.10 Magazine: Les Etats de la France.

10.20 Magazine: Les Etats de la France.

10.30 Magazine: Les Etats de la France.

10.40 Magazine: Les Etats de la France.

10.50 Magazine: Les Etats de la France.

11.00 Magazine: Les Etats de la France.

11.10 Magazine: Les Etats de la France.

11.20 Magazine: Les Etats de la France.

11.30 Magazine: Les Etats de la France.

11.40 Magazine: Les Etats de la France.

11.50 Magazine: Les Etats de la France.

12.00 Magazine: Les Etats de la France.

12.10 Magazine: Les Etats de la France.

12.20 Magazine: Les Etats de la France.

12.30 Magazine: Les Etats de la France.

12.40 Magazine: Les Etats de la France.

12.50 Magazine: Les Etats de la France.

13.00 Magazine: Les Etats de la France.

13.10 Magazine: Les Etats de la France.

13.20 Magazine: Les Etats de la France.

13.30 Magazine: Les Etats de la France.

13.40 Magazine: Les Etats de la France.

13.50 Magazine: Les Etats de la France.

14.00 Magazine: Les Etats de la France.

14.10 Magazine: Les Etats de la France.

14.20 Magazine: Les Etats de la France.

14.30 Magazine: Les Etats de la France.

14.40 Magazine: Les Etats de la France.

14.50 Magazine: Les Etats de la France.

15.00 Magazine: Les Etats de la France.

15.10 Magazine: Les Etats de la France.

15.20 Magazine: Les Etats de la France.

15.30 Magazine: Les Etats de la France.

15.40 Magazine: Les Etats de la France.

15.50 Magazine: Les Etats de la France.

16.00 Magazine: Les Etats de la France.

16.10 Magazine: Les Etats de la France.

16.20 Magazine: Les Etats de la France.

16.30 Magazine: Les Etats de la France.

16.40 Magazine: Les Etats de la France.

16.50 Magazine: Les Etats de la France.

17.00 Magazine: Les Etats de la France.

17.10 Magazine: Les Etats de la France.

17.20 Magazine: Les Etats de la France.

17.30 Magazine: Les Etats de la France.

17.40 Magazine: Les Etats de la France.

17.50 Magazine: Les Etats de la France.

18.00 Magazine: Les Etats de la France.

18.10 Magazine: Les Etats de la France.

18.20 Magazine: Les Etats de la France.

18.30 Magazine: Les Etats de la France.

18.40 Magazine: Les Etats de la France.

18.50 Magazine: Les Etats de la France.

19.00 Magazine: Les Etats de la France.

19.10 Magazine: Les Etats de la France.

19.20 Magazine: Les Etats de la France.

19.30 Magazine: Les Etats de la France.

19.40 Magazine: Les Etats de la France.

19.50 Magazine: Les Etats de la France.

20.00 Magazine: Les Etats de la France.

20.10 Magazine: Les Etats de la France.

20.20 Magazine: Les Etats de la France.

20.30 Magazine: Les Etats de la France.

20.40 Magazine: Les Etats de la France.

20.50 Magazine: Les Etats de la France.

21.00 Magazine: Les Etats de la France.

21.10 Magazine: Les Etats de la France.

21.20 Magazine: Les Etats de la France.

21.30 Magazine: Les Etats de la France.

21.40 Magazine: Les Etats de la France.

21.50 Magazine: Les Etats de la France.

22.00 Magazine: Les Etats de la France.

22.10 Magazine: Les Etats de la France.

22.20 Magazine: Les Etats de la France.

22.30 Magazine: Les Etats de la France.

22.40 Magazine: Les Etats de la France.

22.50 Magazine: Les Etats de la France.

23.00 Magazine: Les Etats de la France.

23.10 Magazine: Les Etats de la France.

23.20 Magazine: Les Etats de la France.

23.30 Magazine: Les Etats de la France.

23.40 Magazine: Les Etats de la France.

23.50 Magazine: Les Etats de la France.

0.00 Magazine: Les Etats de la France.

0.10 Magazine: Les Etats de la France.

0.20 Magazine: Les Etats de la France.

0.30 Magazine: Les Etats de la France.

0.40 Magazine: Les Etats de la France.

0.50 Magazine: Les Etats de la France.

1.00 Magazine: Les Etats de la France.

1.10 Magazine: Les Etats de la France.

1.20 Magazine: Les Etats de la France.

1.30 Magazine: Les Etats de la France.

1.40 Magazine: Les Etats de la France.

1.50 Magazine: Les Etats de la France.

2.00 Magazine: Les Etats de la France.

2.10 Magazine: Les Etats de la France.

2.20 Magazine: Les Etats de la France.

2.30 Magazine: Les Etats de la France.

2.40 Magazine: Les Etats de la France.

2.50 Magazine: Les Etats de la France.

3.00 Magazine: Les Etats de la France.

3.10 Magazine: Les Etats de la France.

3.20 Magazine: Les Etats de la France.

3.30 Magazine: Les Etats de la France.

3.40 Magazine: Les Etats de la France.

3.50 Magazine: Les Etats de la France.

4.00 Magazine: Les Etats de la France.

4.10 Magazine: Les Etats de la France.

4.20 Magazine: Les Etats de la France.

4.30 Magazine: Les Etats de la France.

4.40 Magazine: Les Etats de la France.

4.50 Magazine: Les Etats de la France.

5.00 Magazine: Les Etats de la France.

5.10 Magazine: Les Etats de la France.

5.20 Magazine: Les Etats de la France.

5.30 Magazine: Les Etats de la France.

5.40 Magazine: Les Etats de la France.

5.50 Magazine: Les Etats de la France.

6.00 Magazine: Les Etats de la France.

6.10 Magazine: Les Etats de la France.

6.20 Magazine: Les Etats de la France.

6.30 Magazine: Les Etats de la France.

6.40 Magazine: Les Etats de la France.

6.50 Magazine: Les Etats de la France.

7.00 Magazine: Les Etats de la France.

7.10 Magazine: Les Etats de la France.

7.20 Magazine: Les Etats de la France.

7.30 Magazine: Les Etats de la France.

7.40 Magazine: Les Etats de la France.

7.50 Magazine: Les Etats de la France.

8.00 Magazine: Les Etats de la France.

8.10 Magazine: Les Etats de la France.

8.20 Magazine: Les Etats de la France.

8.30 Magazine: Les Etats de la France.

8.40 Magazine: Les Etats de la France.

8.50 Magazine: Les Etats de la France.

9.00 Magazine: Les Etats de la France.

9.10 Magazine: Les Etats de la France.

9.20 Magazine: Les Etats de la France.

9.30 Magazine: Les Etats de la France.

9.40 Magazine: Les Etats de la France.

9.50 Magazine: Les Etats de la France.

10.00 Magazine: Les Etats de la France.

10.10 Magazine: Les Etats de la France.

10.20 Magazine: Les Etats de la France.

10.30 Magazine: Les Etats de la France.

10.40 Magazine: Les Etats de la France.

10.50 Magazine: Les Etats de la France.

11.00 Magazine: Les Etats de la France.

11.10 Magazine: Les Etats de la France.

11.20 Magazine: Les Etats de la France.

11.30 Magazine: Les Etats de la France.

11.40 Magazine: Les Etats de la France.

11.50 Magazine: Les Etats de la France.

12.00 Magazine: Les Etats de la France.

12.10 Magazine: Les Etats de la France.

12.2

PIERRE GEORGES

Ce malheur de naître femme

C'EST un rapport de l'ONU. Un de plus, un parmi des dizaines d'autres signés par l'AFP. Un de ces rapports qui trouveraient presque mécaniquement sa place sur le dessus de la pile s'il ne disait, à sa manière, le malheur, toujours d'actualité, de naître et d'être femme dans bien des pays au monde.

Redigée par une juriste du Sri Lanka, Radhika Coomaraswamy, ce rapport, le premier des Nations unies sur « les violences contre les femmes », vient d'être rendu public mercredi à Genève. Il n'est ni encyclopédique, ni ne se veut définitif, il ne prétend pas faire le tour, sans fin ni limites, du problème. Simplement il est accablant comme le catalogue en 92 pages des différentes formes de violences commises par les hommes au privilège douteux d'être homme : viols, prostitution, mutilations sexuelles, harcèlement sexuel, femmes battues à la maison, traitements inégaux.

En ce catalogue mondial, la première, la mieux partagée des violences reste celle qui explique toutes les autres : l'indifférence, presque le fatalisme de trop de gouvernements face au sort fait aux femmes. Comme si ces violences procédaient de la fatalité, de la culture, d'une sorte de droit coutumier qui interdirait, sauf préjudice politique, aux gouvernants d'agir. En ce sens, explique M^{me} Coomaraswamy, « la plus grande cause de

violence contre les femmes est sans doute l'inaction des gouvernements vis-à-vis des crimes commis à leur encontre ».

Cette inaction, presque cette complicité par renoncement, est en effet mère de toutes les violences. Ne rien dire, ne rien voir, ne rien faire. Pour n'avoir ni à dire, ni à voir, ni à faire. Quelques exemples dans une liste sans limites : ces 100 millions de fillettes toujours victimes de mutilations sexuelles, essentiellement d'excisions clitoridiennes, en Afrique et en Asie. Au nom de la coutume. Ces dizaines de millions de mauvais traitements, de malnutrition, de défauts de soins, voire d'infanticide en Asie. Au nom de la préférence ancestrale pour l'enfant mâle. L'auteur du rapport estime ainsi à trente millions de femmes en Inde, trente-huit millions en Chine, ce qu'on pourrait appeler, d'un terme brutal, la « manque-à-vivre » consécutive à ces pratiques.

Ainsi encore, ces dizaines de milliers d'enfants prostitués en Thaïlande, scolarisés dès l'âge de cinq ans au bordel, chair fraîche à tourisme sexuel. Ainsi ces dizaines de milliers de femmes violées par la soldatesque de tous les conflits du monde, de Bosnie au Rwanda. Ainsi, ces femmes battues de tous pays et toutes conditions, ces femmes humiliées et répudiées parce que mal dotées. Ainsi, en un mot, la femme à quelques révolutions de l'an 2000.

Mis en examen dans l'affaire des HLM du Gard

Le sénateur socialiste Claude Pradille a été placé sous mandat de dépôt

NIMES

de notre correspondant

Claude Pradille, sénateur (PS) du Gard, a été mis en examen et placé sous mandat de dépôt, jeudi 5 janvier, à Nîmes, pour escroqueries, corruption, détournement de fonds, faux et usage de faux en écritures privées et subornation de témoins, dans le cadre de la gestion de l'Office public départemental d'HLM.

Les deux juges d'instruction, Christian Lemoine et Jean-Pierre Bandiera qui, ces quatre derniers mois, ont prononcé douze mises en examen dans ce dossier, soupçonnent l'homme politique gardois d'avoir signé en 1991, en tant que président de l'organisme d'HLM, des conventions avec une société informatique pour des prestations imaginaires d'un montant de 990 000 francs. Max Blondin, beau-frère du sénateur et gérant de la société informatique bénéficiaire de ces marchés, avait été mis en examen et placé en détention le 29 octobre, après avoir reconnu ne pas avoir effectué les opérations pour lesquelles il avait été payé.

Dans sa demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Pradille, acceptée le

22 décembre par le Sénat, le procureur général de la cour d'appel de Nîmes présentait le placement sous mandat de dépôt du sénateur comme « l'unique moyen de conserver les preuves et indices matériels ou d'empêcher, soit une pression sur les témoins ou les victimes, soit une concertation frauduleuse entre les personnes mises en examen et leurs complices ».

Levée d'immunité

Homme politique discret, amateur de chansons françaises et de safaris en Afrique, M. Pradille, âgé de cinquante-deux ans, est maire de Sauvèze (1 600 habitants) et l'un des vice-présidents du conseil général. Ancien restaurateur, franc-maçon, il avait été mis en examen une première fois, le 28 septembre 1994, pour le financement de sa piscine grâce – pense la justice – à un marché public de l'office départemental d'HLM. Dix autres personnes, dont Alain Journef (PS), président du conseil général, étaient alors épinglées par les deux juges.

Cette série de mises en examen faisait suite à la publication le 29 mars d'un rapport de la chambre régionale des comptes de

Languedoc-Roussillon et aux accusations portées contre le sénateur par Gilbert Baumez, député (République et Liberté), ancien président du conseil général, victime de tentatives d'assassinat le 15 juin et le 5 septembre. Écarté de la présidence de l'assemblée départementale au lendemain des élections cantonales de mars 1994 par ses anciens alliés socialistes, M. Baumez a fait l'objet lui aussi, début décembre, d'une demande de levée de son immunité parlementaire pour abus de confiance dans le cadre de la gestion de trois offices départementaux satellites du conseil général. Cette demande n'a pu encore être examinée par l'Assemblée nationale.

Avant son entrée dans le bureau des juges d'instruction nîmois, M. Pradille a affirmé qu'il n'a « rien à [se] reprocher », mais qu'il s'attend « à tout face au pouvoir exorbitant des juges ». Quatre heures plus tard, alors que les policiers conduisaient le sénateur à la maison d'arrêt de Nîmes, son avocat, M^{me} Jean-Pierre Cabannes, déclarait son intention de déposer un référé-liberté après de la chambre d'accusation.

RICHARD BENGIGUI

Mis en examen pour délits financiers

L'ancien député socialiste Jean-Pierre Destradé a été écroué à la maison d'arrêt de Pau.

de notre correspondant

Sur la côte basque, l'affaire a fait l'effet d'une bombe. Au terme de plus de huit heures de confrontation avec le juge d'instruction Jean-Louis Lecue, l'ancien député socialiste Jean-Pierre Destradé a été écroué à la maison d'arrêt de Pau après avoir été mis en examen pour escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux en écriture privée et usage de faux, enfin, dénonciation de fait imaginaire.

Des rumeurs couraient depuis un certain temps déjà dans la région de Bayonne faisant état des graves difficultés financières personnelles de l'ancien parlementaire, conseiller général de Saint-Pierre-d'Irube, porte-parole du Parti socialiste au conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

Depuis qu'il avait quitté le Palais-Bourbon en 1988 (battu dans la circonscription de Bayonne par Alain Lamassouire) après y avoir été élu pour la première fois en 1981, Jean-Pierre Destradé paraissait avoir quelques problèmes pour mettre en adéquation son train de vie avec ses revenus.

Peut-être n'y aurait-il d'ailleurs pas eu d'affaire en dehors des problèmes liés à son endettement personnel si Jean-Pierre Destradé ne s'était cru obligé d'aller, de sa propre initiative, voir le procureur de la République de Bayonne en janvier 1993 pour lui confier – sans porter plainte, car il n'avait pas d'élément plus précis – qu'il avait été racketté par l'ETA.

Une enquête ordinaire fut alors ouverte. Elle montra que l'endettement personnel de Jean-Pierre Destradé avait pris des proportions relativement importantes (on parle de plus de trois millions de francs). Les enquêteurs ont découvert qu'il n'y avait pas eu de rachat de la part de l'ETA, mais des pratiques de « cavalerie » et certaines anomalies suffisamment troublantes pour que le dossier soit confié par la chancellerie aux magistrats de Pau.

JEAN-MICHEL GUILLOT

Un proche de M. Joxe mis à l'écart par M. Pasqua

Jean-Marc Erbes remplacé à la tête de l'IHESI

« Un libérateur qui a le goût de travailler sur la sécurité. » Ainsi Jean-Marc Erbes, inspecteur général de l'administration, directeur de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), a-t-il toujours aimé se définir, avec un non de malice. Homme de gauche, réputé proche de Pierre Joxe, M. Erbes fut, au début des années 80, l'artisan d'une nouvelle politique de la formation des policiers, puis le tête pensante de la police qui, quoique contestée, ont laissé une empreinte profonde sur l'institution. Apparent, il avait été, de 1975 à 1978, sous-directeur au ministère de la justice, chargé du personnel de l'administration pénitentiaire.

Le départ provoqué de ce haut-fonctionnaire obstiné, mais peu expansif, a eu moins quelques raisons politiques. Écarté de l'IHESI, qu'il a dirigé depuis sa création, en 1989, Jean-Marc Erbes se voit contraint de s'effacer au profit d'un fidèle de Charles Pasqua : Jean-Michel Roulet, jusqu'alors préfet délégué à la sécurité à Lille, après avoir occupé, après le retour de M. Pasqua place Beauvau, les fonctions de directeur de la logistique au ministère de l'Intérieur. Au début de l'année 1994,

M. Erbes avait d'ailleurs essuyé un premier coup de semonce, lorsqu'il avait dû abandonner la direction de l'Inspection générale de l'administration, qu'il assumait depuis 1990. Mais il fut néanmoins maintenu à la tête de l'IHESI, sans que l'on sache vraiment s'il fallait voir là un hommage aux efforts entrepris en faveur de l'institution policière, ou le soul d'éviter une trop exhausive « chasse aux sorcières ».

Très attaché à sa mission, qui consistait, depuis six ans, à animer ce vaste espace de réflexion de recherche et de débats sur la chose sécuritaire que constitue l'IHESI, M. Erbes avait pris acte de ce maintien comme il le fera de cette mise à l'écart, en fonctionnaire loyal. Dans ses diverses charges, il aura manifesté avec constance un attachement à une professionnalisation du métier de policier, qu'il entendait préserver des contingences politiques. Militant pour que la légitimité étatique des forces de l'ordre policière s'appuie sur une légitimité citoyenne du corps policier, M. Erbes, soixante-deux ans, laisse en héritage une réflexion de fond, humaniste et volontariste.

HERVÉ GATTEGNO

Après la mort d'un policier dans une fusillade

Sept membres de la communauté gitane de Nice sont en détention

Il s'agit sept, tous membres de la communauté gitane, à avoir été placés en détention, jeudi 5 janvier, après la fusillade dans le quartier de l'Ariane, à Nice, où un policier a été tué et un autre blessé dans la nuit de lundi à mardi. Tous ont été mis en examen pour association de malfaiteurs et deux d'entre eux, un jeune garçon de seize ans et un musicien de vingt-cinq, sont pour l'instant également impliqués dans les tirs contre les fonctionnaires de la brigade anti-criminalité. Leurs premières déclarations aux enquêteurs permettent, à présent, de connaître leur version de la rixe sanglante.

Joseph Espinas joue des percussions dans les bals et les restaurants. Pas de casier, pas d'histoire. Lundi, il passe la soirée avec sa femme dans leur baraque du camp gitane des Chênes-Blancs, lorsqu'un jeune garçon vient l'appeler à la rescousse. Le gamin raconte une querelle qui s'envenime depuis deux heures à la cité Saint-Pierre.

Joseph Espinas prend son fusil à pompe, monte en voiture. A peine arrivé à la cité Saint-Pierre, un kilomètre plus loin, il « tombe sur deux hommes armés ». Le musicien poursuit : « Cela a été très vite. L'un d'eux m'a dit : « Jette ton fusil ». J'ai cru que c'était un Arabe. J'ai tiré. Puis il court se

refugier dans l'appartement d'un ami. C'est là qu'il apprendra que ce sont des policiers en civil qu'il avait en joue. Mis en examen pour « homicide et tentative d'homicide », Joseph Espinas reconnaît avoir tiré deux coups, « mais pas celui qui fut fatal au brigadier Janvier, l'autre victime de la fusillade », précise son avocat Gérard Bando. Un mineur de seize ans est lui aussi suspecté d'être le meurtrier.

F. A.

Le nouveau « Monde » sur France 2 dimanche 8 janvier

La dimanche 8 janvier, à la veille du lancement de sa nouvelle formule, Le Monde sera l'hôte de France 2. Tout au long de cette journée spéciale, la plupart des émissions de la chaîne publique célébreront à leur manière ce nouveau départ du Monde.

L'un des éditorialistes du journal, Eric Zraelewicz, participera à l'« Heure de Vérité » avec Nicolas Sarkozy. Trois collaborateurs du Monde, notre académicien Bertrand Poirot-Delpech, participeront au jeu – bien nommé en l'occurrence – « Le Monde est à vous » que présente chaque dimanche Jacques Martin. Dans le cadre de ce programme, deux extraits de films sur le Monde, l'un tourné en 1968, l'autre en 1994, évoqueront l'évolution rédactionnelle et technique du journal.

Les dessinateurs Plantu, Pencho, Pessin et Serguel, dont le place sera encore plus grande dans la nouvelle formule, illustreront cette journée en intervenant notamment à l'« Heure de Vérité », dans les journaux télévisés et dans l'émission sportive « Stade 2 ». Au cours de cette journée, des dessins de Plantu, « habillés » par France 2, ponctueront le passage d'une émission à l'autre. Une célébration qui culminera dans le « Vingt heures » avec la diffusion de deux reportages consacrés au Monde et un entretien avec notre directeur Jean-Marie Colombani depuis les locaux du journal, rue Falguière.

AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. L'avis du médiateur : « Au risque de choquer » ; Trait libre, par J.-F. Batellier (page 2).

COMMUNICATION

Thomson Consumer Electronics a mis au point le premier système de télévision interactive.

Thomson Consumer Electronics (TCE), en alliance avec Sun Microsystems, a présenté, jeudi 5 janvier, à Las Vegas (États-Unis) une solution « clé en main » de télévision interactive. Cela consacre l'avancée de Thomson dans la course engagée par les grandes compagnies informatiques et les grands groupes d'électronique domestique dans le secteur de la télévision numérique (page 11).

SOCIÉTÉ

La catastrophe de Furiani devant le tribunal correctionnel de Bastia : l'inéluctable effondrement.

Le rapport des experts est accablant pour Jean-Marie Bolmond, ingénieur de la société Sud-Tribune. Il révèle que la partie arrière de la tribune qui s'est effondrée était constituée de tubes montés entre eux pour former une série de rectangles ne comportant pas de diagonales de renfort. « Un rectangle est déformable, un triangle ne l'est pas. » « L'effondrement était inéluctable », concluent les experts (page 12).

CULTURE

Théâtre : « Comme il vous plaira », aux Bouffes du Nord.

Peter Brook, l'un des plus vieux « amis » de Shakespeare, en dit : « De toutes les versions de Comme il vous plaira que j'ai vues – et je n'en ai pas assez de doigts pour les compter –, celle de Declan Donnellan est de loin la meilleure ». Declan Donnellan ? Il est directeur-associé du

Royal National Theater de Londres et animateur depuis 1981 d'une troupe britannique joliment baptisée Cheek by Jowl. Jusqu'au 21 janvier (page 19).

ÉCONOMIE

Construction navale : le président des Chantiers de l'Atlantique défend l'accord de l'OCDE.

Jean-Noël d'Acremont, président des Chantiers de l'Atlantique, trouve des vertus à l'accord sur la suppression progressive des aides directes aux chantiers navals, conclu à la fin de 1994 à Paris dans le cadre de l'OCDE. « Il n'est pas du tout sûr que la situation sera plus dramatique pour la France avec cet accord », estime-t-il. S'il n'y avait pas eu d'accord, « il aurait été certain que la loi de la jungle et des systèmes opaques d'aides aurait continué de prévaloir ou se serait développé de plus belle » (page 21).

SERVICES

Dans la presse : 11
Annonces classées : 20
Abonnements : 22
Marchés financiers : 22-23
Carnet : 26
Météorologie : 26
Moto croisée : 26
Loto : 26
Radio-télévision : 27

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

DEMAIN

Radio-Télévision
Quand la télévision s'adresse aux chômeurs : à l'instar de La Cinquième, qui en a fait un de ses chevaux de bataille, la plupart des chaînes proposent des programmes destinés aux demandeurs d'emploi. Problèmes : ces émissions marquent souvent d'originalité et leur efficacité reste à démontrer. Seul Canal+ semble tirer son épingle du jeu.

Le numéro du « Monde » daté Vendredi 6 janvier 1995 a été tiré à 478 588 exemplaires

MARCEL LASSANCE
SOLDES

à partir du mardi 10 janvier
17, rue du Vieux Colombar
Paris (9)
21, rue Marbeuf
Paris (8)

Rémy

Élégance
Savoir-faire
artisanat
80-82-83, Faubourg St-Antoine
75012 PARIS - Tél : 43.43.65.58
Charme
Création

مكتبة الجليل